

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES RELATIONS SINO-AFRICAINES : VERS UNE RELATION DE
DÉPENDANCE? UNE ANALYSE DU PARTENARIAT CHINE-RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MANAL LALLALI

NOVEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à exprimer ma gratitude envers M. Lin Ting-Shen pour son encadrement attentif et son dévouement tout au long du processus. Ses commentaires constructifs ont été d'une importance capitale pour le développement de mon travail.

Je souhaite également remercier chaleureusement tous les professeurs et enseignants qui ont partagé leurs connaissances et leur expérience avec moi tout au long de mon parcours. Leurs enseignements m'ont permis d'approfondir ma réflexion.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers mes amis et collègues, Nicolas Klingelschmitt et Mohamed Younouss, pour leur aide à la relecture et la correction de ce mémoire.

Je tiens à témoigner de ma gratitude envers mes parents, Nabila et Abdellatif, qui m'ont soutenu de manière inconditionnelle tout au long de cette aventure.

Enfin, un énorme merci à mon fiancé, Matthieu Deschans, pour les encouragements et le soutien moral qui ont été une source de motivation.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 LITTÉRATURE, CADRE THÉORIQUE, MÉTHODOLOGIE, LIMITES ET PERTINENCES	7
1.1 Littérature	7
1.2 Cadre théorique	12
1.3 Méthodologie : une approche empirique et déductive	15
1.4 Limites de la recherche.....	17
1.5 Pertinence scientifique.....	19
CHAPITRE 2 DÉPENDANCE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE	21
2.1 Politique africaine chinoise	22
2.1.1 Comparaison	26
2.1.2 Politique de non-ingérence chinoise	29
2.1.2.1 Comparaison	32
2.2 Outils de <i>soft power</i> chinois en Afrique	34
2.2.1 Influence des médias chinois en Afrique	36
2.2.1.1 Comparaison	40
2.2.2 Diplomatie culturelle chinoise en Afrique	45
2.2.2.1 Comparaison	47
2.3 Conclusions	50
CHAPITRE 3 DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE ET INDUSTRIELLE	53
3.1 Écart technologique entre la Chine et l’Afrique.....	54

3.2	Présence de la Chine dans le secteur des télécommunications de la République démocratique du Congo	57
3.2.1	Comparaison	60
3.3	Transfert de connaissance et de technologie	63
3.4	Le capital humain et la « <i>Fuite des cerveaux</i> » en Afrique	67
3.5	Migrants et travailleurs chinois en Afrique	72
3.5.1	Comparaison	80
3.6	Conclusions	84
	CHAPITRE 4 DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	87
4.1	Investissements directs étrangers de la Chine en Afrique	88
4.1.1	Infrastructure contre minéraux	90
4.1.2	Comparaison	93
4.2	L'exportation des produits miniers de la RDC	99
4.2.1	Comparaison	102
4.3	L'importation des produits chinois en RDC (<i>le made in Chine</i>).....	105
4.3.1	Comparaison	109
4.4	L'aide étrangère : prêts et endettement	111
4.4.1	Comparaison	117
4.5	Conclusions	120
	CHAPITRE 5 CONCLUSION GÉNÉRALE	123
	ANNEXE A CARTE: CAMPAGNES DE DÉSINFORMATIONS CONNUES EN AFRIQUE, COMMANDITÉES PAR LA RUSSIE	128
	ANNEXE B DÉTAILS DU RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE MUANDA-KINSHASA	129
	ANNEXE C RESSOURCES MINIÈRE EN RDC PAR PROVINCE	130
	ANNEXE D CARTE: DÉPENDANCE DES EXPORTATIONS PAR PAYS, MOYENNE PONDÉRÉE DES ÉCHANGES EN 2016.....	131
	ANNEXE E CARTE: LES IMPORTATIONS DU BLÉ EN PROVENANCE DE RUSSIE ET D'UKRAINE	132

ANNEXE F LES AGENTS CHINOIS DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE	133
APPENDICE A RÉPARTITION DES CENTRES CULTURELS RUSSES DANS LE MONDE	134
APPENDICE B CARTE: IMPORTATION DES PAYS AFRICAINS EN 2000 ET 2020.....	135
BIBLIOGRAPHIE	136

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Figure 1. La position de la République démocratique du Congo dans le classement mondial du NRI en 2022 et par pilier.

Figure 2. Pourcentage médian d'élèves en fin de primaire qui obtiennent un score supérieur à un niveau de compétence minimum lors d'une évaluation des apprentissages, par groupe de revenu et par région.

Figure 3. Nombre de travailleurs chinois en Afrique entre 2009 et 2021.

Figure 4. Nombre d'ouvriers chinois en RDC entre 2009 et 2021.

Figure 5. Évolution de la balance commerciale entre la Russie et le RDC entre 2014 et 2021.

Figure 6. Évolution des exportations de la RDC vers la Russie entre 2014 et 2021, en millions de CDF.

Figure 7. Évolution de l'utilisation des clauses de confidentialité dans les contrats chinois entre 2000 et 2020.

Tableau 1. Principaux pays fournisseurs de la RDC en 2021.

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BAD	Banque africaine de développement
BDC	Banque de développement de Chine
BM	Banque Mondiale
BRI	Belt and Road Initiative
CCTV	China Central Television
CDF	Franc congolais
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIDCA	Agence chinoise de coopération internationale pour le développement
CITCC	China International Télécommunication Construction Corporation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CREC	China Railway Group Limited
CRI	Radio Chine International
DFC	Société américaine de financement du développement international
EXIM BANK	Banque d'import-export de la Chine
FMI	Fonds monétaire international
FOCAC	Forum sur la Coopération sino-africaine
HRW	Human Rights Watch

ICBC	Banque industrielle et commerciale de Chine
IDE	Investissement direct étranger
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations unies
ONG	Organisation non gouvernementale
PCC	Parti communiste chinois
RDC	République démocratique du Congo
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SCPT	Société Congolaise des Postes et Télécommunications
STIM	Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Au cours des dernières années, de nombreuses études ont été réalisées sur les relations entre la Chine et l'Afrique, qui ont suscité des critiques importantes. Certains ont fait valoir que la nature des relations entre la Chine et l'Afrique tend au néocolonialisme et l'impérialisme. À l'inverse d'autres y voient des opportunités de développement. À travers les conclusions de ces études, plusieurs ont été préoccupés par les relations sino-africaines appelant à une réflexion sur les impacts à long terme. Plus précisément, il y a une crainte que les relations actuelles tendent vers une relation de dépendance, puisque dans plusieurs domaines, l'Afrique pourrait devenir très dépendante de la Chine, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'impact de cette dépendance croissante.

Ainsi, ce travail s'intéresse à ces nouvelles formes de dépendance en cherchant à répondre à la question suivante : est-ce que la présence de la Chine en Afrique, plus précisément en République Démocratique du Congo (RDC), favorise le développement de nouvelles formes de dépendance? Nous proposons de repenser la théorie de la dépendance à travers le contexte de la présence chinoise en Afrique, en mettant l'accent sur les interactions entre la Chine et la RDC pour comprendre comment cette dépendance se manifeste. Cela permettrait de mieux comprendre les effets de la présence chinoise en Afrique et la trajectoire de développement du continent.

Il est question, à travers ce mémoire, de mener une étude comparative entre des partenaires de la RDC pour relativiser et déconstruire les certitudes et critiques à l'encontre des relations sino-africaines. La comparaison se fera entre la relation sino-congolaise, la relation russo-congolaise et la relation américano-congolaise. Pour mener à bien cette recherche, une approche méthodologique empirique et déductive sera privilégiée, en tenant compte des faits historiques et d'un ensemble de facteurs extérieurs et intérieurs. Le plan de travail est modulé autour de trois axes fondamentaux : la dépendance politique et diplomatique, la dépendance technologique et industrielle et la dépendance économique et financière.

Mots clés : Afrique, Chine, Dépendance, Sous-développement, Sino-africaine.

ABSTRACT

In recent years, numerous studies have been conducted on the relations between China and Africa, which have garnered significant criticism. Some argue that the nature of the relations between China and Africa tends towards neocolonialism and imperialism, while others see opportunities for development. Through the conclusions of these studies, many have been concerned about the Sino-African relations and have called for a reflection on the long-term impacts. Specifically, there is a fear that current relations may lead to a dependency relationship, as Africa has become heavily dependent on China in several areas, which raises concerns about the impact of this growing dependency.

This work focuses on these new forms of dependency by seeking to answer the following question: Does the presence of China in Africa, more specifically in the Democratic Republic of the Congo (DRC), promote the development of new forms of dependency? In this study, we propose to rethink the theory of dependency through the context of Chinese presence in Africa, with a focus on the interactions between China and the DRC to understand how dependency manifests itself. This would allow for a better understanding of the effects of Chinese presence in Africa and its impact on the continent's development trajectory.

The thesis aims to conduct a comparative study between partners of the Democratic Republic of Congo to relativize and deconstruct certainties and criticisms of Sino-African relations. The comparison will be made between the Sino-Congolese relationship, the Russo-Congolese relationship, and the American-Congolese relationship. To carry out this research, an empirical and deductive methodological approach will be favored, considering historical facts and a set of external and internal factors. The work plan is structured around three fundamental axes: political and diplomatic dependence, technological and industrial dependence, and economic and financial dependence.

Keywords: Africa, China, Dependency, Underdevelopment, Sino-African.

INTRODUCTION

Après la révolution communiste de 1949, la nouvelle République populaire de Chine (RPC) a désespérément cherché à légitimer son gouvernement en obtenant la reconnaissance diplomatique d'autres nations. La Chine a vu l'opportunité de s'allier avec le « tiers monde » en développement. Ainsi, elle lance une nouvelle offensive diplomatique sur l'Afrique. Cette offensive s'appuie sur une base solide qui est celle de la coopération sino-africaine. Celle-ci s'illustre par les diverses rencontres internationales et des visites par les hauts représentants de l'État chinois dans les pays africains. À travers diverses interventions, la Chine a soutenu les pays africains dans leur lutte pour l'indépendance vis-à-vis des puissances coloniales et a fourni une assistance économique aux pays africains nouvellement indépendants, montrant ainsi son opposition au colonialisme et à l'impérialisme.

Depuis plus de trente ans, les impacts des investissements chinois sur les différents secteurs en Afrique sont devenus un sujet de premier plan. (Abodohou *et al.*, 2018) L'émergence de la Chine en tant que puissance économique est un élément clé en Afrique qui est devenue l'objet d'un examen mondial, non seulement parce que la Chine fait des affaires et consolide sa position économique sur le continent, mais aussi en raison de l'impact de ces relations sur les résultats du développement économique et le renforcement de l'investissement en Afrique. (Lisimba, 2020) La relation moderne entre la Chine et l'Afrique est l'essence d'une longue histoire et de liens amicaux. Même si la dimension économique a pris le dessus sur la dimension idéologique dans la relation sino-africaine, il est souligné que la coopération et les modalités concernant l'aide chinoise en Afrique témoignent d'une continuité sur le plan des principes et du discours. (Delcourt, 2021)

À travers leurs discours, les dirigeants chinois mettent de l'avant l'expérience chinoise, en tant que pays en développement prospère. La croissance économique de la Chine a sorti environ 500 millions de Chinois de la pauvreté et permis à 100 millions de personnes d'accéder à la classe moyenne en une trentaine d'années. (Lisimba, 2020c) En ce sens, la Chine offrirait un modèle de développement économique alternatif aux pays africains en démontrant que les pays pauvres peuvent s'en sortir grâce à l'intervention de l'État dans l'économie, contrairement à ce que recommande le libéralisme économique (Viltard, 2012). Dans ses discours concernant l'aide au développement, sa position est marquée par les leçons apprises lors de sa propre expérience de développement du pays. (Corking, 2014) Cette thèse a tendance à toucher les vieux dirigeants africains au pouvoir grâce à l'indépendance qui considère que la relation sud-sud entre la Chine et l'Afrique est fondamentalement différente de la relation nord-sud (Viltard, 2012). Certains dirigeants africains aspirent à reproduire le développement économique rapide de la Chine et croient qu'ils peuvent bénéficier de l'expérience de la Chine afin de sortir de la pauvreté. (Hanauer et Morris, 2014)

Dès 2000, cette solidarité tiers-mondialiste se solidifie autour d'une plateforme précise; le forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC). Cette plateforme est une structure servant à unir les pays en développement, c'est-à-dire la Chine et les nations africaines. L'accent est davantage mis sur un ensemble de projets et la coopération mutuelle, à l'image d'un partenariat économique Sud-Sud. Face aux pays africains, la Chine a souvent tenu un discours dynamique et puissant se résumant par un partenariat "gagnant-gagnant". (Carrozza, 2021) Depuis, ce que nous pouvons remarquer c'est qu'il se dessine une nouvelle perspective chez les dirigeants africains. Plusieurs négligent progressivement l'Occident et adoptent la Chine comme un partenaire différent ayant vécu des défis similaires au développement des nations africaines.

Pour diverses raisons liées à des considérations politiques, économiques, sécuritaires et des questions liées aux droits de l'homme, le développement des relations sino-

africaines a engendré un grand nombre de préoccupations auprès des organisations et partenaires occidentaux. Nombreux sont ceux qui ont accusé la Chine d'avoir une attitude néocoloniale ou impériale en Afrique. D'autres ont conseillé aux dirigeants africains d'être méfiants face au risque de dépendance accru à l'égard de la Chine. La dépendance peut prendre plusieurs formes, c'est pourquoi nous avons décidé d'analyser celles qui reviennent le plus souvent dans les critiques, c'est-à-dire la dépendance politique et diplomatique, la dépendance technologique et industrielle et la dépendance économique et financière.

Cette analyse vise à examiner de plus près ces formes de dépendance souvent évoquées dans le contexte des relations sino-africaines. La dépendance politique et diplomatique soulève des inquiétudes quant à la capacité des nations africaines à maintenir une politique étrangère indépendante face à une présence chinoise croissante sur le continent. La dépendance technologique et industrielle s'intéresse aux conséquences potentielles de l'adoption généralisée de technologies chinoises et aux impacts sur les secteurs clés de l'économie africaine. Enfin, la dépendance économique et financière examine comment les relations commerciales et les prêts chinois peuvent influencer la stabilité économique des pays africains.

Ces éléments critiques pointent vers des défis importants que les nations africaines doivent naviguer dans leurs partenariats avec la Chine. Tout en reconnaissant les avantages économiques indéniables de ces relations, il est impératif de prendre des mesures pour garantir que ces avantages ne se transforment pas en vulnérabilités. Cette analyse approfondie examinera les différents aspects de cette complexe dynamique sino-africaine et cherchera à fournir des perspectives éclairées sur les implications à long terme de ces relations.

Pour mener à bien notre étude, nous avons choisi la République démocratique du Congo (RDC) comme objet de recherche pour diverses raisons majeures. En premier

lieu, la RDC entretient une amitié de longue date avec la Chine, une relation renforcée par l'accord "infrastructure contre minéraux" et la croissance significative du commerce bilatéral sino-congolais. Cette proximité offre un contexte propice à l'analyse de notre sujet d'intérêt. De plus, la disponibilité d'études et de données approfondies sur cette relation apporte une valeur substantielle à notre recherche, permettant une analyse plus approfondie et nuancée.

Afin d'effectuer une comparaison plus significative, nous prévoyons d'analyser la relation entre la République démocratique du Congo et la Chine en la mettant en parallèle avec les relations que la RDC entretient avec la Russie et les États-Unis. Cette démarche vise à élargir notre perspective et à apporter un éclairage complet sur les interactions internationales de la RDC. Nous avons choisi spécifiquement d'examiner la relation russo-congolaise et américano-congolaise en raison de leurs intérêts mutuels considérables, notamment dans le domaine des ressources naturelles et de l'influence géopolitique. Cette sélection nous permettra de dégager des parallèles et des différences significatives dans les dynamiques de ces relations. En se focalisant sur ces deux partenariats clés, nous chercherons à comprendre comment ces grandes puissances interagissent avec la République démocratique du Congo, les avantages qu'elles cherchent à tirer de ces relations, et comment ces relations influent sur le développement politique, économique et diplomatique de la RDC.

Pour notre stratégie de comparaison, nous avons opté pour la méthode de concordance comparative. Cette approche analytique nous permettra de mieux appréhender la manière dont la RDC interagit avec la Chine, les États-Unis et la Russie. De plus, elle nous aidera à déterminer si la RDC présente une dépendance particulière envers l'un de ces pays ou si des schémas de coopération spécifiques se dessinent. Cette approche permettra également de mettre en lumière les aspects des relations internationales de la RDC qui méritent une attention particulière et une analyse approfondie.

L'étude à venir sera articulée autour de cinq chapitres distincts, chacun dédié à l'exploration de différents aspects de la dépendance de la République démocratique du Congo à l'égard de la Chine, à travers une analyse comparative avec les relations américano-congolaises et russo-congolaises. L'adoption de cette approche comparative revêt une importance cruciale pour offrir une perspective nuancée de notre recherche. En examinant les dynamiques entre ces trois partenariats, nous chercherons à identifier des tendances, des similitudes et des différences qui éclairent la nature des relations de la RDC avec ces acteurs internationaux clés.

Le premier chapitre sert de préambule et introduit les principaux éléments de cette étude. Il abordera la revue de la littérature existante, établira le cadre théorique basé sur la théorie de dépendance, expliquera la méthodologie utilisée, discutera des limites de la recherche, et mettra en avant la pertinence scientifique de cette étude.

Le deuxième chapitre se penchera sur la dépendance politique et diplomatique. Il examinera comment la politique africaine de la Chine influence la diplomatie congolaise. Il explorera également la politique de non-ingérence chinoise et les outils de soft power employés par la Chine, tels que les médias et la diplomatie culturelle.

Le troisième chapitre se concentrera sur l'évaluation de la dépendance technologique et industrielle de la RDC. Il analysera la situation technologique et la disponibilité de capital humain, ainsi que l'impact de la "fuite des cerveaux". Ces facteurs sont essentiels pour comprendre comment la Chine exerce son influence dans ces secteurs cruciaux, car ils contribuent à la dépendance de la RDC.

Le quatrième chapitre se penchera sur la dépendance économique et financière. Il explorera la présence croissante de la Chine en Afrique, les flux commerciaux entre la RDC et la Chine, les importations de produits chinois en RDC, les aspects liés à l'aide étrangère, les prêts chinois et l'endettement de la RDC.

Enfin, le cinquième chapitre constituera la conclusion générale de cette étude. Il récapitulera la question de recherche, synthétisera les résultats des différents chapitres, proposera des pistes de recherche pour des études futures.

Cette structure en cinq chapitres permettra de mener une analyse approfondie de la relation entre la RDC et la Chine, en prenant en compte divers aspects de la dépendance, tout en établissant des comparaisons instructives avec les relations de la RDC avec d'autres acteurs internationaux tels que les États-Unis et la Russie.

CHAPITRE 1

LITTÉRATURE, CADRE THÉORIQUE, MÉTHODOLOGIE, LIMITES ET PERTINENCES

1.1 Littérature

Au fil des décennies, les investissements et l'implication de la Chine en Afrique ont suscité de nombreuses réactions en Occident. Depuis, un grand nombre d'études diverses, tel que celles de Alpha Furbell Lisimba, se sont concentrées sur l'analyse de la nature des relations sino-africaines. À travers ces recherches, on peut constater l'importance des relations entre la Chine et l'Afrique. En revanche, dans la littérature, plusieurs auteurs mettent en évidence le développement d'une relation de dépendance. Dans cette partie, nous allons présenter les différentes formes de dépendance évoquées dans des recherches antérieures, dans le but de fournir une vision d'ensemble des connaissances disponibles. Ce passage revêt une importance cruciale, car les différentes formes de dépendance évoquées serviront de base à notre analyse visant à répondre à notre problématique de recherche.

Depuis les années 1990, les impacts des investissements chinois sur les différents secteurs en Afrique sont devenus un sujet de premier plan. (Abodohou et al., 2018). L'émergence de la Chine en tant que puissance économique est un élément clé en Afrique qui est devenue l'objet d'un examen mondial, non seulement parce que la Chine fait des affaires et consolide sa position économique sur le continent, mais aussi en raison de l'impact de ces relations sur les résultats du développement économique et le renforcement de l'investissement en Afrique (Lisimba, 2020). Plusieurs facteurs expliquent que l'Afrique soit une destination choisie par la Chine : les ressources principalement inexploitées (1), les bonnes relations qu'elle entretient avec les différents États (2), le développement et les investissements sont nécessaires sur le

continent (3) et il y a moins de concurrence entre les grandes puissances en Afrique (4) (Lisimba, 2020c).

À travers la littérature, nous pouvons constater que les relations modernes entre la Chine et l'Afrique sont le fruit d'une longue histoire et de liens amicaux. Même si la dimension économique a pris le dessus sur la dimension idéologique dans les relations sino-africaines, Delcourt (2021) souligne que la coopération et les modalités concernant l'aide chinoise en Afrique témoignent d'une continuité sur le plan des principes et du discours. Néanmoins, selon Lisimba (2020b) les relations commerciales et d'investissement de la Chine avec l'Afrique aboutissent à la même pratique de dépendance qui existait à l'époque de la colonisation et continue d'influencer les relations économiques de l'Afrique avec l'Occident après l'indépendance. (Lisimba, 2020b). Pour celui-ci, les stratégies de recherche de ressources de la Chine pourraient encourager les économies africaines à rester dépendantes de l'exportation de matières premières. (Lisimba, 2020b). Or, cette dépendance implique une forte vulnérabilité aux prix des matières premières et potentiellement une forte probabilité de corruption.

Ensuite, un aspect qui a été remarqué est que la Chine a la capacité de favoriser la croissance des économies africaines (Abodohou et al., 2018). Il a été remarqué que les importations chinoises ont remplacé les fournisseurs traditionnels, fournissant des produits à des prix plus abordables que les économies développées (Abodohou et al., 2018). En ce sens, on peut déterminer que le pouvoir d'achat a augmenté pour les Africains. L'abondance et le bas prix des produits chinois permettent de répondre plus facilement aux besoins du marché africain. (Aiqin et Jianhong, 2017). Ces produits moins chers favorisent la consommation et stimulent l'économie. En revanche, le volume des échanges n'est pas égal entre la Chine et l'Afrique (Koomson-Abekah et Nwaba, 2018). D'autant plus, elle est davantage engagée dans les marchés africains que l'Afrique dans le marché chinois. Les exportations africaines sont principalement

des produits primaires, dont le prix du marché est plus bas et instable, contrairement aux produits transformés (comme les produits manufacturés) qui ont une valeur plus élevée sur le marché (Koomson-Abekah et Nwaba, 2018). Selon Lisimba (2020d), Koomson-Abekah et Nwaba (2018), cela empêche les économies africaines d'atteindre l'effet/valeur des activités d'exportation. De ce fait, à l'exception des États africains producteurs de pétrole et de minéraux, la plupart des États sont confrontés à des déséquilibres commerciaux considérables avec la Chine (Lisimba, 2020d). En fait, les exportateurs africains sont dominés par des chaînes de matières premières à faibles valeurs, alors que les produits africains transformés se voient contraints à des barrières commerciales qui minimisent l'entrée des produits sur le marché chinois (Lisimba, 2020d).

En ce qui concerne le développement des infrastructures en Afrique, l'approche chinoise se distingue de celle des pays occidentaux. Contrairement à ces derniers, la Chine privilégie la stimulation de la croissance économique des nations africaines plutôt que l'imposition de conditions liées à la bonne gouvernance. En d'autres termes, la Chine n'exige pas de critères politiques stricts des pays africains.

Actuellement, aucune autre grande puissance n'a répondu de manière aussi significative à l'appel de l'Afrique que la Chine. L'insuffisance des infrastructures en Afrique constitue un problème réel, mais la Chine est bien positionnée pour remédier à cette lacune sur le continent. En effet, la Chine joue un rôle majeur dans le développement des infrastructures, une priorité évidente pour l'Afrique. Ces projets d'infrastructures sur le continent contribuent non seulement à combler les déficits, mais ils ont également pour effet d'organiser rapidement les régions africaines, créant ainsi de nombreuses opportunités économiques.

Deux raisons fondamentales motivent les investissements chinois dans les projets d'infrastructures régionales en Afrique. Premièrement, l'intérêt de la Chine est renforcé

par la disponibilité des ressources africaines, ce qui facilite l'obtention de prêts pour les investissements dans les infrastructures, contrairement aux prêts traditionnels occidentaux. Deuxièmement, la Chine cherche à promouvoir ses technologies en investissant dans des infrastructures régionales telles que des routes et des barrages.

Quelque part, la Chine affirme sa présence en Afrique sur le plan politique, par le biais des projets et des infrastructures. En finançant des projets d'infrastructure d'envergure à l'étranger, la Chine est en mesure d'apaiser temporairement la surcapacité nationale dans les différents secteurs, par exemple; l'acier, le ciment ou encore le charbon (Ehizuelen et Abdi, 2018). Pour ainsi dire, l'infrastructure intérieure de la Chine atteint sa pleine capacité, les différents secteurs chinois qui ont pu se développer grâce au boom de la construction dans le pays doivent trouver de nouvelles opportunités. (Ehizuelen et Abdi, 2018) Selon Bart (2011), cet aspect très visible de la présence chinoise en Afrique est sans aucun doute l'un des symboles les plus forts.

En d'autres termes, il est clair que la relation historique avec l'Afrique a aidé la Chine à augmenter son portefeuille d'investissement dans cette région. En revanche, Lisimba (2020a) considère que l'augmentation du commerce et des investissements de la Chine en Afrique « soutient l'idée que l'Afrique déplace sa dépendance de l'Occident vers la Chine » (Lisimba, 2020a). Il explique que si la Chine investit dans le secteur des ressources plus que les autres secteurs et exporte des produits finis, l'Afrique serait moins avantagée et cela peut être considéré comme une relation de dépendance. (Lisimba, 2020a) L'auteur prend pour exemple les relations de la Chine avec la République Démocratique du Congo, qui se base sur un échange de ressources naturelles contre des infrastructures (Lisimba, 2020a). En fait, cela serait devenu un mode de transaction commerciale coutumier qui, essentiellement, est la continuation de la dépendance traditionnelle envers les anciennes puissances coloniales. (Lisimba, 2020a) Les preuves factuelles du renforcement des relations de dépendance entre la Chine et l'Afrique parleraient d'elles-mêmes. (Lisimba, 2020a) Après plusieurs années

d'échanges économiques intenses entre les parties, la situation économique du continent n'a pas connu d'énormes changements positifs. (Lisimba, 2020a) Félix Morin (2016) établit que la Chine profite de la dépendance économique que le continent africain a développée à son égard.

En plus de ces formes de dépendance politique, diplomatique, financière et économique, il y a la dépendance technologique. La Chine est considérée comme une source majeure de technologie bon marché, mais le transfert de compétences et de technologies se trouve limité entre la Chine et l'Afrique, alors que les entreprises chinoises publiques pourraient agir en tant que fournisseurs éventuels de technologie de pointe et bon marché en Afrique. (Lisimba, 2020e) Sans aucun doute, il y a du potentiel à retirer des marchés africains. En revanche, ce manque de transfert de compétences et de technologies de la part des Chinois risque de menacer la durabilité des projets de construction (Lisimba, 2020e). Selon Lisimba (2020), les pays africains seront plus dépendants de la Chine et ne vont pas acquérir suffisamment de compétences pour atteindre l'autosuffisance.

De plus, il est courant que les entreprises chinoises opérant en Afrique préfèrent recruter leur propre main-d'œuvre pour les projets qu'elles entreprennent plutôt que d'embaucher des travailleurs locaux. Cette pratique peut susciter des tensions avec les travailleurs africains qui se sentent marginalisés et exclus des opportunités d'emploi. Selon Carroll et Obschering (2019), la diminution du capital humain a pour effet d'augmenter la dépendance des pays africains à l'égard des travailleurs étrangers, ce qui entrave le développement des compétences locales.

Enfin, ce qui ressort de la littérature, c'est que la dépendance des États africains vis-à-vis des finances étrangères, des investissements, de la technologie et des compétences établit une certaine continuation des préceptes de base de la théorie de la dépendance et d'une relation économique largement inégale. À cette fin, nous posons la question

suivante : est-ce que la présence de la Chine en Afrique, plus précisément en RDC, favorise le développement de nouvelles formes de dépendance?

1.2 Cadre théorique

Émergée dans les années 1950, la théorie de la dépendance est un courant latino-américain d'économistes et de sociologues qui se fonde sur une vision du monde holiste. Elle est apparue en réponse aux préoccupations concernant l'écart entre les pays riches et pauvres. Les théoriciens de la dépendance remettent en cause le dogme de la croissance et du développement et nient les avantages du commerce international proposés par l'école classique. (Agbebi et Virtanen, 2017) Ils expliquent le sous-développement par la subordination ou la soumission qui se produit envers les pays développés. Theotonion dos Santos (1970), l'un des précepteurs de la théorie définit la dépendance par :

une situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie pour auquel le premier est soumis. La relation d'interdépendance entre deux ou plusieurs économies, et entre ceux-ci et le commerce mondial, prend la forme dépendance quand certains pays (les dominants) peuvent s'étendre et être autonomes, tandis que d'autres les pays (les pays dépendants) ne peuvent le faire qu'en tant qu'un reflet de cette expansion et cela peut avoir soit un effet positif ou négatif sur leur développement immédiat. (Dos Santos, 1970)

En complément à cette définition, également l'un des fondateurs de la théorie de la dépendance, l'économiste brésilien Ruy Mauro Marini (1973), définit celle-ci comme :

« une relation de subordination entre les nations formellement indépendantes, un cadre dans lequel les relations de production des nations subordonnées sont modifiées ou créées pour assurer la reproduction étendue de la dépendance. Le fruit de la dépendance ne peut être que plus de dépendance. » (Marini, 1973)

La théorie part du principe que l'économie mondiale génère un système d'inégalités pour les pays sous-développés. À l'époque, des études ont été menées par Raúl Prebisch, anciennement directeur du Bureau économique Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et ses collègues qui ont suggéré que l'activité des pays développés ne profite pas aux pays les plus pauvres et que cela entraîne de graves difficultés économiques. (Ferraro, 2008) Ces intellectuels latino-américains ont montré que les liens de dépendance étaient structurels et que les pays développés en avaient besoin puisque leur croissance et expansion repose sur le sous-développement de ceux du Sud. (Agbebi et Virtanen, 2017) Les économies des pays développés se développent et deviennent de plus en plus prospères, tandis que les économies des pays sous-développés se fragilisent et s'affaiblissent. Les pays sous-développés souffrent davantage d'une plus grande marginalisation industrielle et technologique de la part des pays industriels, riches ou développés.

À l'évidence, la théorie de la dépendance est un outil pertinent pour analyser le développement et sous-développement dans l'économie politique internationale. (Agbebi et Virtanen, 2017). En revanche, il est important de garder à l'esprit qu'il existe plusieurs désaccords entre les différents théoriciens de la dépendance et qu'il n'y a toujours pas une théorie unifiée de la dépendance. Malgré les désaccords intellectuels entre les théoriciens, il reste certains accords de base entre eux, à savoir l'idée que le monde est divisé en deux parties, les pays industrialisés du centre et la périphérie/les pays sous-développés. Même s'ils n'emploient pas tous l'usage du terme centre/périphérie, leur approche structurelle du système international reste la même. (Agbedi et Virtanen, 2017)

En bref, la théorie de la dépendance tente d'expliquer l'état actuel de sous-développement de nombreuses nations dans le cadre de l'économie mondiale en examinant les modèles d'interactions entre les nations et en soutenant que l'inégalité entre les nations est une partie intrinsèque de ces interactions. (Dos Santos, 1970) Pour notre recherche, la théorie de la dépendance nous donne un point de départ. Elle fournit un cadre utile pour la recherche dans le contexte actuel de l'engagement de la Chine en Afrique. Elle traite des déterminants internes et externes du développement et met en lumière les réalités de la coopération commerciale. (Lisimba, 2020)

Le concept de dépendance cherche à établir des relations qui rendent intelligibles les situations empiriques en explorant les liens entre les composantes structurelles internes et externes des nations. Il est important de noter que, à l'époque où la théorie de la dépendance a été popularisée, la Chine n'était pas aussi développée et puissante qu'elle l'est aujourd'hui. Ce qui distingue notre recherche des autres est que la Chine représente un nouveau centre d'analyse, répondant à de nombreux critères socio-économiques et socioculturels. Ainsi, la dynamique actuelle avec la Chine en tant qu'acteur central modifie la perspective traditionnelle de la théorie de la dépendance, ajoutant une dimension contemporaine à son application dans le paysage mondial en constante évolution.

1.3 Méthodologie : une approche empirique et déductive

Tout d'abord, à la base de notre méthodologie, nous partons du raisonnement qu'il serait essentiel de déterminer les bases pour l'identification de la politique étrangère. En ce qui concerne l'identification de la politique étrangère, Morin (2013) explique que pour interpréter une politique étrangère, le chercheur doit la comparer avec les politiques précédentes, celles des autres États et celles de la politique interne. Même si l'étude se concentre sur un cas unique et précis, cet exercice de comparaison est indispensable pour la mise en perspective. (Morin, 2013) En fait, la comparaison entre différents États, périodes ou champs reste essentielle pour identifier les particularités, généralités, ainsi que la continuité et le changement. (Morin, 2013)

Certains analystes des relations internationales attribuent à la politique étrangère un objectif général et prédéfini, pour toute circonstance, et de façon universelle et intemporelle. (Morin, 2013) D'après les visions théoriques de ces analystes, ils considèrent que la politique étrangère vise « la stabilité du système international, l'accumulation de richesses, la croissance de la puissance relative, le maintien des dirigeants au pouvoir ou encore la reproduction de l'identité nationale ». (Morin, 2013) Présupposer de cette façon que les États poursuivent un objectif unique et prédéfini confère un certain avantage méthodologique. (Morin, 2013) Étant donné que le chercheur est dispensé de démontrer, il peut interpréter ou modéliser les comportements comme il le veut. (Morin, 2013) Hans Morgenthau explique qu'attribuer un objectif à la politique étrangère « impose une discipline intellectuelle à l'observateur, ordonne rationnellement le champ politique et rend sa compréhension théorique possible » (Morgenthau, 1948, cité dans Morin, 2013). En revanche, Morin (2013) qualifie cette façon de « fiction méthodologique », puisque ça ne correspond pas aux réalités. Les dirigeants politiques poursuivent plusieurs objectifs et la

conception de l'intérêt national varie en fonction des périodes, des pays et des individus. (Morin, 2013)

Afin de ne pas procéder à une analyse trop large et compte tenu de la grande diversité du continent africain et des particularités de chaque nation africaine, nous avons choisi de mener une étude comparative avec deux autres partenaires de la RDC, à savoir les États-Unis et la Russie. Comme expliqué par Morin (2013), cet exercice de comparaison est indispensable pour la mise en perspective de la recherche. Elle nous permettra de mettre en perspective les relations sino-africaines, de relativiser les perspectives, et de déconstruire les certitudes et critiques qui pourraient exister à leur égard. Cette approche comparative offre ainsi un cadre méthodologique permettant une analyse plus approfondie et nuancée des dynamiques entre la RDC et ses différents partenaires internationaux.

Nous avons décidé de focaliser notre étude sur la République démocratique du Congo en raison de plusieurs facteurs, dont son partenariat de longue date avec la Chine, l'accord "infrastructure contre minéraux", la croissance du commerce bilatéral sino-congolais, ainsi que la disponibilité d'études et de données pertinentes. Nous sommes d'avis qu'il ne serait pas idéal de comparer la Chine avec la Belgique, ancien colonisateur de la RDC, considérant leur passif historique très différent.

Pour cette comparaison, nous nous concentrerons sur la relation entre la RDC et la Chine, en la confrontant aux relations russo-congolaise et américano-congolaise. Cette approche permettra d'éviter des comparaisons inappropriées et de mettre en lumière des dynamiques spécifiques à chaque partenariat. Nous avons spécifiquement choisi la Russie et les États-Unis en tant que partenaires de la RDC en raison de leurs intérêts communs, notamment dans les domaines des ressources naturelles et de l'influence géopolitique. En comparant la présence de ces deux acteurs supplémentaires en RDC,

nous espérons mettre en évidence les nouvelles formes de dépendance et comprendre comment elles se manifestent dans ces relations internationales complexes.

Pour mener à bien cette recherche, nous adopterons une approche méthodologique à la fois empirique et déductive, car notre théorie vise à établir des liens concrets entre les relations internationales et la réalité en elle-même. Notre objectif dépasse la simple description de la réalité ; nous aspirons à interpréter les éléments relatifs au changement de la structure sociale entre la République démocratique du Congo et ses partenaires.

Notre intention n'est pas seulement de mettre en lumière la réalité de la dépendance, mais surtout de comprendre comment celle-ci se manifeste concrètement en RDC. À cette fin, nous prendrons en considération une variété de facteurs, qu'ils soient externes ou internes, ainsi que les faits historiques qui ont façonné ces relations. Nous sommes conscients des défis liés à la comparaison, étant donné que les contextes ne sont pas identiques, les relations n'ayant pas été établies par la force. C'est pourquoi, tout au long de cette recherche, nous insistons sur la nécessité de nuancer nos propos et d'adopter une approche équilibrée dans l'analyse des relations entre la RDC et ses partenaires.

1.4 Limites de la recherche

Notre objectif est de définir comment la dépendance se manifeste dans la relation entre la RDC et la Chine en la comparant à deux autres partenaires de la RDC, soit la Russie et les États-Unis. Dans notre cas, nous étions déjà limités au niveau des sources, puisqu'il y a très peu de recherche antérieure qui s'est concentrée sur de nouvelles formes de dépendance entre la RDC-Chine. En l'occurrence, c'était l'occasion d'en

faire une force et de pouvoir faire la différence avec les recherches actuelles sur les relations sino-africaines.

Ensuite, étant donné que nous devons respecter un nombre de pages pour ce mémoire, nous avons dû limiter notre comparaison entre la RDC-Chine à un seul autre partenaire de la RDC, soit la Russie ou les États-Unis. Toutefois, dans certaines sections, nous avons pu comparer la relation sino-congolaise aux deux autres partenaires et ainsi rajouter de la profondeur à notre analyse comparative.

Enfin, sur certains éléments de la recherche, tels que les données commerciales, nous avons dû faire face à un manque de données disponibles et fiables. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce biais :

- Le manque de transparence sur les données que les gouvernements communiquent;
- Le manque de moyens et de capacités à collecter, trier, traiter et analyser les données de manière appropriées et le plus véridique;
- Le biais potentiel au niveau des gouvernements qui pourraient modeler les données afin qu'elles soient en faveur des intérêts et objectifs du gouvernement chinois, africain ou des autres partenaires.

Pour minimiser les biais potentiels et garantir au maximum de la véracité des données utilisées, nous avons croisé les données avec différentes sources pour réduire les risques d'erreurs et augmenter l'exactitude de ce qui est avancé dans l'analyse. Le plus important était de vérifier les informations avec des sources indépendantes qui ont pu nous assurer de leurs fiabilités et de leurs exactitudes.

1.5 Pertinence scientifique

Malgré ses limites, cette recherche revêt une importance significative pour la science politique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les études sur les relations sino-africaines sont cruciales, car la présence croissante de la Chine en Afrique dans les domaines du commerce, de l'aide et des investissements continuera d'évoluer, suscitant un intérêt constant parmi les dirigeants, les décideurs, les scientifiques et les universitaires. Ces interactions auront probablement des répercussions sur la trajectoire de développement de l'Afrique. (Agbebi et Virtanen, 2017)

Ensuite, la recherche se distingue dans la littérature existante en comblant une lacune essentielle liée au déplacement de la dépendance des nations africaines de l'Occident vers la Chine. En se concentrant sur un cas d'étude plus spécifique et en adoptant une approche comparative avec d'autres partenaires de la RDC, cette recherche apporte une contribution novatrice en présentant un tableau plus complet et nuancé des différentes formes de dépendance.

Il convient également de noter que cette recherche s'engage dans une démarche critique envers la théorie de la dépendance. Conscients de la circularité de raisonnement associée à cette théorie, nous l'utilisons comme une perspective alternative pour comprendre la présence chinoise en Afrique. En repensant la théorie de la dépendance à travers le contexte spécifique Chine-RDC, nous cherchons à revisiter la notion de "centre" dans ces relations. Notre objectif n'est pas simplement de démontrer la dépendance, mais de dévoiler comment elle se manifeste concrètement dans les interactions complexes entre la Chine et la RDC.

Nous sommes pleinement conscients des limitations de la théorie de la dépendance, souvent perçue comme linéaire, inflexible et limitée. Ainsi, nous franchissons ces

frontières en explorant les interactions que nous considérons comme cruciales dans le développement des relations sino-africaines. Cela nous permet de comprendre dans quelle mesure la dépendance s'établit au sein des dynamiques complexes entre la Chine et la RDC, offrant ainsi une perspective plus riche et nuancée.

CHAPITRE 2

DÉPENDANCE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

Ce deuxième chapitre abordera la question de la dépendance politique et diplomatique. Être dépendant politiquement veut dire qu'un pays ou une organisation est dans une situation où elle est influencée au point d'être contrôlée, par un autre pays ou organisation sur le plan politique. (Ghosh, 2019) Au niveau de la dépendance diplomatique, cela veut dire qu'un pays est isolé et qu'il est dépendant d'un autre pays pour entretenir des alliances et des relations internationales. Ces dépendances suscitent des inquiétudes considérables, car une forte dépendance pour les décisions politiques et diplomatiques peut entraver la capacité à prendre des décisions indépendantes et souveraines. De plus, cela peut compromettre la capacité à défendre les intérêts nationaux, en particulier si les intérêts périphériques divergent du centre. De plus, une dépendance politique et diplomatique peut entraîner des contraintes ou des sanctions politiques du centre si ses intérêts sont menacés. Dans le contexte sino-africain, il existe des préoccupations selon lesquelles l'Afrique pourrait perdre sa souveraineté politique en raison de la forte présence et de l'influence chinoise sur le continent.

Ainsi, notre objectif ici est d'évaluer si la République démocratique du Congo est politiquement et diplomatiquement dépendante de la Chine. Pour analyser ces dépendances interreliées, nous allons nous concentrer sur deux aspects fondamentaux : la politique africaine de la Chine, notamment la politique de non-ingérence chinoise, et les outils de soft power chinois tels que les médias et les Instituts Confucius. En explorant ces aspects, nous chercherons à comprendre dans quelle mesure la RDC est susceptible d'être influencée politiquement et diplomatiquement par la Chine, ainsi que les implications potentielles de cette dépendance sur sa capacité à prendre des décisions autonomes et à défendre ses intérêts nationaux.

2.1 Politique africaine chinoise

Dans les années 1970-80, les liens sino-africains étaient fondamentalement de nature idéologique. Ainsi, il serait une erreur de limiter les intérêts de la politique étrangère de la Chine en Afrique à des explications économiques. (Duplessi, 2014). Le rôle de l'idéologie dans la politique étrangère chinoise est un élément qui est souvent négligé par les universitaires qui analysent les relations sino-africaines. Le but premier des valeurs idéologiques n'est pas d'induire le changement, mais plutôt de maintenir le statu quo (Duplessi, 2014). À l'évidence, la Chine ne se désintéressera pas de l'Afrique d'aussitôt, car l'importance de la relation Chine-Afrique est incontestable. La relation historique ne peut être ignorée étant donné que la Chine a joué un rôle vital après la décolonisation et la reconnaissance diplomatique de nombreux nouveaux États africains (Achberger, 2010).

Cet aspect idéologique de la relation sino-africaine est d'une grande importance. La stratégie de la Chine pour se différencier des puissances occidentales était de gagner la confiance et l'amitié des nations africaines. (Yin et Vaschetto, 2011). Plus précisément, la Chine a amené une « conscience historique » qui est stratégiquement utilisée dans sa rhétorique comme un outil pour manipuler ou influencer les perceptions africaines sur le monde et sur elles-mêmes. (Duplessi, 2014). Cela explique pourquoi Pékin n'hésite pas à rappeler aux Africains l'épreuve coloniale du passé et l'ordre mondial d'aujourd'hui qui est inégal. La Chine n'hésite pas à remonter aussi loin dans l'histoire, lors des grandes explorations maritimes, où le premier grand explorateur chinois Zheng He a entrepris deux grandes expéditions sur la côte africaine en 1417-1419 et en 1431-1433. (Bart, 2011) Ce retour dans l'histoire a pour but d'affirmer la différence entre les Chinois qui, contrairement aux Européens, n'ont pas procédé à l'occupation des territoires et laissèrent peu de traces de leurs passages en Afrique. (Bart, 2011) La

Chine n'hésite pas à rappeler ce moment de l'histoire, comme un symbole même de l'anti-impérialisme chinois.

Afin de comprendre le partenariat stratégique contemporain entre la Chine et l'Afrique et les politiques qui en découlent, le Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) devient un point de départ important. Le forum offre l'occasion aux États africains d'exprimer leurs préoccupations. Nous pouvons même dire qu'il agit comme une structure servant à unir les pays en développement, c'est-à-dire la Chine et l'Afrique, sur un pied d'égalité (Duplessi, 2014). Les relations contemporaines sino-africaines reposent sur les paramètres définis par l'accord du FOCAC signé en 2000 à Beijing pour renforcer leur partenariat stratégique. Le forum vise à améliorer la coopération et les avantages mutuels entre la Chine et l'Afrique et à accroître leur influence politique et économique sur la scène mondiale. Depuis, tous les trois ans, les ministres et chefs d'État des pays membres africains se réunissent avec leurs homologues chinois, tour à tour en Chine et en Afrique.

Pour plusieurs chercheurs, la Chine a créé le premier FOCAC pour s'opposer à l'hégémonie occidentale dans les affaires internationales, qui disposent déjà de structures équivalentes et qui organisent des sommets analogues, par le biais d'une coopération multilatérale avec l'Afrique. (Duplessi, 2014) Autrement dit, les stratégies de la Chine à l'égard de l'Afrique ont toujours été fondées sur son intérêt national ou géopolitique. Notamment, parce que la FOCAC a été initiée par la Chine et non par l'Afrique et que la Chine est incontestablement le membre (économique et politique) le plus puissant du FOCAC, cela lui offre l'opportunité parfaite à la fois d'influencer l'Afrique et de faire progresser son intérêt national. (Duplessi, 2014) Plus importants encore, les plans d'action du FOCAC soulignent les engagements que la Chine prend envers le continent et non l'inverse. (Duplessi, 2014) Pour la simple raison que la Chine, par rapport à l'Afrique, possède la plupart des compétences techniques, financières, intellectuelles et autres pour atteindre les résultats qui ont été définis dans

les plans d'action du FOCAC. (Duplessi, 2014) C'est ce qui nous mène à croire que l'Afrique joue le rôle d'un partenaire passif.

Par ailleurs, la rhétorique publique de la Chine sur la « coopération Sud-Sud » est un élément très important qui détermine les couleurs de la politique africaine chinoise. Des termes comme les « pays du tiers monde », les « amis pauvres », les « victimes des puissances impériales » et autres m'ont en évidence l'image politique que la Chine veut vendre au continent. (Duplessi, 2014) Les aspirations chinoises ressortent assez clairement des déclarations et des documents politiques. En revanche, pour la plupart, elles sont restées des déclarations visant à gagner le cœur et l'esprit des dirigeants africains. (Lisimba, 2020f).

À ce jour, un total de quatre Livres blancs portant sur le continent africain a été publié. À la lecture de ces documents, nous pouvons comprendre que les Livres blancs publiés par le gouvernement chinois sont des textes politiques qui annoncent un programme, dont l'objectif est d'avoir le soutien politique de l'Afrique pour promouvoir l'initiative de développement global annoncée lors des assemblées. Le premier Livre blanc a été publié à Pékin en janvier 2006. Le plan d'action propose une coopération dans les domaines politique, économique, militaire, culturel, des affaires internationales et du développement social. Le plus intéressant dans ce Livre blanc est les principes qu'on retrouve et qui sont, d'ailleurs, toujours respectés par les dirigeants africains. Encore aujourd'hui, ces principes s'inscrivent dans une politique de longue date. L'un des principes fondamentaux de la politique étrangère de la Chine en Afrique est son refus face à toutes formes d'ingérence dans les affaires intérieures africaine. (Herman, 2011) Le plus important, c'est que les dirigeants africains doivent faire de même et éviter de porter des critiques à l'encontre des politiques internes chinoises. Le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, s'est exprimé à ce sujet récemment lors d'une rencontre présentielle avec Xi Jinping en mai dernier en disant : « J'apprécie l'histoire de la Chine et son combat mené pour défendre sa souveraineté tout comme le Congo et la tradition

de non-ingérence de la Chine est également une valeur partagée ». (Présidence de la République, 2023)

En ce qui concerne notre cas à l'étude, les relations politiques de la RDC peuvent varier en fonction des besoins, des évolutions régionales, des priorités nationales et des enjeux internationaux. Les relations entre la RDC et la Chine sont d'une importance significative et englobent divers domaines, tels que les investissements, l'exploitation des ressources naturelles, le développement des infrastructures, ainsi que la coopération dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'éducation. Lors de la rencontre présidentielle entre Xi Jinping et Félix Tshisekedi en mai 2023, le président chinois a manifesté son désir de créer davantage d'opportunités pour les deux pays et exprimé sa volonté de renforcer la coopération bilatérale entre la Chine et la RDC en évoluant vers un " partenariat global stratégique ". (Présidence de la République, 2023) Cette déclaration reflète l'engagement de la Chine à approfondir les relations avec la RDC et à explorer de nouvelles avenues de coopération dans divers domaines. En échange, la Chine souhaite que la RDC apporte un soutien politique et facilite les démarches administratives pour les entreprises chinoises qui souhaitent investir et faire des affaires en RDC. (Xinhua, 2023) Elle aspire à la création d'un environnement commercial équitable, juste et sécurisé dans le pays pour les investissements. (Xinhua, 2023)

En somme, la politique africaine de la Chine englobe l'ensemble des engagements, des politiques et des stratégies que la Chine met en œuvre à l'égard des pays africains. Au cours des dernières années, la Chine a poursuivi une démarche visant à renforcer ses relations diplomatiques avec les pays africains tout en adoptant une politique de non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Elle attache une grande importance aux relations bilatérales et s'efforce d'établir des partenariats stratégiques, tout en cherchant à renforcer les échanges politiques et diplomatiques. La création de la FOCAC a permis à la Chine d'établir une plateforme de grande envergure pour faciliter la coopération et

le dialogue avec les pays africains. Grâce à ce forum, la Chine et les pays africains se réunissent régulièrement pour discuter de questions d'intérêt commun, explorer de nouvelles opportunités de coopération et renforcer les liens politiques, économiques et culturels. Cette initiative témoigne de l'engagement de la Chine à consolider ses relations avec l'Afrique et à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique.

2.1.1 Comparaison

La Russie et l'Afrique partagent un passé commun qui remonte à l'époque soviétique, établissant ainsi des fondations solides pour leur relation actuelle. Dans les années 1960, l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) se positionnait comme un allié dans les luttes pour l'indépendance en Afrique. À cette époque, des liens plus étroits se développent entre la Russie et de nombreux pays africains. Cette période a été marquée par un soutien significatif de l'URSS aux mouvements de libération nationale sur le continent africain, contribuant ainsi à renforcer les relations entre la Russie et plusieurs nations africaines.

Toutefois, en 1990, l'effondrement de l'Union soviétique a mis fin à pratiquement tous les liens, marquant la fermeture de plusieurs ambassades russes en Afrique. (Arkhangelskaya, 2013) Évidemment, après la Guerre froide, la Russie était incapable de maintenir ses subventions et l'Afrique ne figurait plus dans ses priorités. (Arkhangelskaya, 2013) C'est qu'au début des années 2000 que les relations russo-africaines tendent à se renouer. La Russie a cherché à rétablir son influence en Afrique. À ce jour, la Russie entretient des relations diplomatiques avec tous les pays africains. Ces engagements sont souvent bien accueillis par les dirigeants. À la différence de la Chine, la Russie s'est intégrée très tardivement, ce qui fait que son influence est limitée sur le continent. Son arrivée est beaucoup moins sensationnelle ou exclusive que l'arrivée de la Chine qui se présentait comme une alternative à l'Occident.

Malgré le grand nombre d'acteurs extérieurs en Afrique subsaharienne, la Russie reste très compétitive sur le terrain. Elle jouit de nombreux atouts face à la concurrence. Ces priorités semblent être tout autre. L'un de ses objectifs stratégiques est d'avoir pied le long de la Méditerranée méridionale et de la mer Rouge. Le plus problématique, c'est qu'elle a gagné en influence en utilisant des méthodes non officielles. Cette influence passe majoritairement par l'assistance militaire, qui contrairement à l'Occident hésite à prêter main-forte à plusieurs pays africains.

Au cours des dernières années, la Russie a joué un rôle actif en RDC en offrant des incitations, telles que des livraisons d'armes. (Titeca, 2023b) La nature de la relation politique et diplomatique entre les deux parties est principalement axée sur des aspects de sécurité. L'activité russe s'est particulièrement renforcée en raison de la présence de minerais, des conflits régionaux et de la crise du M23. (Titeca, 2023b) Pour les Congolais, la Russie est un partenaire particulièrement intéressant. Étant donné que l'armée congolaise est équipée d'armes d'origine russe issues de l'ère post-soviétique, la Russie est considérée comme un fournisseur unique offrant la possibilité d'acquérir des armes compatibles à des coûts réduits et en quantités plus importantes. (Titeca, 2023b) Un aspect intéressant qui a été remarqué, c'est qu'il y a des pressions au sein de l'administration congolaise, en particulier de la part des forces de sécurité, pour se tourner vers la Russie. (Titeca, 2023a)

Comme pour la Chine et la Russie, les relations diplomatiques entre les États-Unis et la RDC se sont établies après son indépendance de la Belgique. Depuis la chute de l'Union soviétique, la période de 1990 et 1998 est qualifiée de transitionnelle pour les États-Unis, car ils étaient dans un moment où ils devaient recadrer les objectifs et les stratégies politiques africaines. (Kwasi Tiekou, 2012) Sans ennemis définis, les décideurs politiques avaient du mal à associer les intérêts américains aux questions

africaines. (Kwasi Tiekou, 2012) De manière générale, l'absence d'objectifs politiques clairs a fragilisé et négligé les relations entre les États-Unis et l'Afrique.

Au début des années 2000, les États-Unis ont axé leurs stratégies sur la présence économique américaine en Afrique. Les attentats du 11 septembre auraient davantage impacté la relation. La guerre contre le terrorisme a placé l'Afrique comme une menace pour la sécurité nationale américaine. Or, l'abondance des richesses en Afrique force la diplomatie américaine à se repositionner, car l'administration américaine se voulait moins dépendante du pétrole du Moyen-Orient. Ainsi, le pétrole africain devient une priorité stratégique et la présence et l'intervention américaine est guidée par une approche de sécurisation préventive. La présence militaire américaine s'est renforcée sur le continent, par le biais de missions et de bases militaires dans plusieurs pays africains.

Après la guerre froide, l'Afrique était devenue une zone d'intérêt plus que pour ses mérites, ses forces et ses qualités en tant que partenaire. Depuis, les États-Unis font face à un scepticisme qui persiste en Afrique, grandement fondé sur le passif historique et leurs intentions. Tandis que la Chine, la France, le Royaume-Uni et d'autres partenaires de l'Afrique organisent des sommets avec les dirigeants africains depuis des décennies, les États-Unis et la Russie sont à la traîne. En août 2014, le tout premier sommet entre les dirigeants des États-Unis et de l'Afrique a été organisé. À l'époque, les analystes y ont vu le début d'une nouvelle ère dans les relations américano-africaines. (Dizolele et Hudson, 2022) Aujourd'hui, même si les visites présidentielles d'Obama et les nouvelles initiatives étaient vues comme très prometteuses, il est clair que cette rencontre n'a pas inauguré de nouvelle ère. Il s'en est suivie une période d'inactivité et aucun autre sommet suivant l'expiration du mandat d'Obama. Il semblerait que le président Obama manquait de connaissance sur les questions en Afrique et sous-estimée ce qu'il aurait fallu mettre en place pour instaurer un héritage durable pour le continent. (Falola et Njoku, 2020) Il faudra attendre en 2022, pour

qu'un deuxième sommet ait lieu pour saisir l'occasion de renforcer les relations américano-africaines. Or, même chose, il s'en est suivi un sentiment général de déception chez les dirigeants africains.

En outre, contrairement à leurs homologues chinois et russes, les États-Unis se montrent notablement discrets sur le continent africain. Il semble qu'ils manifestent peu d'intérêt à rencontrer les dirigeants africains sur leur propre sol. Jusqu'à présent, le président Biden a eu moins de rencontres avec les chefs d'État africains que ses prédécesseurs. À l'inverse, la Chine, dans le cadre de sa diplomatie, a la tradition d'envoyer en premier lieu tous ses ministres des Affaires étrangères en déplacement officiel en Afrique. Cette pratique est maintenue depuis plusieurs décennies. Quelle que soit l'interprétation que l'on puisse en faire, ces visites diplomatiques revêtent une importance considérable et ont une portée symbolique notable. Elles envoient de nombreux signaux positifs quant à la nature des relations entre les pays concernés.

Afin de développer un partenariat solide avec l'Afrique, les États-Unis devront démontrer que leur intérêt qui va au-delà d'objectifs stratégiques et davantage de la concurrence avec la Chine et la Russie. Ainsi, non seulement la Chine est très présente dans la politique africaine, mais sa présence est beaucoup plus conséquente par rapport à la Russie et les États-Unis. Sur le plan politique, elle ne cesse de renouveler son intérêt pour ses partenaires africains.

2.1.2 Politique de non-ingérence chinoise

Alors que la Chine a toujours adhéré à ce principe diplomatique, la politique de non-ingérence chinoise est considérée par les donateurs occidentaux comme une obstruction aux efforts pour réduire la corruption et améliorer la gouvernance en

Afrique (Yiagadeesen, 2010). À travers cette politique, elle a gagné la bonne volonté de nombreux dirigeants et élites politiques africains, car elle conclut des contrats même avec les pays africains sanctionnés par les pays occidentaux à cause de la violation des droits de l'homme et d'autres problèmes politiques (Wang et Esi A., 2014).

Contrairement à la Chine, les pays occidentaux offrent leur aide aux autres pays en suivant une volonté politique comme préalable, ce qui est souvent qualifié d'aide internationale politisée ou idéologisée. (Aiqin et Jianhong, 2017) À l'inverse, l'aide chinoise est particulièrement tentante pour les pays africains qui ne satisfont pas aux exigences de base du Fonds Monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) en matière de prêt. (Lisimba, 2020f) La Chine n'impose aucune condition politique. Il s'agit d'une aide indépendante, non sujette à des conditions telle que la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement (Yiagadeesen, 2010). Autrement dit, la Chine n'intervient pas dans les affaires intérieures de ses partenaires africains (Asongu et Aminkeng, 2013). En fait, la Chine prône pour la stimulation de la croissance économique des pays plutôt que le respect de la bonne gouvernance. Son approche en matière de gouvernance est très liée à sa propre expérience de développement. (Gu et Carty, 2014) Les normes occidentales, telles que la transparence, la participation et l'état de droit, la Chine les considère comme ethnocentriques (Gu et Carty, 2014).

Ce qu'on constate, c'est que la politique de non-ingérence de la Chine est également bien assimilée par les dirigeants africains. Ils évitent de prendre position sur des sujets sensibles liés à la Chine, tels que le sort de Hong Kong, du Tibet ou de la minorité ouïghoure dans la région nord-ouest du Xinjiang. Lors de la huitième conférence ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) qui s'est tenu au Sénégal en novembre 2021, les représentants des pays africains ont réaffirmé que ces questions relèvent des affaires intérieures de la Chine, conformément au principe de non-ingérence. (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, 2021)

Cette position souligne la cohérence des dirigeants africains avec la politique de non-ingérence de la Chine, renforçant ainsi la solidité de leurs relations bilatérales.

Ce principe de non-ingérence se renforce encore davantage dans les grandes instances internationales, comme en témoigne la réaction à la publication du rapport de Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Dans ce rapport, les politiques répressives de la Chine envers la population ouïghoure majoritairement musulmane sont condamnées. Des pays tels que le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont rapidement exprimé leurs inquiétudes à ce sujet. Cependant, plusieurs pays d'Asie et d'Afrique ont soutenu la Chine face aux critiques occidentales. En mars 2021, lors d'une conférence tenue à Pékin intitulée "Xinjiang in the Eyes of African Ambassadors to China", plusieurs ambassadeurs africains ont pris la parole, parmi lesquels Daniel Owassa, ambassadeur de la République démocratique du Congo en Chine. Cette participation souligne le soutien des diplomates africains à la Chine dans les forums internationaux, reflétant ainsi l'assimilation du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures chinoises par ces représentants africains.

De plus en plus, la position pro-chinoise de l'Afrique oppose le continent à l'Occident sur les questions de droits de l'homme. La directrice du plaidoyer pour *Africa Division at Human Rights Watch* (HRW) a averti les gouvernements africains que leur silence sur la suppression des droits par Pékin a de réelles conséquences (Srebrnik, 2022). HRW a également accusé les dirigeants africains de prioriser les avantages économiques de la Chine au préjudice des préoccupations mondiales (Olewen, 2021). Le co-fondateur du *China Africa Project*, Eric Olander, a constaté que « pour les dirigeants africains, ne pas s'opposer à Pékin est une priorité de politique étrangère beaucoup plus importante. » (Srebrnik, 2022) Il a déclaré que ce qui semble être oublié, c'est qu'en tant que pays en développement, dont beaucoup sont très endettés envers Pékin et dépendent de la Chine pour leurs recettes et l'essentiel de leur commerce, ils

ne peuvent pas toujours se prononcer contre la Chine sur des sujets qui lui sont sensibles. (Srebrnik, 2022)

Cette propension des dirigeants africains à s'abstenir de critiques ou à soutenir la Chine semble souvent être conditionnée par la recherche d'intérêts communs. Ce conditionnement des pays africains à l'égard de la Chine semble être influencé par les conséquences potentielles de l'opposition ou de l'ingérence politique. Le résultat de ce comportement découle d'un renforcement positif ou négatif qui tend à favoriser la perpétuation de cette attitude chez les dirigeants africains. En d'autres termes, les interactions avec la Chine engendrent des réponses conditionnées chez les leaders africains, ces réponses étant influencées par les avantages ou les inconvénients qu'ils anticipent en fonction de leur positionnement vis-à-vis de la Chine.

2.1.2.1 Comparaison

Sur le point de la non-ingérence, la Chine et la Russie partagent des similitudes. Tous deux ont la volonté de défier l'Occident. À la différence des États-Unis ou des Européens, le soutien militaire et sécuritaire de la Russie aux pays africains ne s'accompagne pas de conditions politiques. (Bright, 2023) Par exemple, les lois russes n'obligent pas les gouvernements africains à une certaine transparence sur la vente d'armes. (Bright, 2023) L'intérêt plus croissant de la Russie pour l'Afrique s'explique par le fait qu'elle cherche des opportunités de dialogue avec certains pays européens qui sont également impliqués dans les mêmes régions en Afrique. (Vigne, 2018) À travers cette stratégie, elle espère développer des leviers d'influence sur l'Union européenne (UE). (Vigne, 2018) Ainsi, nous pouvons considérer que pour la Russie, l'Afrique est « comme un champ de désenclavement politique ». (Vigne, 2018)

En fait, la Russie a besoin de soutiens actifs sur la scène internationale. Son objectif est d'agrandir son cercle pour démontrer à l'Occident qu'elle n'est pas isolée. C'est en partie pour cette raison que la Russie accélère ses efforts pour conclure des alliances politiques et accords commerciaux avec le plus de pays africains. (Vigne, 2018) Certains États africains sont à présent plus sensibles à un ordre alternatif et les gains politiques pour la Russie sont réels. (Vigne, 2018) L'Afrique est perçue comme l'une des régions dont la coopération pourrait fournir un soutien stratégique, en particulier en ce qui concerne ses initiatives diplomatiques. Cette considération s'inscrit dans le cadre d'une vision plus large de renforcement des relations et de recherche de partenariats mutuellement bénéfiques pour renforcer la position stratégique du pays.

Pour illustrer, prenons pour exemple l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Lors du vote des Nations Unies du 2 mars 2022, appelant la Russie à mettre fin à son invasion et à retirer ses forces en Ukraine, le vote des pays africains était divisé. Comme pour les relations sino-africaines, cette position dans l'arène politique internationale s'explique par l'intérêt croissant commun. De plus, plusieurs États africains sont dépendants des équipements et services militaires fournis par la Russie. (Kohnert, 2022) D'une part, cela met en lumière le fait que les nations occidentales ne peuvent tenir pour acquis le soutien des pays africains. (Bright, 2023) D'autre part, cela souligne que l'Ukraine pourrait être perçue différemment par les Africains, car ces derniers ont tendance à aborder cette question à travers le prisme de leur propre histoire. (Ambrosetti, 2022)

Globalement, de nombreux pays européens ainsi que les États-Unis ont fréquemment exprimé leurs inquiétudes à l'égard de diverses questions en Afrique. Les principales critiques émanant des États-Unis portent sur des aspects tels que la démocratie, la gouvernance, les droits de l'homme, la sécurité et le développement économique. Il est important de noter que cette préoccupation est constante à travers les différentes

administrations américaines, toutes partageant un discours et une promotion similaires de la démocratie et des droits de l'homme. (Kpohazounde, 2018)

Dans cette perspective, les dirigeants africains semblent considérer que maintenir des relations continues avec la Russie et la Chine constitue un moyen de contourner les conditions politiques imposées par leurs partenaires traditionnels. En établissant des liens avec la Chine et la Russie, les pays africains peuvent diversifier leurs partenariats, renforçant ainsi leur position de négociation et évitant les exigences politiques et économiques imposées par les pays occidentaux. Il est évident que la Chine exerce une influence politique croissante en Afrique. En tant que deuxième économie mondiale et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Chine dispose d'une capacité considérable à influencer la politique. Cependant, cette influence politique chinoise en Afrique n'est pas uniforme ; elle peut varier en fonction de la nature des relations, des politiques nationales des pays africains et des intérêts géopolitiques. Par conséquent, il est complexe pour nous de prendre position sur la nature d'une éventuelle relation politique compte tenu de ces facteurs.

2.2 Outils de *soft power* chinois en Afrique

Au cours des dernières années, la stratégie d'influence de Pékin s'est grandement reposée sur le *soft power*. Autrement dit, il a intégré l'appareil doctrinal du PCC. (Huang, 2019) Il agit comme une approche opportuniste au service des intérêts de l'État chinois. La Chine a déployé de grands efforts pour construire une image positive en Afrique, notamment à travers sa rhétorique du « gagnant-gagnant ». Manifestement, elle a développé son propre modèle d'influence et utilise ses propres ressources, qui comprennent des concepts assez différents de la définition proposée par Joseph Nye. Le *soft power* défini par Nye comme la capacité à susciter le désir chez les autres de

vouloir les résultats que vous souhaitez. (Nye, 1990) Il repose essentiellement sur la capacité à atteindre des objectifs par l'attraction plutôt que par la coercition. (Nye, 1990) Or, le *soft power* chinois, c'est non seulement la capacité d'influence, mais également la capacité de séduire suffisamment pour que les autres aspirent au même niveau de prospérité et de développement. Cet aspect dans les relations sino-africaines est très important, puisque la Chine amène ses partenaires à poursuivre et à vouloir les mêmes résultats. C'est à travers cette puissance douce que la Chine, d'une manière indirecte, a réussi à façonner les préférences des dirigeants africains. Le *soft power* chinois semble être le point de départ de l'établissement d'une relation de dépendance en Afrique. En contraste avec les partenaires traditionnels, les relations avec la Chine ne se sont pas développées à travers des mesures coercitives. Cela suggère que la Chine a cherché à gagner l'influence et la faveur des pays africains en utilisant des méthodes plus subtiles et persuasives, établissant ainsi un lien qui repose davantage sur des incitations positives plutôt que sur des pressions ou des contraintes.

Aujourd'hui, l'État chinois mobilise un grand nombre d'outils (culturelle, économique, médiatique et académique) contribuant au renforcement de son image et à la promotion de son modèle de développement. À la différence de certains partenaires, la Chine se concentre sur le pouvoir matériel, ce qui rend son *soft power* particulièrement plus attrayant pour les dirigeants africains. (Lisimba, 2020f) Cependant, la Chine n'est pas le seul acteur à déployer son *soft power* en Afrique. La Russie et les États-Unis, chacun à leur manière, exercent une influence significative. Nous reconnaissons que l'influence chinoise se manifeste à travers une diversité de canaux. Par conséquent, nous allons examiner deux aspects cruciaux liés aux idées et aux valeurs du *soft power* de ces grandes puissances en Afrique. En comparant ces différentes puissances douces, nous pourrions mettre en lumière leurs distinctions et leurs similarités lors des interactions.

Notre premier point portera sur l'influence des médias chinois en Afrique. Le lien entre les médias et la dépendance politique peut être étroit, étant donné que les médias jouent

un rôle significatif dans la formation de l'opinion publique, ce qui peut exercer une influence politique considérable. Les moyens de communication peuvent être exploités pour établir un lien de confiance et de crédibilité auprès des citoyens, une dimension non négligeable. Cependant, l'influence des médias peut avoir des conséquences positives ou négatives selon la manière dont elle est utilisée. Nous allons analyser dans cette perspective si les médias chinois exercent une influence sur les audiences africaines.

Ensuite, notre deuxième point en relation avec le *soft power* chinois concerne la diplomatie culturelle, en particulier les Instituts Confucius qui font partie de l'arsenal de la Chine pour se rapprocher des pays africains. La culture peut être employée comme un outil essentiel dans la politique et la diplomatie, renforçant les relations internationales et promouvant les intérêts d'un pays.

2.2.1 Influence des médias chinois en Afrique

À partir des années 1960, la Chine a fourni un soutien matériel et technique aux médias africains, avec la fourniture et l'installation d'équipement d'émetteur de radiodiffusion. (Bénazéraf, 2014 ; Morin-Allory, 2011) Pour ainsi dire que le domaine des médias dans la coopération sino-africain n'est pas nouveau. Évidemment, à l'échelle du continent, l'assistance chinoise est très modeste comparé au soutien apporté par les Occidentaux. (Morin-Allory, 2011) Même si les principaux atouts de la Chine sont culturels et économiques, elle exerce aussi une influence sur le plan des idées et des valeurs. (Bénazéraf, 2014)

Dès 1956, la Radio Chine International (CRI) a commencé à diffuser des émissions en Afrique. En 1965, la Chine s'est trouvée en tête en termes de temps de diffusion sur le continent. (Bénazéraf, 2014) Toutefois, ce n'est que dans les années 2000 qu'on perçoit

une présence plus accrue des médias chinois, notamment, avec la mise en place de stratégies plus locales, tel que la diffusion de programmes sur l'Afrique et les relations sino-africaines. (Bénazéraf, 2014) La coopération médiatique devient formelle lorsqu'elle a été introduite dans l'article 5.8 du plan d'action de Pékin lors du FOCAC en 2006. (Bénazéraf, 2014 ; Morin-Allory, 2011) Brièvement, l'article mentionne le soutien au niveau d'une couverture médiatique objective et complète dans le but de renforcer la compréhension mutuelle et l'engagement de la Chine en termes de formations pour les journalistes et correspondant d'Afrique en Chine.

Au cours des dernières années, la Chine a fait beaucoup d'efforts pour promouvoir une image positive dans les médias. À l'évidence, elle semble avoir pris conscience du potentiel de l'espace médiatique en tant qu'outils de *soft power*. Pour préserver son image, la Chine sait se montrer défensive pour faire front aux critiques. Plus important qu'autrefois, pour neutraliser les critiques engendrés à l'encontre de sa présence en Afrique, elle doit mobiliser des moyens financiers et diplomatiques importants. (Cabestan, 2013) Tout cela ajouter à une grande capacité de communication et d'éléments de *soft power*. (Cabestan, 2013) L'approche des médias chinois est de détenir le monopole de leurs concurrents médiatiques occidentaux et de cultiver une image positive de la Chine, mais davantage de faire valoir le potentiel des relations sino-africaines. Particulièrement, car les médias et les analystes occidentaux ont vivement critiqué l'expansion croissante de l'influence de la Chine en Afrique. Alors, elle se veut rassurante auprès de ses partenaires en rappelant sa volonté déterminée d'augmenter son aide. Plus précisément, une aide qui soit indépendante et non contrainte à s'assujettir à des conditionnements, tels que le respect des droits de la personne, la démocratie et la bonne gouvernance. (Ouled et Belkacem, 2011)

Par ailleurs, le Forum de coopération médiatique Chine-Afrique s'ajoute à l'ensemble des efforts et engagements de la Chine. Les organismes de diffusion sont primordiaux pour la Chine qui cherche à influencer les débats et faire front aux reportages critiques.

(Nantulya, 2018) Depuis la création du forum, ce dernier a fourni une plate-forme de partage et de coopération entre les médias chinois et africains, afin de faciliter le dialogue et faire la promotion des échanges entre la Chine et l’Afrique. En revanche, les efforts et les stratégies de la Chine se heurtent à des limites. Dans les secteurs des médias, plus de 12 milliards de dollars ont été investis en Afrique en 2011. (Shuang, 2015) En dépit de ces grandes sommes investies, les médias chinois ne connaissent pas un grand succès sur le continent africain. Contrairement à ce qu’on peut penser, il n’y a pas une grande audience. En 2012, une étude et une évaluation sur l’image de la Chine dans les pays africains ont été menées par le Centre de recherche de la communication internationale du Bureau chinois des Affaires étrangères et *Horizon Research Consultancy Group* a démontré que les Africains s’intéressent aux informations sur la Chine, mais les médias locaux restent leurs premiers canaux d’informations. (Shuang, 2015)

Il est clair que l’influence des médias chinois est limitée, non seulement à cause de la couverture médiatique inégale du continent africain, mais du manque de qualité des reportages et d’esprit critique. (Shuang, 2015) Ils sont considérés comme pas très crédibles d’après le public africain. (Shuang, 2015) En fait, les médias présents sur le continent, comme CCTV, RCI et *Xinhua News Agency*, ne sont pas des organisations indépendantes. Elles sont administrées par des membres du Parti communiste chinois qui appartiennent au gouvernement. Plusieurs de ces organes de presses ont pour vocation de diffuser la propagande du PCC. Ils sont contrôlés par département de la propagande chinoise et considérés comme des porte-paroles. (Huang, 2019) D’une certaine manière, la propagande chinoise guide et est utilisée pour plusieurs objectifs liés à l’image d’un pays. Dans notre cas, elle est utilisée pour avoir un contrôle sur son image et pour éduquer et façonner les opinions. Afin d’y parvenir, la plupart des publications font l’objet d’une autocensure. (Huang, 2019) Cela a pour effet de rendre les reportages sur la Chine et l’Afrique toujours très positifs, contrairement aux reportages occidentaux qui sont plus critiques.

En plus de ces différents facteurs, nous avons noté qu'il y a une grande importance accordée aux élites politiques africaines et que les médias chinois ne représentent pas l'opinion africaine. Ils préfèrent mettre l'accent sur les objectifs diplomatiques et les relations gouvernementaux que sur les problèmes sociaux. Tout semble excessivement embelli. Dans les reportages, on explique très peu à la population les investissements et partenariats entre la Chine et l'Afrique. (Shuang, 2015) Ce qui fait que les populations peuvent se sentir ignorées. Les médias chinois accordent une grande importance à la politique et à l'économie dans leur couverture médiatique. Bien que les programmes chinois offrent de plus en plus de contenu qui attire l'audience africaine, il existe encore des limitations. La barrière de la langue et de la culture constitue une autre raison expliquant pourquoi les médias chinois ne sont pas choisis de manière prédominante.

En fait, l'héritage colonial européen fait que les pays africains connaissent mieux la culture des partenaires traditionnels. Malgré la présence de différents canaux de communication en Afrique, les médias occidentaux restent les seconds canaux d'accès à l'information des Africains et ils en profitent. (Shuang, 2015) Ils exercent ainsi une grande influence sur les médias locaux africains. (Shuang, 2015) Un grand nombre de reportages africains citent les médias occidentaux en raison de la difficulté des médias locaux à réunir de l'information. (Shuang, 2015) Ainsi, les médias traditionnels africains maintiennent une profonde coopération, notamment en l'absence de liberté des médias, des faibles ressources (financières et matérielles) et d'une pénurie de personnels formés et expérimentés. (Shuang, 2015)

Malgré les limites de l'influence des médias chinois, la Chine détient un certain contrôle sur le paysage médiatique en Afrique. Ce contrôle s'effectue, entre autres, à travers les relations étroites avec certains dirigeants africains et le manque de ressources financières des médias en Afrique. (Fakid, 2021) Les investissements chinois dans la sphère médiatique et technologique ont offert de grandes opportunités

d'intégration dans des marchés africains pour plusieurs entreprises chinoises. Nous pouvons prendre pour exemple Huawei qui a la réputation d'offrir de l'équipement pas chère et de bon de marché. Pour de nombreux gouvernements africains, ils sont devenus des partenaires de premier choix. Les termes non divulgués des contrats entre la Chine et de nombreux pays africains sont une occasion pour la Chine de filtrer, modérer, surveiller et avoir le contrôle sur les données et son contenu. (Fakid, 2021) De cette manière, en plus des divers moyens de communication, la Chine peut assurer sa protection et se défendre face aux critiques qui lui sont adressées. Ainsi la Chine détiendrait les outils pour faire front aux critiques africaines sur des sujets plus sensibles, comme le piège de la dette, les droits de l'homme et du travail, le racisme et l'ingérence politique en Afrique. (Fakid, 2021).

2.2.1.1 Comparaison

D'abord, l'atout du *soft power* russe se trouve dans son image d'acteur indépendant affirmé. (Ambrosetti, 2022) Plus précisément, sur cette image d'acteur qui est capable de tenir tête à l'Occident. (Ambrosetti, 2022) Les valeurs politiques de la Russie, telles que l'anti-impérialisme, le multiculturalisme et la non-ingérence politique, sont bien accueillies par les dirigeants des pays du Sud. (Ambrosetti, 2022) Face aux nombreux partenaires privilégiés dans une partie du continent, le sentiment anti-français et anti-occidental se ferait de plus en plus grand. Ainsi, le discours russe trouverait plus écho auprès des dirigeants et des populations de nombreux pays en Afrique.

Toutefois, c'est beaucoup plus compliqué que cela, mais le sentiment provient, entre autres, du manque de cohérence avec les prises de position et les valeurs européennes affichées (Guiffard, 2023). Aujourd'hui, ce sentiment se ressent à travers les décisions et discours politiques des dirigeants africains. Nous pouvons prendre pour exemple, la

conférence de presse en mars 2023 à Kinshasa réunissant le président français Emmanuel Macron et le président de la RDC Félix Tshisekedi qui a déclaré : « Regardez-nous autrement en nous respectant, en nous considérant comme de vrais partenaires et non pas toujours avec un regard paternaliste, avec l'idée toujours de savoir ce qu'il faut pour nous » (AFP, 2023). Ces paroles sont très fortes, car ils projetteraient un message d'émancipation de la nature des relations entre la France et la RDC. À la différence des relations avec la Russie et la Chine où l'on ne retrouve pas ce type de discours paternaliste et moralisateur.

Pour ce qui est de la présence des médias russes, elle est relativement nouvelle sur le continent africain. Le système médiatique russe se compose de différents modèles, avec de moins en moins de médias indépendants, qui sont rigoureusement contrôlés par Moscou. (Clifford et Gruzd, 2022) On retrouve principalement RT (anciennement *Russie Today*) et Sputnik. (Ambrosetti, 2022) Ces deux médias sont financés par le gouvernement russe, qui diffusent dans plusieurs langues (anglais, français et arabe), des "récits pro-russes". (Ambrosetti, 2022 ; Madrid Morales *et al.*, 2021) Ce qui est intéressant, c'est de constater que les médias russes et chinois font la promotion des valeurs et aspects favorables aux politiques étrangères de l'un et l'autre en Afrique. (Ramani, 2021) Par exemple, *Sputnik* amplifie régulièrement le fait que, contrairement aux pays occidentaux, la Chine est en Afrique afin d'entretenir des partenariats égaux et investir dans le développement des pays africains. (Ramani, 2021)

En mars 2022, les chaînes du média public RT/*Russia Today* ont été suspendues dans l'UE, en raison des campagnes de désinformation et de manipulation de l'information. (Lenzu, 2022) À travers ces chaînes de télévision et d'information, la Russie diffuse du contenu qui pourrait ternir l'image des concurrents et redorer l'image des alliés. (Clifford et Gruzd, 2022) Comme la Chine, la Russie ne laisse rien au hasard lorsqu'il est question de son image dans les médias. Selon toute vraisemblance, l'intérêt pour ces médias russes semble trouver un réel intérêt chez les dirigeants des pays africains.

En 2019, lors du Sommet Russie-Afrique à Sochi, plusieurs d'entre eux ont déclaré que la Russie était toujours décrite de manière très négative par les médias occidentaux et qu'ils souhaiteraient avoir accès à de l'information crédible sur la Russie. (Clifford et Gruzd, 2022) Au cours de cette table ronde, Khalil Hashimi Idrissi, directeur de l'Agence de presse marocaine *Maghreb Arab Press*, a déclaré en parlant des médias occidentaux: « Nous devrions arrêter de voir les choses à travers les yeux des autres – à travers les yeux de *Reuters* ou *Associated Press* » (Madrid Morales *et al.*, 2021). À travers ce message, on peut comprendre que les médias occidentaux ne seront probablement plus la première source d'information pour s'informer sur la Russie. Par ailleurs, plusieurs accords ont été conclus entre les chaînes d'information russe et africaine. Cela est le cas, entre la Russie et la RDC qui ont signé un accord visant à établir des liens entre les agences de presse et les émissions de radio nationale des pays afin de s'échanger les informations et les contenus et former des journalistes. (Madrid Morales *et al.*, 2021)

Cependant, les médias ne sont pas le seul outil de *soft power* que la Russie possède. En 2019, la Fondation pour la protection des valeurs nationales a été créée indépendamment des entités gouvernementales et des médias comme RT, afin de lui procurer une certaine objectivité et une plus grande liberté pour communiquer ses valeurs et positions. (Madrid Morales *et al.*, 2021) Son but principal est de sauvegarder les intérêts nationaux, de promouvoir les valeurs russes et de se prémunir contre les valeurs divergentes propagées par les activités des organisations non gouvernementales étrangères. (Madrid Morales *et al.*, 2021) Les activités de la Fondation peuvent également inclure le contrôle public sur Internet, l'analyse des faits d'ingérence dans la politique intérieure et l'assistance au public de différents pays pour transmission de la culture, des traditions et des valeurs traditionnelles russes (Fondation de la protection des valeurs nationales, s.d). Cet organisme s'inscrit dans la lignée des directives et des initiatives de la Russie visant constamment à s'opposer à l'idéologie occidentale. (Madrid Morales *et al.*, 2021) Cette promotion des valeurs traditionnelles russes

servirait de justification à l'État dans ces actions contre l'Occident. (Madrid Morales *et al.*, 2021)

Ces dernières années, la Russie figure parmi les acteurs qui tentent d'influencer le paysage médiatique en Afrique. (Ambrosetti, 2022) Il est clair qu'elle a voulu maximiser la diffusion d'informations sur les événements russes afin de repousser les grands médias du grand public qui diffusent des contenus négatifs sur le Kremlin. (Madrid Morales *et al.*, 2021) Par conséquent, la Russie en a profité pour accroître son influence politique à travers plusieurs campagnes de désinformation. C'est le cas en Afrique qui a été la cible de plus d'une dizaine de campagnes de désinformation. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022) Plus précisément, elle aurait mené pas moins de 16 opérations connues (*voir annexe A*). (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022) Les médias sociaux, tels que Facebook, Twitter, Telegram et Tik Tok, sont largement exploités pour diffuser intentionnellement de fausses informations. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022)

D'ailleurs, Moscou aurait été la première à utiliser un modèle de désinformation en Afrique pour accroître son influence politique. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022) Dans l'ensemble, l'objectif de ces campagnes de désinformation serait de manipuler l'opinion publique et affaiblir la souveraineté populaire afin de répondre à un objectif politique. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022) Derrière cet objectif politique, il s'agit de soutenir un régime africain mis à l'écart, qui serait redevable une fois élu au pouvoir. (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022) Ainsi, si Moscou entretient une relation avec un président en exercice, c'est dans son intérêt à ce qu'il reste au pouvoir. (Siegle, 2021) En plus de ces campagnes de soutien à des candidats politiques choisis, la Russie a instauré des campagnes visant à déstabiliser la démocratie. (Siegle, 2021) Elles ont pour but de montrer les lacunes et les faiblesses de la démocratie et d'empêcher le soutien d'un candidat en faveur des valeurs démocratiques. (Siegle, 2021) Elle a fourni un grand nombre de fois son aide

aux autocraties africain en leur fournissant des outils de surveillance numérique, afin d'avoir le contrôle sur l'information des candidats et groupes politiques rivaux. (Siegler, 2021) Ainsi, plusieurs États africains pourraient envisager les services de sécurité et politique russe. (Ambrosetti, 2022)

En dépit des ressources modérées mobilisées par la Russie, elle semblerait être une alternative à la Chine pour éviter une dépendance. (Ambrosetti, 2022) Pour la Russie, l'arène médiatique est clairement un facteur clé de son *soft power* en Afrique. Par le biais des médias, elle semble avoir réussi à restaurer son image de puissance en véhiculant son idéologie auprès des dirigeants de certaines régions en Afrique. Malgré son approche peu formelle moyennant des méthodes différentes, son influence c'est accru très rapidement sur le continent et ce plus que tout autre acteur.

Ce que l'on peut constater, c'est qu'il existe une véritable guerre d'influence sur le continent africain, chaque acteur poursuivant des lignes directrices, des idéologies et des objectifs distincts. Les pays africains sont confrontés à un large éventail de choix en matière de collaboration médiatique. À la suite de cette analyse, on peut conclure que l'influence des médias chinois en Afrique est limitée.

Enfin, il ne semblerait pas avoir de dépendance médiatique avérée pour l'un ou pour l'autre. En fait, il semblerait que l'Afrique ne soit pas prête à abandonner les sources d'informations occidentales pour celle de la Chine ou de la Russie. Une chose est certaine, c'est qu'ils sont dépendants des informations étrangères, en raison des ressources amoindries et de la difficulté des médias locaux à produire et récolter de l'information.

2.2.2 Diplomatie culturelle chinoise en Afrique

Depuis le début des années 2000, la Chine déploie une diplomatie culturelle très active, à travers les échanges culturels, les films chinois, les festivals, les compétitions sportives et le tourisme. La Chine a fait de ces champs culturels des plateformes pour accroître sa présence. Ils lui permettent de projeter une image pacifique et positive. Le gouvernement chinois estime que la montée en puissance de la Chine ne doit pas seulement se reposer sur la puissance économique, scientifique, technologique et militaire, mais davantage sur le *soft power*. (Arodirik, 2015)

En ce qui concerne les relations sino-africaines, ils ont évolué d'une relation d'aide au développement de l'Afrique vers une coopération plus étendue et globale. Autrement dit, la Chine est présente dans les sphères politique, économique, sociétale et culturelle en Afrique. Pour diverses raisons, son incroyable essor économique a suscité l'intérêt pour sa culture et sa langue. Pour le gouvernement chinois, il est important d'améliorer ses relations interpersonnelles avec les pays africains et les Instituts Confucius font partie de son arsenal pour y arriver. Le modèle de développement de l'Institut Confucius est inspiré des organisations éducatives britannique (*British Council*), française (*Alliance française*), allemande (*Goethe Institut*) et espagnole (*Instituto Cervantes*). (Huang, 2022)

Depuis la création du premier institut en Afrique en 2005, 1,4 million d'étudiants africains ont été formés (Bankuwiha, 2020). Le nombre d'étudiants non chinois qui étudient la langue chinoise est un bon indicateur d'intérêt mondial envers la culture chinoise. (Arodirik, 2015) On peut considérer ces classes comme un élargissement de l'espace diplomatique public sino-africain. Ils favorisent un engagement affectif et consolident un sentiment d'appartenance à une communauté. (Huang, 2019) En 2017, la Chine a dépassé les États-Unis et le Royaume-Uni comme premières destinations pour les étudiants africains anglophones. (Nantulya, 2018) Ces étudiants seraient des «

messagers de l'amitié sino-africaine dans tous les domaines des échanges sino-africains » (Bankuwiha, 2020).

De plus en plus nombreux, les Instituts Confucius jouent un rôle majeur dans la promotion culturelle chinoise. Ils illustrent un intérêt croissant pour la culture chinoise. Ces Instituts sont considérés comme un appareil de communication qui sert la diplomatie chinoise. (Huang, 2019) Les enseignements de l'Institut Confucius mobilisent souvent des récits pour illustrer les différences entre la culture chinoise et les cultures africaines. Cette technique de *storytelling* est souvent utilisée comme un outil de promotion du « rêve chinois ». Initié par le président chinois Xi Jinping qui veut : « restaurer la gloire passée de la Chine et de l'État; rappeler le désir séculaire d'une Chine moderne, riche et puissante, qu'ont eu tous les empereurs; et rendre les Chinois fiers et heureux, afin de maintenir la stabilité sociale » (Le Belzic, 2017). Selon lui, le rêve chinois relie le développement et les intérêts de l'Afrique à ceux de la Chine. (Shinn, 2019)

En outre, les fonctions de ces classes confucéennes vont au-delà de l'enseignement de la langue et de la promotion de la culture chinoise (Bankuwiha, 2020). Elles visent également à présenter la culture et les valeurs africaines au peuple chinois en Chine (Bankuwiha, 2020). Malgré les critiques fréquentes des universités étrangères considérant les Instituts Confucius comme des outils de politique du PCC, ces critiques n'ont en aucun cas éclipsé les traditions culturelles africaines qui demeurent solidement ancrées. Il ne s'agit pas d'une invasion culturelle, au contraire, cette promotion est destinée à aider les peuples à mieux se comprendre. Il s'agit plus d'un moyen de rapprocher les peuples et de reconnaître les différences afin de combler les distances et réduire les incompréhensions culturelles. Une stratégie afin d'établir et renforcer les liens avec les partenaires.

Depuis 2018, il y a une Institut Confucius au sein de l'Académie Diplomatique Congolaise à Kinshasa, en RDC. L'institut a été créé dans le but de renforcer la coopération éducative entre la RDC et la Chine. Ce projet a été initié par le gouvernement congolais, afin de faciliter la compréhension mutuelle entre les peuples des deux pays. (Xinhua, 2021) Les instituts Confucius ont certes suscité un intérêt en Afrique, mais ils demeurent moins nombreux et populaires que les institutions françaises, américaines et anglaises. Cette disparité s'explique notamment par le fait que ces dernières ont une longue tradition d'échanges universitaires, de bourses d'études et de programmes de coopération avec les pays africains. Cette expérience préexistante renforce leur présence et leur popularité dans les domaines de l'éducation et de la culture. Cette historique relation avec les institutions françaises, américaines et anglaises a contribué à établir des liens durables, ce qui peut expliquer la préférence persistante pour ces institutions par rapport aux instituts Confucius.

2.2.2.1 Comparaison

En 2018, lors de la réunion ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin, le président Xi Jinping a annoncé l'attribution de 50 000 bourses et 50 000 opportunités de formation aux Africains au cours des trois prochaines années, ce qui est 66% de plus que les bourses accordées en 2015 (Lisimba, 2020f). Ces bourses permettent d'élargir la portée des relations sino-africaines, elles sont d'énormes opportunités pour les africains et plaident des liens solides entre la Chine et l'Afrique (Lisimba, 2020f). Néanmoins, Wang et Esi A. (2014) font remarquer dans que peu d'étudiants universitaires qu'ils ont rencontrés en Afrique ont choisi la Chine comme premier choix pour poursuivre leurs études et que plusieurs souhaitent que les États-Unis puissent offrir ce même type de bourse que la Chine. À ce niveau, les États-Unis sont l'une des destinations les plus désirées auprès des étudiants et étudiantes d'Afrique

subsaharienne. L'éducation de haute qualité étant la principale raison de ce choix. Depuis plusieurs décennies, les Américains utilisent les échanges éducatifs et professionnels internationaux comme l'un de ces principaux outils de domination sur la scène politique mondiale. (Amirbek et Ydyrys, 2014).

En ce qui concerne la Russie, elle dispose de deux instruments qui encadrent les activités de la diplomatie culturelle russe, l'Agence fédérale Rossotrudničestvo et la Fondation Russkij Mir. (Audinet, 2017) Ils ont pour mission de promouvoir la culture et la langue nationale. (Audinet, 2017) D'après une analyse du SAIIA, les sources culturelles de *soft power* de la Russie assez similaires à l'Occident, tel que le ballet, la musique classique et la littérature, ne semblent pas avoir d'influencer en Afrique. (Ambrosetti, 2022) Par conséquent, la Russie a beaucoup moins investi dans ses centres culturels russes que la Chine, qui aurait envoyé 5 500 professeurs chinois et bénévoles dans 48 pays africains. (Ambrosetti, 2022) La Chine a également 61 Instituts Confucius et 48 Classes Confucius actifs sur le continent. (Ambrosetti, 2022) Certes, les centres culturels russes sont beaucoup moins présents en Afrique (voir appendice A), mais reste que la Russie tente d'augmenter son influence en Afrique par une offensive de charme.

À ce jour, les pays occidentaux tels que les États-Unis et la France restent largement en tête des destinations choisies par les étudiants internationaux africains. Enfin, lorsque l'on parle de la dépendance culturelle, cela inclut l'éducation. Puisque les programmes d'études et professionnels sont l'un des outils les plus puissants de la diplomatie culturelle. Elles favorisent la compréhension mutuelle et la coopération entre les nations. Les étudiants africains à l'étranger acquérant une expérience directe avec la culture et développent une sensibilité interculturelle envers le pays d'accueil. À différents niveaux, la Chine et la Russie l'ont compris. Le problème n'est pas tant dans la présence de ces acteurs en Afrique. La dépendance culturelle est beaucoup plus profonde que cela et elle prend du temps à se développer ou s'en émanciper.

Indéniablement, la culture est la définition même d'un peuple et de sa construction. Avant même de pouvoir statuer sur une quelconque dépendance culturelle chinoise, américaine ou russe, il faut que l'Afrique cesse de cultiver « un mimétisme aveugle » (Ngalasso-Mwatha, 2011).

La crise que vit l'Afrique aujourd'hui est une crise de civilisation avant d'être une crise d'adaptation technologique et industrielle. L'échec des politiques économiques et éducatives menées depuis cinquante ans mettant à l'écart la dimension culturelle du développement des peuples africains, doit conduire à une réflexion en profondeur tendant à donner une nouvelle impulsion aux programmes éducatifs en intégrant les langues nationales à l'école, sans nécessairement exclure les langues mondiales héritées de la colonisation, et en valorisant les patrimoines culturels locaux dans la vie publique, privée et professionnelle. (Ngalasso-Mwatha, 2011)

En fait, c'est l'intériorisation même de l'enseignement colonial par les Africains, avec les préjugés, clichés et stéréotypes transmis à travers les manuels scolaires européens, qui posent un problème. (Ngalasso-Mwatha, 2011) Ils transmettent aux générations l'absence de l'Afrique avant la colonisation, ce qui ne fait aucun sens historique. (Ngalasso-Mwatha, 2011) Pour que l'Afrique ne soit guère dépendante d'aucune forme culturelle, il faut décoloniser les *mentalités*, l'*imaginaire* et le *langage*. (Ngalasso-Mwatha, 2011) Plus précisément, il faut changer les attitudes et les comportements d'une grande partie des Africains qui sont les plus enclins à penser que tout ce qui vient de l'Europe est forcément supérieur à ce qui vient de leur propre région et culture (Ngalasso-Mwatha, 2011). Les modèles européens ne sont pas sans défaut. (Ngalasso-Mwatha, 2011) Pour la majorité des pays en Afrique, c'est le système éducatif occidental qui prévaut. Or, le contenu de son enseignement s'incline davantage à nier la diversité des cultures et des idéologies. (Yacine-Touré, 2015) Le système éducatif a pour objectif d'inculquer les valeurs dites universelles, telles que le développement de type occidental que l'on peut largement contester. (Yacine-Touré, 2015)

À ce jour, la Chine et la Russie offrent la possibilité de franchir ce cap d'indépendance culturelle, car ils représentent la pluralité existante des cultures et idéologies. Il ne s'agirait pas de renoncer aux valeurs de son propre héritage, mais de mettre de l'avant les cultures autochtones et les langues africaines. Plus précisément, réinventer le système d'éducation afin de l'adapter aux besoins. Un système d'éducation revisité pourrait assurément se mettre au service du développement africain. (Yacine-Touré, 2015) C'est par le biais de ces initiatives que l'Afrique va pouvoir déconstruire les mentalités et façonner des citoyens qui pourront mener les différents combats en Afrique et ainsi troquer la dépendance culturelle occidentale pour une indépendance nationale.

2.3 Conclusions

D'un point de vue politique et diplomatique, il est manifeste que les divers partenaires africains adoptent des approches et poursuivent des objectifs variés. En dépit des apparences, ces approches dissimulent toutes des stratégies et des intérêts qui leur sont propres. Il est évident que la Chine a intensifié son engagement politique avec les pays africains au cours des dernières années, établissant des relations diplomatiques avec la majorité des nations du continent et organisant des sommets de haut niveau impliquant des élites et des dirigeants africains. En comparaison, bien que la Russie ait étendu son engagement politique en Afrique, son influence demeure limitée par rapport à d'autres grandes puissances comme la Chine, les États-Unis et l'Union européenne. Sa sphère d'influence est davantage concentrée sur la vente d'armes et la coopération militaire. Malgré un soft power distinct et restreint, la Russie a réussi à accroître rapidement son influence en Afrique. Elle travaille activement à renforcer ses liens avec le continent, et les dirigeants africains répondent positivement à l'appel du président Vladimir

Poutine. Enfin, les États-Unis ont historiquement maintenu des liens politiques étroits avec plusieurs pays africains, mais leurs relations avec certains gouvernements africains ont été tendues ces dernières années, en raison notamment de divergences politiques, d'exigences et de préoccupations concernant les violations des droits de l'homme. Cette situation a créé un espace plus important pour l'influence de la Chine et de la Russie.

Ainsi, il ne nous est pas possible de conclure à une dépendance politique, car chaque acteur extérieur en Afrique offre aux dirigeants des éléments qui font défaut chez les autres. À maintes reprises, les dirigeants africains ont démontré que leurs actions et positions sont dictées par des intérêts variés. Pour ces nations anciennement colonisées, ces nouvelles relations revêtent une importance particulière, car il est devenu inconcevable de retomber sous la dépendance des nations occidentales. Cela nous amène à envisager que les dirigeants africains perçoivent en ces acteurs étrangers la clé d'une émancipation politique, diplomatique et culturelle. D'autant plus, des pays africains, tels que la RDC, entretiennent des relations diplomatiques avec d'autres pays et organisations régionales et internationales, telles que l'Union africaine (UA), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Banque africaine de développement (BAD), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ou encore l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Ces relations permettent une certaine diversité au niveau des relations et garantissent une indépendance politique puisqu'ils ne sont pas isolés sur le plan diplomatique.

Enfin, il est approprié de parler d'influence plutôt que de dépendance. L'influence politique peut être potentiellement dangereuse si elle est utilisée de manière abusive ou poursuit des objectifs malveillants. En revanche, lorsqu'elle est exercée de manière constructive et bienveillante, elle peut s'avérer extrêmement bénéfique, notamment pour promouvoir la coopération internationale. Il appartient donc aux dirigeants

africains de prendre des mesures visant à réduire les risques négatifs associés à l'influence politique. L'objectif est de permettre des prises de décision éclairées et indépendantes, respectant ainsi les intérêts nationaux.

Plusieurs actions peuvent être entreprises pour minimiser l'influence politique. Par exemple, les gouvernements peuvent renforcer la conscience politique et l'éducation civique des citoyens, les informant des potentiels risques de l'influence politique pour qu'ils puissent comprendre et réagir. Il est également essentiel les gouvernements maintiennent la transparence et l'honnêteté dans leurs relations et interactions avec d'autres pays, parties prenantes ou organisations, en mettant particulièrement l'accent sur la participation active de la société civile pour surveiller ces relations.

CHAPITRE 3

DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE ET INDUSTRIELLE

Dans ce chapitre, nous allons aborder de la dépendance technologique et industrielle dans les relations sino-africaines. La dépendance technologique se produit lorsqu'une entité est dépendante des technologies spécifiques. Si le pays n'a pas accès à ces technologies ou est incapable de les maîtriser, cela peut énormément limiter sa capacité d'innovation, de compétitivité et d'adaptation aux changements technologiques. Cette dépendance peut entraîner des défis et avoir des conséquences au niveau économiques, sociales, stratégiques et politiques. En ce qui concerne la dépendance industrielle, elle peut se produire à différents niveaux. À l'égard d'un pays, cela peut signifier que l'économie s'appuie fortement sur un ou plusieurs secteurs. Les perturbations du secteur peuvent avoir des conséquences sur l'économie, telles que la perte d'emplois, la diminution des revenus et la dégradation des conditions sociales.

Dans notre cas, nous nous concentrerons sur le secteur technologique. Plus précisément, nous allons nous pencher sur la présence de la Chine dans le secteur des télécommunications de la République démocratique du Congo, car il s'agit d'un des secteurs d'expertise stratégique de la Chine. En plus d'être le premier marché mondial des télécommunications, elle possède le plus important réseau de téléphonie fixe du monde.

Pour résumé, nous allons aborder plusieurs aspects importants qui nous aideront à décortiquer la dépendance technologique et industrielle. Nous nous pencherons sur l'écart technologique entre la Chine et l'Afrique, de son rôle dans le secteur des télécommunications de la RDC, mais également du capital humain qui constitue un des enjeux les plus importants auquel l'industrie de la technologie doit relever. Au niveau du capital humain en Afrique, nous avons relevé deux éléments qui reviennent souvent dans la littérature : l'absence du transfert de compétence et de technologie des

entreprises chinoises et la « fuite des cerveaux » (perte par la migration des travailleurs qualifiés).

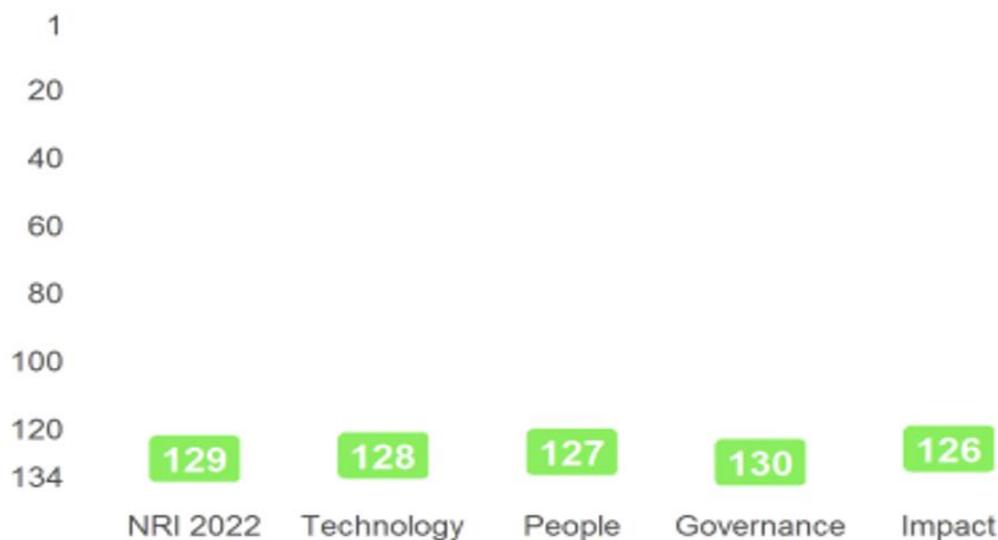
3.1 Écart technologique entre la Chine et l'Afrique

Depuis les indépendances, plusieurs pays africains ont pris du retard au niveau du développement technologique. L'accent n'était pas mis sur le développement industriel et technologique en tant que priorité. Cet aspect n'occupait pas une place de premier choix dans l'élaboration des politiques publiques de ces États africains. Le fait est que l'Afrique a énormément misé sur l'exportation des matières premières brutes, au lieu de s'armer d'une politique industrielle qui correspond à ses réalités. (Endjito *et al.*, 2020) Alors que d'autres régions du monde (en Asie ou en Amérique du Sud), grâce à la mise en place d'un ensemble de mesures interventionniste, ont observé des croissances remarquables. Par l'adoption d'une politique d'importation massive, plusieurs États ont développé une dépendance totale sur le plan technologique et industriel à l'égard des pays occidentaux, d'autres puissances émergentes et de la Chine. (Endjito *et al.*, 2020)

L'un des facteurs qui motivent l'intérêt de la Chine pour investir dans les infrastructures régionales africaines est la possibilité de promouvoir ses technologies, qui sont perçues comme une importante source de solutions technologiques abordables. En revanche, l'écart en matière d'infrastructures technologiques entre la Chine et les pays africains ne cesse de grandir de manières conséquentes. Alors que de nombreux pays africains connaissent encore une insuffisance en infrastructures technologiques et en énergie électrique, la Chine a mis l'accent sur la construction des infrastructures technologique et un effort important à l'accès à Internet ou encore le développement du réseau téléphonique. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) À l'inverse des autres

régions du monde, la majorité des pays africains présentent un taux d'accès aux services des technologies de l'information et de la communication (TIC) extrêmement faible. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) Selon l'indice du *Networked Readiness Index*¹ (NRI) de 2022, la RD Congo se classe 129^e sur les 131 économies et 128^e au niveau de la technologie (*voir figure 1*).

Figure 1. La position de la République démocratique du Congo dans le classement mondial du NRI en 2022 et par pilier.



Source: Portulans Institute. (2022). *Congo, Dem. Rep. global ranking, overall and by pillar*. Network Readiness Index 2022. <https://networkreadinessindex.org/countries/>.

¹ L'indice NRI est un des principaux indicateurs mondiaux permettant d'évaluer l'application et l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans 131 économies. Ce rapport repose sur l'analyse de la performance dans quatre domaines clés : la technologie, les personnes, la gouvernance et l'impact. De plus, il mesure le niveau de préparation d'un pays à utiliser les TIC de manière efficace et à en bénéficier pleinement.

Les résultats de la recherche de Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil (2017) nous expliquent que les politiques d'innovation dans certains pays africains n'occupent pas une place prioritaire dans le développement économique. En raison du manque de cohérence et d'objectivité, la majorité du temps, les politiques d'innovation ont toujours du mal à se réaliser. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) Dans la *figure 1*, la variable du capital humain (*people*) peut également expliquer le retard en matière d'innovation en Afrique (voir point 3.4, ci-dessous). À l'inverse de la Chine qui place le développement des innovations comme une priorité nationale. Le premier article de Loi de la République populaire de Chine sur le progrès de la science et de la technologie², adoptée le 2 juillet 1993 (et amendée en décembre 2007), peut en témoigner. La politique chinoise a pour but de rattraper le retard en matière de création technologique par rapport aux autres puissances économiques mondiales, en axant sa stratégie de croissance et de développement socio-économique sur l'innovation. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) Désormais, la Chine joue un rôle de premier plan à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs tels que l'intelligence artificielle, le commerce électronique, la technologie 5G, entre autres.

Par conséquent, cet écart technologique peut être une source d'influence importante pour la Chine. Il pourrait davantage devenir un élément de dépendance pour les pays africains. S'ils dépendent trop de la Chine pour leurs besoins technologiques, ils pourraient devenir dépendants du pays au niveau l'assistance et des mises à niveau continues, ce qui pourrait limiter leur capacité à développer leurs propres industries technologiques. Dans un prochain point, nous verrons un aspect très important et

² Cette article mentionne que : « Cette loi est formulée conformément à la Constitution en vue de promouvoir le progrès de la science et de la technologie, en accordant la priorité au développement de la science et de la technologie et en faisant pleinement jouer le rôle de la science et de la technologie en tant que principale force productive dans la dynamique de modernisation socialiste, afin d'améliorer le service de la science et de la technologie à la construction économique. » URL: http://www.npc.gov.cn/zgrdw/englishnpc/Law/2007-12/12/content_1383789.htm.

interrelié à la dépendance technologique et des industries qui sont le transfert de connaissance et de technologie des entreprises chinoises en Afrique et plus précisément en RDC.

3.2 Présence de la Chine dans le secteur des télécommunications de la République démocratique du Congo

En Afrique et comme dans le reste du monde, l'usage des technologies numériques est en constante augmentation, mettant en évidence le retard numérique du continent. En mai 1997, la RDC libéralise le marché des télécommunications du pays, dans l'espoir de répondre à la demande sociale et d'être plus équitable sur le plan national. Ce changement décloisonne et ouvre le marché à de nouveaux opérateurs, mais mène à une plus forte pression au niveau concurrentielle. La RDC figure parmi les pays africains ayant le moins développé leur infrastructure de réseau.(Velluet, 2021) Conscient de cette lacune, Félix Tshisekedi, président actuel de la RDC, a fait de l'économie numérique une priorité. L'objectif est de faire de l'innovation un vecteur de croissance économique et de progrès social. Ainsi, on comprend que l'exploitation du réseau de fibre optique est d'une grande importance stratégique pour la RDC.

Alors qu'auparavant, les grands fournisseurs de technologie ne percevaient pas l'Afrique comme un marché où faire de l'argent, les entreprises chinoises étaient plus disposées à prendre le risque. (Wright, 2020) Après l'ouverture économique de la Chine au reste du monde, les entreprises chinoises ont inondé le secteur des télécommunications en Afrique. Du point de vue stratégique, ces infrastructures permettent à la Chine de s'installer de manière durable et de stimuler les activités chinoises en Afrique. (Endjito *et al.*, 2020) Ainsi, la Chine a réellement brisé le monopole des géants occidentaux des télécommunications en Afrique. Ces entreprises

ont contribué à faire baisser les tarifs et ont rendu plus accessibles les téléphones portables sur le continent. L'implication de la Chine dans l'industrie africaine des télécommunications fait partie des nombreux engagements sur le continent. Aux États-Unis, on émet un décret visant à interdire la mise sur le marché des équipements et services fournis par plusieurs entreprises de télécommunications chinoises (dont Huawei et ZTE) considérées comme une menace à la sécurité nationale américaine. (Agence France-Presse, 2022) Ainsi, cette dimension sert sa stratégie visant à améliorer sa position mondiale, à contrer l'influence occidentale, à obtenir des ressources et de nouveaux marchés d'exportation pour alimenter son économie en expansion.

Plusieurs entreprises chinoises sont impliquées de manière conséquente dans le secteur des télécommunications de la RDC. Celles qui se démarquent, autant par les projets d'envergures que par leurs présences sont ZTE, Huawei et *China International Telecommunication Construction Corporation* (CITCC). Ces entreprises ont développé leurs activités à travers de grands chantiers d'installation d'Internet, de la fibre optique et des câbles sous-marins. Parmi les nombreux projets d'infrastructure réseau entrepris par les compagnies de télécommunications chinoises en RDC, le réseau de fibre optique Muanda-Kinshasa achevé en 2013, qui s'étale sur 576 km (*voir Annexe B*), est sans aucun doute le plus important. Cette première phase est le premier à couvrir tout le territoire le long des routes principales. Ce réseau a été établi par la compagnie CITCC. Le tronçon entre ces deux points, exploité par la Société congolaise des postes et des communications (SCPT), a coûté à l'État 80 000 euros par kilomètre. (Clémentot, 2016)

La deuxième phase de construction de lignes de fibre optique reliant Kinshasa et Kasumbalesa a été finalisée en octobre 2017. Encore une fois, c'est la CITCC qui a mené les travaux sur un chantier de 3 300 km, en collaboration avec la SCPT. (Essolomwa, 2017) Pour finaliser les travaux, Joseph Kabila (ancien président de la RDC entre 2001 à 2019) a dû demander l'appui financier de la Banque d'import-export

de Chine. Selon les termes de l'accord de partenariat entre les deux parties, le projet a engendré des dépenses s'élevant à 221 millions de dollars américains. (Essolomwa, 2017) L'implantation de la fibre optique dans tout le territoire a su donner une nouvelle dynamique au sein des entités administratives de la RDC et améliorer la communication avec les citoyens et les entreprises publiques et privées. (Ngamia, 2017) En revanche, les installations et la vente de ces équipements ne favorisent pas le développement de ce secteur.

Ainsi, on peut y voir une stratégie chinoise qui, pour obtenir des marchés, utilise toujours un même modèle. Ils interviennent auprès des gouvernements africains, comme cela a été le cas avec la fibre optique, afin de leur proposer une solution de financement se basant sur un prêt à taux compétitif très bas (3%). (Cléménçot, 2016) Plus de 10 000 sociétés chinoises sont actives en Afrique et, selon le ministère du Commerce de la RPC, elles détiennent 70% des investissements en Afrique. (Caslin, 2022) Il est certain qu'avec leur expertise et leur puissance financière, elles joueront un rôle primordial au niveau de l'industrialisation et du développement numérique et économique en Afrique. D'autant plus que la pandémie de COVID-19 a accru le besoin des services d'infrastructure numérique sur le continent.

À ce jour, les entreprises technologiques chinoises sont devenues les principaux acteurs du développement de l'infrastructure numérique en Afrique. Au premier rang, on retrouve Huawei qui signe un accord avec l'Union africaine (UA) des télécommunications, visant à développer la coopération en matière d'accès aux services des technologies de l'information et de la communication (TIC) et transformer le numérique en Afrique. Pour certains, l'implantation de ces entreprises, entre autres, de télécommunication est un élément pouvant amener vers la dépendance. Par rapport aux fournisseurs d'équipements de télécommunication occidentaux, les entreprises chinoises proposent des équipements beaucoup plus rentables et moins chers. À savoir que le prix de la technologie est très variable (étant une marchandise plus complexe),

il ne suit pas les prix courants. (Drouvot et Verna, 1994) fait, le prix est déterminé par un système de négociation. (Drouvot et Verna, 1994), les entreprises chinoises s'imposent comme des fournisseurs de premiers choix dès qu'ils intègrent un marché et les entreprises locales peuvent très peu entrer en concurrence. Dans notre situation où la Chine est le principal fournisseur de technologie, cela implique que les pays africains peuvent développer une dépendance à l'égard de ce fournisseur en tant qu'acheteurs. D'une part, parce qu'ils ne détiennent pas la maîtrise des techniques des (nouvelles) technologies. Ils se trouvent donc dans une position où ils doivent importer les techniques et les connaissances des pays aux économies développés. Ils doivent également payer très cher l'accès aux formations et aux techniques. (Drouvot et Verna, 1994) D'autre part, parce que les « pratiques monopolistiques » (Drouvot et Verna, 1994) des fournisseurs empêchent les pays africains d'accéder aux connaissances sur les procédés de production. (Drouvot et Verna, 1994) Or, il est dans l'intérêt de la Chine d'empêcher que les pays africains deviennent un concurrent sur les marchés.

3.2.1 Comparaison

En plus de leurs relations technologiques avec la Chine, les pays africains établissent des liens avec de nombreux autres partenaires, parmi lesquels figurent l'Union européenne, la Russie et les États-Unis. Ce qui suscite un intérêt particulier, c'est d'observer la compétition qui se déroule au sein du marché et de l'écosystème numérique en Afrique. À la différence des États-Unis, les apports en Afrique de la Chine sont beaucoup plus visibles. (Cheng, 2022) C'est-à-dire que les investissements sont sous forme d'infrastructures très visibles tels que des lignes de fibre optique. Tandis que, les investissements des Américains sont beaucoup moins visibles, puisqu'ils sont spécialisés dans l'aide humanitaire et sociale. (Cheng, 2022)

En 2022, au dernier Sommet Afrique-États-Unis, le président américain Joe Biden a annoncé un grand nombre de projets numériques. (Njoya, 2022) Ce n'était pas tout, il était question, d'une part, de rompre avec le désintérêt de l'ancien président américain Donald Trump pour le continent africain. (Nembrot *et al.*, 2022) D'autre part, c'était l'occasion pour les États-Unis de mettre en garde les dirigeants africains présents de l'influence de la Chine et de la Russie en Afrique. (Nembrot *et al.*, 2022) L'approche de l'administration Biden est de retrouver sa place en tant que partenaire commerciale de premier choix en Afrique que la Chine a occupé depuis cinq années. (Chikhaoui, 2022) Ce qu'on dénote, c'est que les États-Unis ont été absents ces dernières années, notamment en raison du choix de l'ancien président Donald Trump. Ce Sommet Afrique-États-Unis était l'occasion de revisiter la politique et la stratégie africaine des États-Unis face à la Russie et la Chine. L'objectif étant de se positionner comme un partenaire alternatif et fiable pour atténuer les influences.

À plusieurs égards, la présence et les engagements de la Chine en Afrique suscitent souvent des regards sceptiques et empreints d'anxiété. (Cheng, 2022) Depuis longtemps, les responsables américains ont mis en garde les gouvernements africains sur le danger de l'adoption des technologies de surveillance et d'équipements de télécommunications chinoises. (Link, 2021) Toutefois, les avertissements n'ont pas trouvé écho chez les dirigeants africains qui se préoccupent davantage du bas coût et de la connectivité que des préoccupations sur la sécurité. (Link, 2021) Les entreprises technologiques chinoises continuent de trouver et d'accroître leur place en Afrique. Par exemple, Huawei et ZTE qui sont devenus des acteurs incontournables en Afrique. L'ancien ministre libérien des travaux publics, W. Gyude Moore, explique que les pays africains sont confrontés à un dilemme. (Link, 2021) La préoccupation principale étant de connecter chaque pays africain à Internet. (Link, 2021) En ce sens, les préoccupations en matière de sécuritaire sont beaucoup moins importantes.

L'approche des États-Unis en Afrique se concentre sur la montée en puissance de la Chine en Afrique. (Cheng, 2022) Ce qui nous amène à penser qu'ils sont préoccupés davantage par le déclin de leur *soft power* et la concurrence que leurs partenaires africains. Par exemple, lorsque l'administration de l'ancien président Donald Trump a annoncé une nouvelle stratégie pour l'Afrique, elle a choisi de présenter le continent africain comme un lieu de concurrence avec la Chine, plutôt que de proposer une vision positive des relations entre les États-Unis et l'Afrique. (Link, 2021) En d'autres termes, la stratégie de Trump pour l'Afrique était axée sur la rivalité avec la Chine plutôt que sur la coopération avec les nations africaines. Cette approche a été critiquée pour sa vision limitée et réductrice de l'Afrique et de son potentiel, ainsi que pour sa focalisation sur la confrontation avec la Chine plutôt que sur la collaboration. De plus, ces dernières années, l'attention des États-Unis en Afrique est limitée et manque souvent de coordination. (Link, 2021) Les plans de la politique étrangère américaine se voient souvent perturbés et mal définis en raison de l'influence chinoise. (Link, 2021)

Bien qu'ils puissent exercer une certaine influence chinoise en matière technologique, il est difficile de dire si l'Afrique est dépendante de la Chine dans ce domaine. Les gouvernements africains ont simplement trouvé un partenaire qui peut répondre à leurs demandes, de manière fiable, rapide et peu coûteuse. Évidemment, nous pouvons considérer qu'il y a là une préférence, mais pas forcément par choix, mais davantage, parce que le besoin à combler est trop important. Néanmoins, à quel prix? Nous l'avons vu ci-dessus, les pays africains ont un taux d'accès au service des TIC extrêmement faible. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) Notamment, en raison des politiques d'innovation qui n'occupent pas une place prioritaire dans le développement économique. (Mpabe Bodjongo et Keneck-Massil, 2017) Pour éviter de devenir trop dépendants technologiquement de la Chine, les pays africains doivent diversifier leurs sources d'approvisionnement en recherchant des fournisseurs locaux et en évitant de s'appuyer exclusivement sur la Chine. En d'autres termes, les gouvernements africains doivent encourager la diversification des fournisseurs de technologies et favoriser le

développement de fournisseurs locaux pour réduire leur dépendance à l'égard de la Chine. Un aspect souvent négligé est que la technologie achetée n'est souvent pas adaptée pour répondre aux besoins du pays. Or, ils doivent s'en donner les moyens sur tous les niveaux pour prendre en main leur indépendance technologique.

Une chose est certaine, l'Afrique se doit de continuer à chercher des partenariats technologiques et commerciaux avec différents acteurs pour répondre à ses besoins de développement et de croissance économique. L'idéal serait même que les différents partenaires, tel que la Chine et les États-Unis réunissent leurs forces afin de répondre aux besoins en Afrique. Il existe de nombreuses occasions pour les États-Unis d'améliorer leurs coopérations avec l'Afrique, en particulier dans le contexte de la concurrence avec la Chine. Cependant, une grande partie des efforts des États-Unis pour contrer l'influence chinoise en Afrique ne doit pas être axée sur la Chine elle-même. (Link, 2021) Plutôt, les États-Unis doivent prendre des mesures concrètes pour améliorer leur performance en Afrique et devenir un partenaire plus fiable pour les nations africaines.

3.3 Transfert de connaissance et de technologie

Dans le secteur technologique, le transfert de connaissances et de technologies représente une stratégie efficace pour maintenir et améliorer les performances à long terme d'une organisation. Il constitue une option judicieuse pour sécuriser les savoir-faire de l'entreprise, notamment lorsque les compétences reposent sur l'expérience plutôt que sur une formalisation précise. De surcroît, cette approche vise à rompre avec l'accroissement de la dépendance socio-économique, culturelle et technologique.

Bien que la prise de conscience de la dépendance technologique des pays africains ne soit pas récente, on constate une intensification des échanges et des liens technologiques visant à réduire cette dépendance. De plus en plus d'entreprises chinoises offrent des programmes de formation professionnelle aux travailleurs locaux, ce qui leur confère un contrôle accru sur la diffusion des nouvelles techniques. En conséquence, ces entreprises sont mieux positionnées pour participer activement aux activités économiques.

Jusqu'à présent, il existe un nombre limité d'études portant sur le transfert de connaissances et de technologies dans les investissements chinois en Afrique. Quelques chercheurs se sont penchés sur la formation des employés africains au sein des entreprises chinoises. Les recherches précédentes ont rencontré des difficultés pour rassembler des preuves substantielles concernant le transfert de compétences entre les Chinois et les Africains. En revanche, des études plus récentes démontrent que la formation professionnelle fait partie intégrante des projets chinois. Par exemple, le rapport McKinsey affirme, après avoir interrogé plus de 1 000 entreprises chinoises en Afrique, que près du deux tiers offraient une formation professionnelle sous forme d'apprentissage en entreprise. (McKinsey, 2017) En revanche, selon une autre enquête, les travailleurs africains considèrent les formations en entreprise chinoise assez décevantes. (Oya, 2019) Il semblerait que la qualité des formations soit moindre, puisque les entreprises se sentent obligées de former leurs nouveaux travailleurs en raison de l'insatisfaction des systèmes de formation technique et professionnelle dans le pays hôte. (Oya, 2019)

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la difficulté du transfert des connaissances. Parmi les nombreux défis des relations sino-africaines, on retrouve la barrière linguistique et les différentes habitudes de travail. Les langues chinoises et les langues africaines appartiennent à des phylums différents. Ainsi, cela rendrait les formations plus complexes. Ensuite, les habitudes de travail sont également très différentes, car la

philosophie de la culture chinoise repose sur une grande hiérarchisation, une pensée holistique, un fort collectivisme et une forte dépendance à l'égard de la sagesse accumulée. (Abodohoui et al., 2018) Par exemple, les emplois dans la construction lourde, des télécommunications et de l'exploitation des ressources embauchent davantage d'employés chinois, car ils sont prêts à travailler de longues heures et à des salaires inférieurs à ceux des employés locaux. (Lisimba, 2020e) Ces distances ont définitivement des conséquences néfastes sur la mise en place de réseaux susceptibles d'avoir un impact positif sur la présence chinoise en Afrique. (Abodohoui et al., 2018) Ainsi, la barrière de la langue, le pauvre niveau de qualification et une rémunération inférieure font que les entreprises chinoises privilégient leurs propres ouvriers. (Lisimba, 2020e ; Niquet et Touati, 2011) Ce qui vaut aux entreprises chinoises de se faire reprocher de priver la population locale d'emploi. Par ailleurs, la diversité des normes, le manque d'aptitude pédagogique, les enjeux économiques, culturels, structurels et humains peuvent constituer d'autres défis aux transferts de compétences. Un aspect intéressant du transfert de connaissances chinois, c'est qu'il n'est pas motivé par les chaînes de valeur mondiale, mais plutôt par la recherche de marchés locaux. (Parc et Tang, 2021)

Malgré la perception largement répandue que le modèle d'affaires chinois « gagnant-gagnant » profite en RDC, sur le plan de la création d'emplois et du transfert de connaissances et de technologies, la qualité des emplois pour les Congolais dans les entreprises chinoises reste précaire et peu sûre. Comme le note une partie prenante : « Les emplois que les Congolais obtiennent sont très faibles et fragiles. Le salaire est minime. Et la maximisation des revenus pour l'entreprise est totale ». (Carciotto et Chikohomero, 2022) Il semblerait que dans la majorité des cas, aucun contrat de travail n'est signé avec les employés, en particulier pour les emplois occasionnels. (Carciotto et Chikohomero, 2022) La Chine adopte une approche différente dans ses transactions commerciales en cultivant des relations personnelles et en utilisant des moyens financiers pour contourner les bureaucraties locales, ce qui correspond davantage à de

nombreuses normes sociales et culturelles traditionnelles en Afrique. (Wang et Esi A., 2014) Ce genre de pratique est particulièrement dangereux, puisqu'il ne laisse aucune trace écrite des ententes entre les différentes parties.

En somme, il ne serait pas juste de parler d'une absence de transfert des connaissances de la part des entreprises chinoises. Des preuves de formation professionnelle existent, mais elles sont pour la majorité informelle, en cours de développement ou de courte durée. (Parc et Tang, 2021) Par le fait même, elles ont peu de retombées positives. Les difficultés rencontrées par les entreprises chinoises et locales dans le transfert de connaissances ne sont pas liées à un manque de volonté. Elles font face à de nombreux défis structurels tels que la corruption, la fragilité et les faiblesses institutionnelles, l'instabilité politique et l'insécurité, qui entraînent une augmentation des coûts pour les entreprises. (Parc et Tang, 2021) Malgré l'existence de canaux pour le transfert de connaissances technologiques, les entreprises locales ne sont pas toujours en mesure de rivaliser avec les investisseurs étrangers. Par exemple, même si les entreprises chinoises démontrent leur technologie aux entreprises locales ou fournissent une formation et un renforcement des capacités au personnel local, ces ressources restent sous-utilisées. (Parc et Tang, 2021)

En fin de compte, il est de la responsabilité des gouvernements locaux et des parties prenantes de s'assurer, d'étendre et de renforcer la diffusion des compétences. Comme l'a noté un grand nombre de recherches, le transfert et l'échange de compétences entre les Chinois et les Africains sont affectés par les barrières de communication, la différente culture d'entreprise, l'environnement politique et économique et le manque de capacité des entreprises locales. Enfin, nous pouvons dire avec certitude qu'il n'y a aucune dépendance à ce niveau, puisque le transfert de compétence n'engendre pas de grande retombée et d'importants transferts de technologie (matériel ou immatériel) en raison d'un problème d'ordre structurel et de l'accès au capital pour les investisseurs africains. La problématique réside dans la nécessité de réaliser des transferts de

connaissances et de technologies qui renforcent la capacité des pays africains, leur permettant ainsi de développer leur propre capacité d'innovation plutôt que de dépendre uniquement des formations et des fournisseurs étrangers. Pour cela, il est essentiel que ces programmes soient élaborés et travaillés en étroite collaboration avec les acteurs locaux et qu'ils mettent l'accent sur le renforcement des capacités locales.

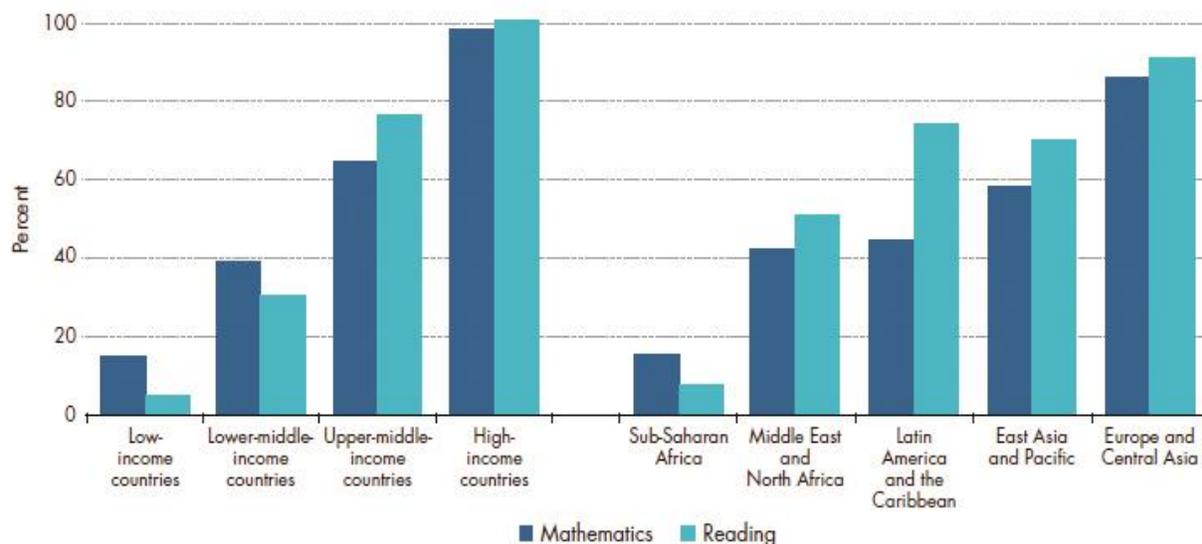
Dans ce qui suit, nous aborderons le concept de capital humain, la problématique de la « *fuite des cerveaux* » et l'immigration chinoise en Afrique. Ces éléments sont étroitement liés à la dépendance technologique et industrielle, et il est essentiel d'en discuter. Par exemple, en raison d'un faible capital humain et de la « *fuite des cerveaux* », les pays africains peuvent dépendre fortement des connaissances et de l'expertise des entreprises étrangères. La performance, le fonctionnement et le développement du pays peuvent être influencés par la disponibilité et la contribution des ressources humaines étrangères. Dans une perspective plus large, l'analyse de ces éléments nous permettra de mieux comprendre certains aspects des relations sino-africaines et de mettre en lumière les critiques et les enjeux auxquels l'industrie technologique est confrontée.

3.4 Le capital humain et la « *Fuite des cerveaux* » en Afrique

Un élément clé pour favoriser le développement d'une économie prospère est la capacité d'un pays à investir et développer dans son capital humain. L'OCDE définit le capital humain comme recouvrant « les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu qui favorisent le bien-être personnel, social et économique. » (Keeley, 2007) Pour un grand nombre de raisons, plusieurs pays africains ont un retard considérable dans ce domaine, ce qui nuit à leur économie à l'heure actuelle.

Prenons pour exemple l'éducation en RDC, fortement détériorée par les années de crises. Les élèves n'étudient pas dans les disciplines qui sont au cœur du développement (voir *Figure 2*). Une grande majorité se spécialise dans les domaines des sciences humaines et sociales au lieu des domaines des sciences, technologies, ingénieries et mathématiques (STIM). Ce manque d'éducation dans les STIM peut s'expliquer, en raison, d'un financement insuffisant, d'un petit nombre de professionnels dans le domaine et d'un manque de priorité. (Carroll et Obschering, 2019) En outre, il convient de souligner que le taux d'inscription à l'université en Afrique subsaharienne est inférieur à 10%, ce qui en fait le taux le plus bas à l'échelle mondiale. (Makhtar, 2015) En ce qui concerne la République démocratique du Congo, le système éducatif public présente de nombreuses lacunes, tandis que le système éducatif privé est souvent coûteux et caractérisé par une organisation chaotique. (Sem *et al.*, 2020) À cela, il ne faut pas oublier le contexte économique et le faible pouvoir d'achat des Congolais qui affecte énormément leur quotidien. En 2021, 64% de la population de la RDC vivait à peine avec 2.15 dollars par jour. (Banque Mondiale, 2022) Dans de telles circonstances, il est un défi constant de subvenir aux besoins de sa famille, et encore plus difficile de pouvoir financer l'éducation des enfants. Ainsi, très peu de Congolais ont un diplôme universitaire et seulement 20% dans des domaines scientifiques et technologiques contre 50% pour la Chine. (Sem *et al.*, 2020) La RDC dépense 1,5% de son PIB en dépenses en éducation (en 2017), ce pourcentage est inférieur à la moyenne régionale (4%) et à la moyenne de son groupe de revenu (3,6%). (Banque Mondiale, 2020)

Figure 2. Pourcentage médian d'élèves en fin de primaire qui obtiennent un score supérieur à un niveau de compétence minimum lors d'une évaluation des apprentissages, par groupe de revenu et par région.



Source: Carroll, A. et Obscherning, E. (2019). *Africa Trade and Technology*. Hoover Institution. <https://www.hoover.org/research/africa-trade-and-technology>.

Ensuite, une autre composante importante du capital humain est la santé. C'est un fait avéré, une population en bonne santé est une plus-value pour la croissance économique. Au niveau de l'utilisation et de la mobilisation des ressources nationales, la RDC dépense 1,2% de son PIB en dépenses de santé (en 2017), ce pourcentage est inférieur à la moyenne régionale (2,4%) et à la moyenne de son groupe de revenu (2,1%). (Banque Mondiale, 2020) Un problème que connaît la santé publique en Afrique est la crise des ressources humaines. Loin d'être un fait nouveau, l'Afrique manque encore énormément de médecins pour atteindre le seuil minimal de 5% recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). (Sauneron, 2011) Les flux migratoires des médecins africains vers les pays développés restent un phénomène complexe à

expliquer. Cependant, certains facteurs font la lumière sur les raisons de ce flux d'émigration de ces professionnels de la santé; le manque d'occasion favorable, un meilleur salaire (motivations économiques), meilleur niveau d'éducation pour les enfants, un environnement de vie et de travail plus confortable (motivations professionnelles) et une crise économique ou politique dans le pays d'origine. En conséquence, l'Afrique subit d'importantes pénuries chroniques de travailleurs de la santé, ce qui entrave l'accès aux soins de santé pour les populations.

Ce phénomène est communément appelé « *fuite des cerveaux* ». Depuis les années 1960, peu de temps après les indépendances, cette migration temporaire s'est établie comme un phénomène permanent. (Ngwé, 2018) Les professionnels qualifiés quittaient alors leur pays d'origine pour rechercher de meilleures opportunités ailleurs. (Ngwé, 2018) Dès lors, l'Afrique subit les conséquences de cette fuite de capital humain, touchant plusieurs aspects de société (social, politique, économique, territorial, scientifique et technologique). Ceux qui reçoivent une bonne éducation en Afrique sont souvent incités à partir à la rencontre des emplois mieux rémunérés ou une meilleure qualité de vie dans d'autres pays, laissant leur pays d'origine dans une situation pire. (Carroll et Obscherning, 2019) Il va de soi que les personnes étudiantes qui en ont les moyens se concentrent sur des formations qui leur permettent d'acquérir des compétences recherchées sur le marché mondial du travail. (Ngwé, 2018)

En outre, la fuite des cerveaux entraîne également une diminution des revenus des États. De manière générale, les individus qualifiés bénéficient d'un niveau de revenu plus élevé dans d'autres pays et leur départ signifie la perte de leurs dépenses dans leur pays d'origine. (Rapoport, 2010) Il est bien connu que les revenus jouent un rôle crucial dans la croissance économique et le financement des projets publics. Cette perte de revenu fiscale s'accroît davantage lorsque l'État finance leur éducation et qu'il y a non-retour sur investissement, étant donné, que ces personnes mettent à profit leurs qualifications dans un autre pays. (Rapoport, 2010) Selon Ghosh (2019), la dépendance

aux ressources humaines se caractérise par la formation et la perte d'une partie de la main-d'œuvre de qualité sans compensation.

En fait, cette perte en capital humain a des répercussions non seulement sur l'accroissement de la dépendance aux travailleurs étrangers en Afrique, mais aussi sur le frein au développement des compétences locales. (Carroll et Obscherning, 2019) Plusieurs économistes pensent à limiter les effets pervers sur les économies en développement en instaurant une « taxe internationale sur les cerveaux ». (Rapoport, 2010) Ces inconvénients contribuent énormément au cycle de sous-développement. La perte, par la migration, de ces jeunes travailleurs instruits pèse lourdement sur les régions et cela entraîne un coût social élevé dont le capital humain est d'ores et déjà une source rare. Pour remédier à ce problème, Ngwé (2018) propose d'« ouvrir la voie à de nouvelles formes de coopération, à de nouvelles modalités de développement des pays africains et à de nouvelles formes d'influence qui puisent leur force dans la socialisation internationale. »

L'Afrique possède une force de travail exceptionnelle, avec une population jeune et en croissance rapide, elle possède une vaste main-d'œuvre. Cette dynamique démographique doit être considérée comme une ressource précieuse pour favoriser la croissance économique, l'innovation en matière technologique et le progrès social. Cependant, nous l'avons souligné, plusieurs défis subsistent. Parmi eux, on peut mentionner le taux élevé de chômage, les écarts de compétences et les lacunes des systèmes d'éducation et de formation professionnelle. Malgré ces défis, de nombreux pays africains, dont la RDC, sont conscients et reconnaissent l'importance de développer leur capital humain. Par ailleurs, les partenaires internationaux, tels que la Chine, offrent des opportunités supplémentaires pour développer et renforcer les compétences des travailleurs locaux.

Conscients de ces défis, dans le point suivant nous procéderons à une analyse de notre cas d'étude en ce qui concerne les ressources humaines chinoises afin d'identifier toute forme de dépendance éventuelle. À cette fin, nous dresserons le profil des migrants chinois en Afrique, en analysant leur adaptation, les défis auxquels ils font face et leurs objectifs.

3.5 Migrants et travailleurs chinois en Afrique

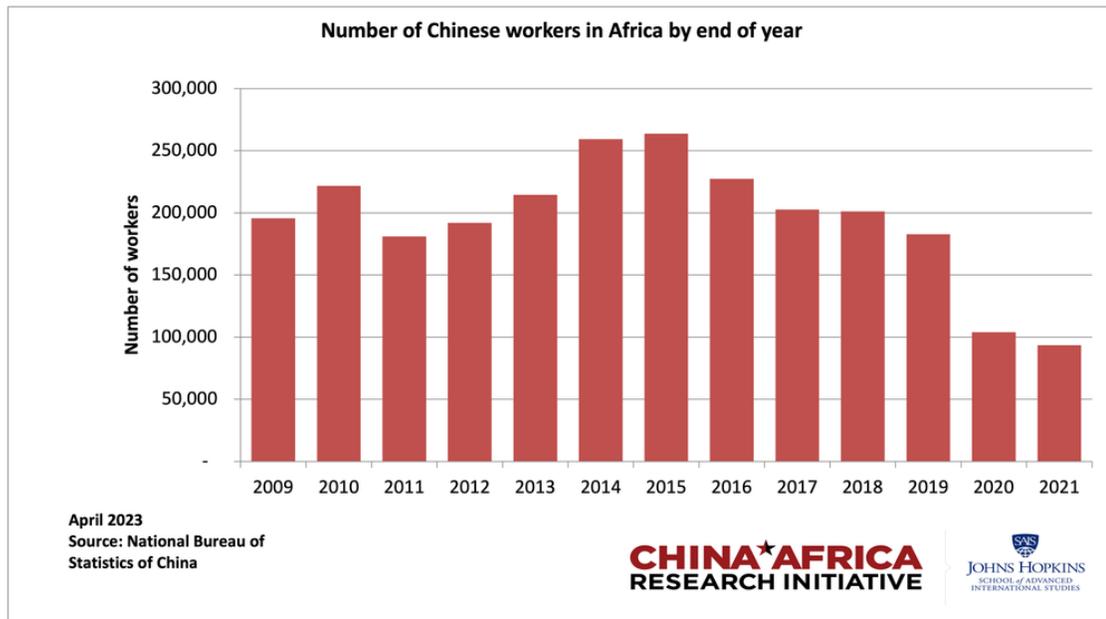
Entre 1950 et 2010, la Chine a développé un capital humain conséquent, se faisant l'un des nombreux facteurs déterminants de la croissance du pays. (Makhtar, 2015) Le capital humain en Afrique a lui aussi quadruplé en moyenne, en revanche, la qualité de l'éducation crée une disparité avérée entre l'Afrique et la Chine. (Makhtar, 2015) De plus, l'Afrique connaît une migration massive qui maintient le taux d'emploi des populations locales à un faible niveau. (Lisimba, 2020e) Ainsi, elle pourrait être plus enclin à devenir dépendant aux travailleurs étrangers chinois (main-d'œuvre).

Au cours des dernières décennies, la Chine s'est fortement engagée à apporter son soutien aux nations africaines, notamment dans la lutte contre des épidémies telles que l'épidémie d'Ebola et la pandémie de COVID-19. Cela s'est manifesté par l'envoi de ressources humaines et de divers matériels médicaux, démontrant ainsi l'implication de la Chine dans ces situations. Avec le renforcement des relations sino-africaines, tant sur le plan politique que commercial, la migration des populations entre la Chine et l'Afrique s'intensifie également. Il est difficile d'évaluer le nombre de Chinois en Afrique, car les estimations officielles varient énormément, mais on estime qu'il y a plus d'un million de Chinois en Afrique. (Bermond *et al.*, 2015)

Dans la *figure 3* ci-dessous, nous pouvons avoir un aperçu du nombre de travailleurs chinois en fin d'année de 2009 à 2021³. Ce que nous pouvons remarquer, c'est que depuis 2018, le nombre de travailleurs est en baisse. Cette tendance s'explique en partie en raison des difficultés à voyager lors de l'épidémie de COVID-19. (China Africa Research Initiative, 2023) En 2021, les pays qui comptaient le plus grand nombre de travailleurs chinois en Afrique étaient, par ordre décroissant, l'Algérie, la République démocratique du Congo, le Nigéria, la Guinée et l'Éthiopie. (China Africa Research Initiative, 2023) Ensemble, ces cinq pays représentaient 42% de l'ensemble des travailleurs chinois en Afrique à la fin de l'année 2021. (China Africa Research Initiative, 2023) Ainsi, la représentativité des travailleurs chinois en Afrique peut varier en fonction du pays d'accueil et du secteur d'activité. Ce que nous constatons, c'est qu'il y a une présence plus significative de travailleurs chinois dans les pays où la Chine entretient des liens économiques étroits.

³ Ces chiffres englobent à la fois les travailleurs chinois envoyés pour travailler sur des contrats de construction d'entreprises chinoises en Afrique et les travailleurs chinois embauchés pour d'autres services de main-d'œuvre, comme le travail dans des usines. (China Africa Research Initiative, 2023) Ces chiffres sont fournis par les entrepreneurs chinois et ne prennent pas en compte les migrants informels tels que les commerçants et les travailleurs indépendants. (China Africa Research Initiative, 2023)

Figure 3. Nombre de travailleurs chinois en Afrique en fin d'année entre 2009 et 2021.



Source: National Bureau of Statistic of China. (2023). Données: Nombre de travailleurs chinois en Afrique en fin d'année. *Johns Hopkins University SAIS China-Africa Research Initiative*. <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa>.

De plusieurs manières, les activités des migrants chinois qui vivent et travaillent maintenant en Afrique ont contribué à changer la perspective de la diplomatie de charme de Pékin de manière significative et à provoquer certaines inquiétudes chez les citoyens des pays africains. (Wang et Esi A., 2014) La présence des travailleurs chinois en Afrique a suscité des débats et des réactions variées auprès des communautés. Cependant, une critique récurrente est que les travailleurs chinois sont accusés de voler les emplois des Africains sur le continent. Entre autres parce que les entreprises chinoises ont tendance à engager leur propre main-d'œuvre pour les projets qu'elles entreprennent en Afrique plutôt que d'embaucher des travailleurs locaux, ce qui peut entraîner des tensions avec les travailleurs africains qui se sentent exclus des

opportunités d'emploi. Ces accusations ne sont pas nécessairement justifiées. Nous verrons que la situation est souvent plus complexe que cela et qu'elle ne peut être réduite à une question de vol d'emplois. Nous devons nous pencher sur l'essence même de la migration chinoise et de leurs objectifs pour avoir une idée plus globale de cet enjeu.

D'abord, les migrants chinois peuvent être classés en trois catégories différentes : les migrants de travail (semi-qualifiés ou qualifiés), les petits entrepreneurs et les migrants de transit. (Li, 2020) Pour plusieurs raisons, que nous verrons plus bas, peu de nouveaux migrants développent un attachement à l'égard du lieu. (Li, 2020) Il semblerait qu'ils aient une vision très à court terme de leur passage en Afrique, notamment en raison des nombreux défis liés auxquels ils font face. Le premier grand défi reste les conditions de vie, très différentes entre la Chine et les pays africains, au niveau des conditions géographiques, météorologiques (climat chaud et humide), niveau de développement, des habitudes de vie, etc. (Li, 2020) Dans certaines villes africaines, les conditions de vie sont très difficiles, même si les entreprises chinoises font de leur mieux pour instaurer un bon cadre de vie et de travail, reste que l'environnement extérieur hostile de certaines villes est inéluctable. (Li, 2020)

Ensuite, le deuxième défi auquel les migrants chinois font face est sécuritaire. En raison des images médiatiques des pays africains en Chine, l'insécurité est la première impression ressentie par les Chinois migrants envers les pays africains. (Li, 2020) Ce qui fait que la Chine est davantage contrainte de se soucier de la sécurité de ses ressortissants et ses entreprises en Afrique (Cabestan, 2013). La gestion des immigrants impose aux autorités chinoises à travailler en étroite collaboration avec les forces de sécurité locales africaines. (Cabestan, 2013) Plusieurs facteurs et défis font que les migrants chinois poursuivent tous les mêmes logiques migratoires, c'est-à-dire, profiter des opportunités d'enrichissement sur le continent africain. (Li, 2020) Ce contexte migratoire fait qu'ils font face à des défis au niveau des relations sociales avec les

locaux. Ils ont beaucoup plus de difficulté à s'intégrer. Ainsi, les interactions et leurs échanges sont peu fréquents et très courts avec la population locale et se restreignent au travail. (Li, 2020) En raison des caractéristiques spécifiques de la migration des populations chinoises en Afrique, il est encore difficile d'affirmer de manière catégorique qu'il existe une dépendance avérée aux ressources humaines étrangères.

Par conséquent, le manque de main-d'œuvre qualifiée en Afrique peut être source de dépendance. La migration de travailleurs peu qualifiés en Afrique est majoritairement intrarégionale (à 80%). (Organisation internationale du Travail, 2019) Il semblerait qu'il y a un décalage entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail. Prenons pour exemple, le métier d'ingénieur qui est relié à l'innovation technologique et l'expansion des industries. En 2010, l'UNESCO a publié un premier rapport intitulé « *L'ingénierie au service du développement durable* » qui a révélé que l'Afrique comptait en moyenne un ingénieur pour 10 000 habitants, comparativement un ratio de 55/10 000 au Canada et 36/10 000 en France. (UNESCO, 2010) Plus récemment, le deuxième rapport, publié en mars 2021, rapporte que l'Afrique continue d'avoir le plus faible ratio d'ingénieurs par habitant de toutes les régions du monde. (UNESCO, 2021) D'autant plus inquiétant, c'est la faible qualité des ingénieurs dans la plupart des pays africains dus au manque de ressources dans l'enseignement universitaire. Le rapport de l'UNESCO (2021) ne manque pas de spécifier que : « Avec une formation d'ingénieurs de mauvaise qualité offerte dans la plupart de ses universités, l'Afrique pourrait également manquer les gains qui pourraient découler de l'intelligence artificielle, des écosystèmes de mégadonnées et du développement de villes intelligentes ».

Outre les conséquences telles que le ralentissement de la croissance économique, le retard technologique et les limitations dans le développement des infrastructures, le manque d'ingénieurs compétents disponibles localement peut contraindre les pays africains à recourir à des experts étrangers. C'est uniquement en se basant sur cette

catégorie de travailleurs spécialisés que l'on peut affirmer qu'il y a une dépendance au capital humain étranger. Par conséquent, nous ne pouvons pas statuer sur le fait qu'elle soit uniquement chinoise. L'ampleur de cette dépendance semble varier d'un pays et d'un projet à l'autre.

En plus d'un manque accru de mains-d'œuvre spécialisées, la situation de l'emploi en République Démocratique du Congo, tout comme dans la plupart des pays africains, est marquée par un décalage entre la formation et les emplois disponibles. (Organisation internationale du Travail, 2021) Les niveaux de compétences de la main-d'œuvre sont souvent insuffisants et ne répondent pas aux besoins du système de production, de transformation et de commercialisation. (Organisation internationale du Travail, 2021) De plus, les jeunes congolais sont confrontés à de nombreux obstacles pour trouver un emploi décent et correctement rémunéré dans des conditions de dignité et d'équité. (Organisation internationale du Travail, 2021) L'incapacité du secteur formel à absorber la plupart des jeunes demandeurs d'emploi, ainsi que le retard pris dans le processus de mise à la retraite des fonctionnaires du secteur public, sont des facteurs qui contribuent à l'aggravation du chômage. (Organisation internationale du Travail, 2021)

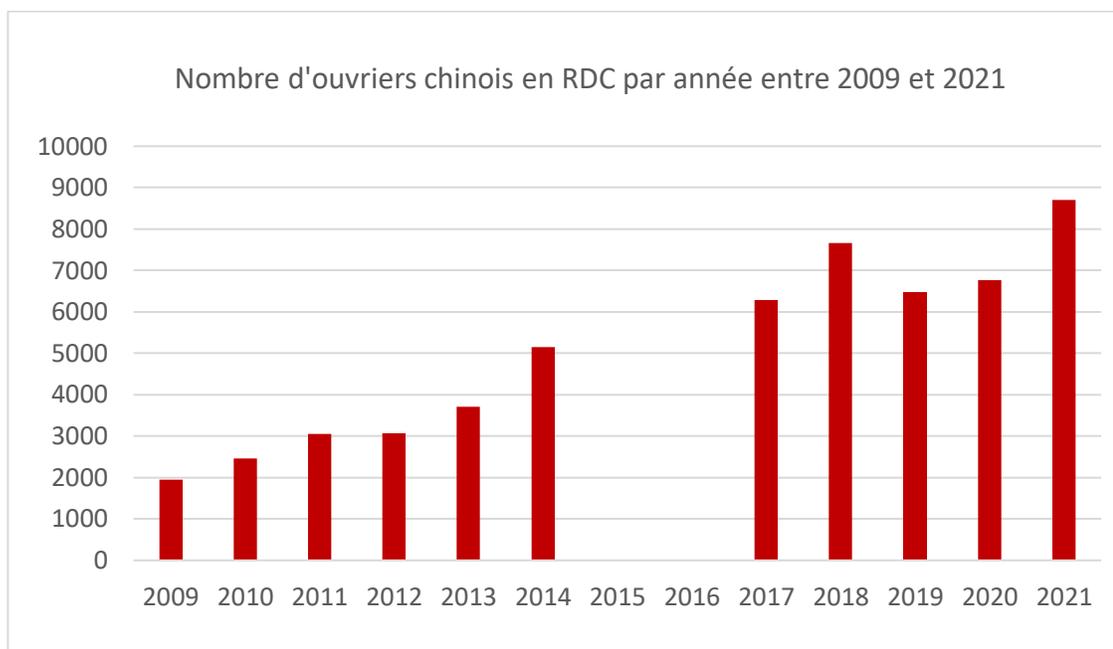
Par ailleurs, on constate une pénurie de travail décent dans de nombreux secteurs d'activité, ainsi qu'une faible diversité de compétences, notamment celles qui pourraient contribuer à l'amélioration de la productivité des filières agricoles et non agricoles. (Organisation internationale du Travail, 2021) Par conséquent, il est crucial que les parties prenantes des différents secteurs soient en mesure d'anticiper les futurs besoins de compétences et les métiers associés, en accordant une attention particulière aux métiers innovants (métiers verts), et d'harmoniser l'offre de formation avec l'évolution du marché du travail. (Organisation internationale du Travail, 2021)

Cette situation peut s'améliorer par le développement du capital humain, en commençant par l'éducation et le transfert du savoir-faire. Il est certain qu'avec des ressources limitées, la RDC doit prendre des décisions assez difficiles concernant ses investissements en capital humain. Malgré les années de crises et la détérioration du système éducatif, la RDC a su maintenir un nombre d'ingénieurs adéquat. (Herderschee *et al.*, 2012)

Bien que les critiques puissent donner l'impression que la présence d'ouvriers chinois en RDC est très grande, dans la *figure 4*⁴ ci-dessous, nous pouvons remarquer qu'elle est relativement basse, mais toujours en hausse d'année en année. De manière générale, cette hausse s'explique par les investissements massifs de la Chine dans des secteurs d'activité tels que le développement des infrastructures et l'important marché des ressources naturelles en RDC.

⁴ Les données sur le travail de l'année 2015 et 2016 sont enregistrés sous la forme 0, car ils ont été omis dans l'annuaire par le Bureau national des statistiques de Chine.

Figure 4. Nombre d'ouvriers chinois en RDC entre 2009 et 2021.



Source: National Bureau of Statistic of China. (2023). Données: Travailleurs chinois en Afrique. Johns Hopkins University SAIS China-Africa Research Initiative. <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa>.

En ce qui concerne le domaine technologique et industriel, il n'est pas possible de conclure à une dépendance aux ressources humaines chinoises. Les particularités migratoires des travailleurs chinois, ainsi que les conditions du marché du travail en RDC, rendent difficile l'établissement d'une dépendance claire. L'évaluation de la dépendance aux ressources humaines d'un pays dans un secteur donné nécessite la prise en compte de divers facteurs. Cela inclut la disponibilité des compétences locales, la demande de main-d'œuvre dans le secteur, les politiques d'immigration, et d'autres facteurs socio-économiques. En résumé, l'analyse de la dépendance aux ressources humaines doit prendre en considération un ensemble complexe de variables pour permettre une évaluation précise de la situation.

Dans le cas spécifique de la RDC, il serait nécessaire d'examiner en détail la situation du marché du travail, les politiques d'immigration en vigueur, et les caractéristiques spécifiques des travailleurs chinois présents dans le pays pour déterminer s'il y a une dépendance aux ressources humaines chinoises dans le domaine technologique et industriel. Sans une analyse approfondie de ces éléments, il n'est pas possible de parvenir à une conclusion définitive sur cette question. Une étude approfondie permettrait de mieux comprendre la dynamique de l'emploi dans ces secteurs, les compétences disponibles localement, ainsi que l'impact global de la main-d'œuvre chinoise sur le marché du travail congolais.

3.5.1 Comparaison

La Russie se concentre principalement sur les secteurs de l'énergie, de la défense et des matières premières en Afrique. Cependant, la présence de travailleurs russes sur le continent reste relativement limitée, malgré la présence d'entreprises russes actives en Afrique. Cette situation s'explique en partie par le fait que la Russie n'a pas une présence économique aussi importante que celle de la Chine. Par conséquent, le nombre de travailleurs russes travaillant en Afrique est relativement bas. Il est difficile de donner un chiffre exact sur le nombre de Russes présents en Afrique, car il n'y a pas de données exhaustives disponibles.

Ensuite, la présence limitée de travailleurs russes en Afrique peut s'expliquer par le fait que la Russie ne fait pas face à la même pression démographique que la Chine. (Arkhangelskaya et Shubin, 2013) Ainsi, elle ne porte pas un intérêt à poursuivre une émigration de masse vers l'Afrique ou favoriser des programmes qui engendrent du travail. (Arkhangelskaya et Shubin, 2013) Ainsi, la Russie est très différente, elle ne poursuit pas les mêmes ambitions que la Chine. En définitive, il n'y a pas de facteurs

uniques expliquant pourquoi les Russes n'émigrent pas en grand nombre en Afrique, mais plutôt un ensemble de facteurs qui seraient économiques, culturels et politiques qui rendent cette option moins attrayante pour les Russes que d'autres régions du monde.

En ce qui concerne le partenaire américain, il est difficile d'établir une comparaison directe entre leurs travailleurs et ceux de la Chine en Afrique, car ils opèrent souvent dans des industries et des secteurs différents. Les travailleurs américains en Afrique sont généralement employés par des entreprises américaines ou occidentales et possèdent fréquemment des qualifications élevées, détenant des compétences spécialisées dans leur domaine d'expertise. Ils sont souvent engagés pour des rôles de gestion ou pour fournir une expertise technique dans des projets spécifiques. En revanche, les entreprises chinoises sont plus prédominantes dans les domaines des infrastructures, de la construction et des télécommunications.

De plus, la présence des travailleurs américains est beaucoup moins documentée et critiquée. Il n'y a pas une présence importante de travailleurs américains en Afrique, comparativement aux travailleurs chinois. Il semblerait que les entreprises américaines ont tendance à se concentrer sur l'investissement, le soutien et la fourniture de biens et de services, plutôt que sur l'importation de travailleurs. En 2021, les échanges de biens et services américains avec l'Afrique ont totalisé 83,6 milliards de dollars. (La Maison-Blanche, 2022)

Cependant, il y a une importante présence d'organisations américaines en Afrique, telles que des ONG (Organisations non gouvernementales), des organismes de développement et des entreprises privées. Pour n'en citer que quelques-unes, nous retrouvons, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la Fondation américaine pour le développement en Afrique (USADF) et la Société américaine de financement du développement international (DFC). (La Maison-Blanche, 2022) Évidemment, ces organisations peuvent employer des travailleurs

locaux et des travailleurs américains qui tiennent généralement les rôles de gestionnaires ou d'experts.

À la différence des travailleurs américains ou russes, qui sont moins visibles et présents, les travailleurs chinois se font plus remarquer. Plusieurs facteurs expliqueraient que les travailleurs chinois soient plus perceptibles que les autres travailleurs étrangers en Afrique : les cultures de travail différentes de celles des travailleurs africains, l'investissement massif, l'ampleur et la durée des projets.

Depuis le lancement de la politique « *Go Global* » en 2000, suivie de l'initiative *Belt and Road* du président Xi Jinping en 2013, la Chine a augmenté considérablement le volume de constructions d'infrastructures à l'étranger. (Ghiselli et Morgan, 2023) Le nombre de contrats signés par les entreprises chinoises à l'étranger a plus que doublé, passant de moins de 6 000 en 2004 à près de 12 000 en 2019. (Ghiselli et Morgan, 2023) En raison des investissements massifs que la Chine a effectués en Afrique, cela a entraîné un important afflux de travailleurs chinois sur le continent. Ces investissements étaient principalement destinés à des projets d'infrastructure d'envergure et de développement, cela implique que les travailleurs chinois sont souvent impliqués dans la construction de routes, de ponts, de barrages, d'aéroports et, etc. Le nombre de travailleurs chinois varie beaucoup selon les différents pays hôtes. D'après les archives chinoises, le nombre de travailleurs chinois envoyés pour travailler sur des projets d'infrastructure a presque quintuplé, passant d'un total mondial de 79 000 en 2002 à 368 000 en 2019, avec un pic de 405 000 en 2015. (Ghiselli et Morgan, 2023) Parmi ceux-ci, environ un quart ont été envoyés en Afrique subsaharienne, tandis qu'un tiers ont travaillé dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. (Ghiselli et Morgan, 2023).

Des recherches antérieures ont montré que les entreprises chinoises aiment faire venir leurs propres travailleurs parce qu'ils nécessitent moins de formation, travaillent

efficacement et aident à éviter les problèmes difficiles de relations de travail. (Ghiselli et Morgan, 2023) Les travailleurs chinois ont souvent des cultures de travail différentes de celles des travailleurs africains. Ils sont souvent perçus comme étant disciplinés, rigoureux, axés sur les résultats et disposés à travailler de longues heures. Ces qualités peuvent les rendre appréciés dans certains contextes professionnels.

Par conséquent, les travailleurs chinois ont été critiqués pour avoir pris des emplois locaux et sapé les normes de travail en étant disposés à travailler plus longtemps avec moins de jours de repos, ce qui a généré des conflits culturels. (Ghiselli et Morgan, 2023) Une méta-analyse réalisée en 2021 sur les pratiques de travail chinoises en Afrique a montré des preuves de tensions dans les relations de travail, motivées en partie par des pratiques courantes en Chine, telles que le travail le week-end et les systèmes de dortoirs, qui ne sont pas courantes dans de nombreuses économies africaines. (Ghiselli et Morgan, 2023) À la différence des autres travailleurs étrangers, ce sont ces facteurs qui attirent l'attention sur les travailleurs chinois.

Ces dernières années, les entreprises de construction chinoises ont rapidement pris une place prépondérante dans le secteur des infrastructures en Afrique, faisant de la Chine le principal constructeur du continent. (Ghiselli et Morgan, 2023) Cette domination se reflète dans les villes et les villages à travers les nombreuses réalisations des entreprises de construction chinoises. (Ghiselli et Morgan, 2023) Étant donné la longue durée et l'ampleur de ces projets, les travailleurs chinois sont souvent plus visibles que les travailleurs étrangers d'autres pays. La présence considérable de travailleurs chinois affiliés à ces projets est l'un des aspects les plus controversés de l'engagement économique de la Chine en Afrique et dans le reste du monde. (Ghiselli et Morgan, 2023)

Enfin, nous sommes d'avis qu'il reste du ressort des gouvernements de s'assurer que les entreprises chinoises embauchent des travailleurs locaux dans les projets. Peu

importe l'entreprise étrangère avec qui le contrat est signé et même si cela implique que les projets prennent plus de temps à s'achever. Si aucune négociation n'est faite, en plus de la situation du marché du travail fragile en RDC, cela peut finir par porter préjudice à long terme pour l'économie locale et le marché de l'emploi.

3.6 Conclusions

Dans ce chapitre, nous nous sommes concentrés sur la dépendance technologique et industrielle dans les relations sino-africaines. Cette dépendance se manifeste lorsque l'on dépend de technologies spécifiques. Si un pays n'a pas accès à ces technologies ou n'est pas en mesure de les maîtriser, cela peut considérablement limiter sa capacité d'innovation, de compétitivité et d'adaptation aux changements technologiques. Notre réflexion s'est développée selon plusieurs directions. Avant même de pouvoir analyser une quelconque dépendance, nous nous devons de présenter un portrait des aspects importants qui contribuent à laisser croire qu'il y a une dépendance.

Nous avons commencé par analyser l'écart technologique entre la Chine et la RDC, car la différence de niveau technologique peut donner à la Chine un pouvoir d'influence significatif et pourrait potentiellement conduire à une dépendance accrue des pays africains à son égard pour leurs besoins technologiques. En ce sens, si ces pays deviennent trop dépendants de la Chine pour l'assistance et les mises à niveau technologiques, cela pourrait limiter leur capacité à développer leurs propres industries technologiques. Ensuite, nous nous sommes penchés sur un domaine technologique précis qui est la présence de la Chine dans le domaine de la télécommunication en RDC.

À la suite de notre analyse, nous avons déterminé qu'il est difficile de déterminer si l'Afrique est réellement dépendante de la Chine dans le domaine technologique, malgré l'influence que la Chine peut exercer. Les gouvernements africains ont opté pour un

partenaire qui peut répondre de manière rapide, fiable et économique à leurs besoins en matière de technologie. On pourrait considérer cela comme une préférence qui semble être davantage dictée par la nécessité de combler un besoin important.

Ensuite, mis à part le matériel, il y a également l'immatériel pour lequel les pays africains peuvent développer une dépendance, c'est-à-dire les formations et le transfert de connaissance. Dans le domaine de la technologie, le transfert de connaissance est un excellent moyen pour maintenir et améliorer le rendement à long terme d'une organisation. Il s'agit d'une bonne option pour sécuriser les savoirs de l'entreprise, en particulier lorsque les compétences sont peu formalisées ou basées sur l'expérience d'un professionnel. D'autant plus, il s'agirait de pouvoir briser l'accroissement de la dépendance socio-économique, culturelle et technologique. Par conséquent, notre inquiétude partait du fait que ce sont les entreprises chinoises qui contrôlent la diffusion des nouvelles techniques. Ainsi, ils seraient plus à même de pouvoir participer activement aux affaires économiques. En définitive, nous avons affirmé avec certitude qu'il n'y a pas de dépendance à ce niveau, car le transfert de compétences n'entraîne pas de retombées significatives ou de transferts importants de technologie (matérielle ou immatérielle) en raison de problèmes structurels de base et d'un accès limité au capital pour les investisseurs africains. De plus, en fonction des ressources disponibles et des besoins, les sources d'apprentissages restent multiples. Les travailleurs africains peuvent être formés par différentes entités, telles que les institutions éducatives, les organismes gouvernementaux, les entreprises et secteurs privés, les organismes internationaux et ONG et les partenariats public-privé.

Nous avons également envisagé que les pays africains développeraient une dépendance aux ressources humaines chinoise (main-d'œuvre, travailleurs) envoyée pour exécuter des projets d'envergure en Afrique. En plus du fait que la Chine possède le savoir et qu'elle détient en quelques sortes le pouvoir de le transmettre aux pays africains. Nous avons conclu par l'intermédiaire de la situation du marché du travail en RDC, le capital

humain, la *fuite des cerveaux*, le nombre et les caractéristiques migratoires des travailleurs chinois, qu'il est difficile de statuer sur une dépendance vis-à-vis des ressources humaines chinoises. En fait, plusieurs facteurs expliqueraient que les travailleurs chinois soient plus visibles et à même de faire face aux critiques. Parmi ces facteurs, on retrouve les différences culturelles en matière de travail par rapport aux travailleurs africains, les investissements massifs réalisés, ainsi que la taille et la durée des projets impliquant les travailleurs chinois qui les rendent beaucoup plus visibles que les autres travailleurs étrangers.

Enfin, nous concluons qu'il est plus que certain que les pays africains doivent effectuer un travail considérable en matière de capital humain, d'infrastructure technologique et de lutte contre la corruption, afin de réduire leur retard sur la Chine en matière d'innovation technologique. Pour atténuer le risque de dépendance, les pays africains doivent chercher à développer leurs propres industries technologiques et diversifier leurs partenariats avec des fournisseurs de technologie en provenance de partout dans le monde. Par ailleurs, il est essentiel de promouvoir le transfert de connaissances et de technologies de manière à renforcer les capacités des pays africains, leur permettant ainsi de développer leur propre capacité d'innovation plutôt que de dépendre uniquement de formations et de fournisseurs étrangers. Cela nécessite que les programmes soient élaborés en collaboration étroite avec les acteurs locaux et qu'ils mettent l'accent sur le renforcement des capacités locales. En plus de s'assurer que les entreprises chinoises embauchent des travailleurs locaux pour les projets.

CHAPITRE 4

DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Depuis plus d'une quinzaine d'années, la Chine a solidifié sa présence sur le continent et est parvenue à devenir le premier investisseur et le premier partenaire commercial et économique bilatéral de plusieurs pays africains. Dans ce chapitre, nous allons examiner la question de la dépendance économique et financière dans les relations sino-africaines, en mettant particulièrement l'accent sur la relation sino-congolaise. Il est primordial d'analyser attentivement ce sujet, car il joue un rôle crucial dans les dynamiques des relations entre les deux parties.

D'abord, la dépendance financière se traduit par une forte influence ou contrôle par d'autres entités des aspects économiques et financiers. Cet état de fait peut limiter le pays à prendre des décisions indépendantes ou à préserver une stabilité économique. Elle peut se manifester de différentes manières. Par exemple, un pays peut être dépendant d'un secteur économique, tel que les exportations de matières premières ou dépendre d'un seul client ou fournisseur pour la majorité de ses revenus ou approvisionnement.

Ensuite, la dépendance financière, elle se traduit par la dépendance de financement qui provient majoritairement de source externe comme des prêts, des investissements étrangers directs ou des aides financières. Elle peut être caractérisée par l'investissement dans la production de matières premières et de produits agricoles destinés à la consommation des pays développés. Ces sources deviennent essentielles pour maintenir l'activité économique. Cependant, il arrive que les bénéficiaires ne parviennent pas à rembourser leurs prêts, ce qui entraîne un endettement excessif. Cette situation rend le pays vulnérable aux fluctuations et aux conditions de financement.

Dans les points qui suivent, nous allons aborder plusieurs aspects cruciaux pour comprendre la dynamique économique et financière de la République démocratique du Congo. Ces éléments incluent les investissements directs étrangers, l'enjeu de la forte exportation des produits miniers de la RDC, l'importation des produits chinois en RDC (*made in China*), l'aide étrangère, les prêts et l'endettement. L'examen de ces aspects est essentiel pour appréhender la complexité de la dépendance économique et financière de la RDC vis-à-vis des acteurs étrangers et des flux financiers internationaux.

4.1 Investissements directs étrangers de la Chine en Afrique

Depuis les années 1990, les impacts des investissements chinois sur les différents secteurs en Afrique sont devenus un sujet de premier plan. (Abodohoui *et al.*, 2018) Les relations sino-africaines se sont développées sur la base d'une approche pragmatique axée sur les intérêts mutuels et les relations économiques. L'accent est mis sur la réalisation d'un ensemble de projets et la promotion d'une coopération mutuelle, reflétant ainsi un partenariat économique Sud-Sud.

Si l'on se concentre uniquement sur les critiques dans la littérature, on pourrait penser que les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine seraient motivés par trois principaux facteurs: les ressources naturelles, la recherche de marchés et les actifs. (Drogendijk et Blomkvist, 2013) Or, il est important de considérer que la portée des investissements directs étrangers chinois est très vaste. Elle touche presque tous les pays africains, incluant ceux qui n'ont pas de relations diplomatiques formelles avec la Chine. (Pigato et Tang, 2015) Donc, même si la majeure partie des investissements chinois en Afrique se concentre sur les pays qui sont riches en ressources, telles que la RDC, des données récentes révèlent qu'il y a une diversification croissante au niveau

des investissements. (Pigato et Tang, 2015) En ce sens, on ne peut pas déterminer un seul type d'investissement chinois en Afrique. Un grand nombre d'investissements sont réalisés dans différents secteurs, notamment, l'agriculture, la fabrication de meubles et de chaussures, le textile, le bois et le secteur de la pêche et la transformation du poisson (Gu, 2011).

Selon plusieurs chercheurs, la Chine a besoin de l'Afrique pour répondre au besoin de son industrie nationale et pour la recherche de marchés. (Abodohou et al., 2018) L'Afrique en tant que marché offre une population plus importante que l'Europe et le Japon réunis (Drogendijk et Blomkvist, 2013). Ainsi, il est clair qu'il y a des opportunités pour les deux parties, car la Chine est aussi un marché pour l'Afrique. Il n'est pas uniquement question des conditions des marchés africains, qui sont les mêmes pour tout entrepreneur, mais du caractère de l'entrepreneur chinois (Gu, 2011). Les entrepreneurs chinois sont prêts à se lancer dans des secteurs où la marge de bénéfice et la logistique d'approvisionnement sont très faibles au départ, car à long terme ils pourront bénéficier des positions de leader. (Gu, 2011) En d'autres termes, ce qui distingue les investisseurs chinois des autres, c'est qu'ils ne craignent pas les risques.

D'ailleurs, un premier aspect important de l'IDE de la Chine est de savoir où les entreprises chinoises tirent les informations et la dynamique d'investissement, car il s'agit d'un facteur central qui détermine l'entrée de ces entreprises sur les marchés africains. Jing Gu (2011) détermine que certaines sources d'informations sont plus précieuses que d'autres pour les investisseurs chinois. Par ordre d'importance, voici d'où les investisseurs chinois tirent leurs sources d'information: les amis et leurs réseaux, le gouvernement central, les ambassades chinoises en Afrique et finalement, les réseaux locaux d'affaires et communautaires en Chine et en Afrique (Gu, 2011). Les gouvernements locaux et les autres entreprises présentent dans la région semblent être des sources d'informations moins importantes (Gu, 2011).

Ensuite, un deuxième aspect de l'IDE chinois concerne le fonctionnement des entreprises internationales chinoises. Pour comprendre leur mode de fonctionnement, nous avons examiné l'internationalisation des entreprises ainsi que le cadre institutionnel chinois. Ce qui ressort des différentes analyses, c'est qu'un degré élevé de contrôle centralisé des entreprises qui s'internationalisent peut-être avantageux pour eux, dans la mesure où cela peut faciliter leurs efforts pour gagner en légitimité, assurer davantage le marché et sécuriser les ressources fondamentales. (Xiao *et al.*, 2013) D'autant plus, il permet de fournir une position économique et politique avantageuse par rapport à la concurrence présente sur le marché international (Xiao *et al.*, 2013). Le soutien institutionnel semble jouer un rôle central dans l'internationalisation des entreprises (Xiao *et al.*, 2013). Le gouvernement chinois a encouragé un grand nombre d'entreprises locales à saisir les opportunités à l'échelle internationales (Xiao *et al.*, 2013). Ainsi, malgré ce degré de contrôle institutionnel, le soutien que procure le gouvernement aux entreprises chinoises serait une source de motivation pour saisir le marché international et l'une des principales raisons pour laquelle les entreprises chinoises s'internationalisent. Les entreprises chinoises qui investissent en Afrique auraient trois avantages au niveau de la propriété. Le premier avantage découle de leur technologie à petite échelle, de leurs compétences en gestion et de leur expérience dans les produits standardisés. (Song, 2011) Le deuxième avantage est que les entreprises chinoises possèdent de solides compétences en matière entrepreneuriales. (Song, 2011) Le troisième est un avantage spécifique au pays d'origine, il s'agit du fort soutien aux entreprises privées chinoises qui investissent en Afrique. (Song, 2011)

4.1.1 Infrastructure contre minéraux

En 2007, l'accord "Infrastructure contre minéraux" entre la Chine et la RDC fut le plus grand projet d'investissement chinois en Afrique. Il a été signé au moment où le

Congo sortait de décennies de dictature, de conflits, de bouleversements politiques et d'instabilité. Le pays avait désespérément besoin de financement pour rebâtir le pays et se sortir d'une crise humanitaire persistante. Au départ, l'accord était fixé à 9 milliards USD avant d'être réduit à 6 milliards USD en raison de l'opposition du FMI, qui était inquiet des conséquences sur l'endettement de la RDC.

Par la suite, l'accord s'est appelé " Sicominex ou Société commerciale des mines et des métaux " qui a été créé en collaboration avec un consortium d'entreprises chinoises composé de la *China Railway Group Limited* (CREC) et SHINOHYDRO et le groupe congolais GECAMINES. (SCM, n.d.) Cet accord octroyait aux partenaires chinois des droits miniers sur le cobalt et le cuivre en RDC contre le développement d'infrastructures à travers le pays. Plus précisément, le gouvernement de la RDC accordait aux entreprises chinoises le droit de produire plus de dix millions de tonnes de cuivre et des centaines de millions de tonnes de cobalt. (IIED et WWF, 2015) En échange, la Chine a accordé plusieurs prêts à la RDC afin de pouvoir lancer l'exploitation de la Sicominex et de promouvoir le développement des infrastructures dans le pays en utilisant les compétences chinoises.

En plus de l'entreprise Sicominex, plusieurs autres acteurs chinois exploitent les plus grandes mines katangaises auprès d'autres acteurs internationaux. Ces dernières années, deux importantes mines ont été rachetées par des entreprises chinoises. En 2016, China Molybdenum a racheté les parts de *Freeport* (américaine) et *China Minmetals Corporation* celles d'*Anvil Mining* (canadienne). (Direction générale du Trésor, 2019) L'achat et le rachat ont fait en sorte que les entreprises minières chinoises dominent fortement ce marché qui représente le tiers de l'économie congolaise. Elles détiennent la quasi-totalité des mines dans la région en ayant massivement investi au Congo. (Théophile, 2022) Dans un contexte où la demande de métaux rares a connu une croissance exponentielle, ces investissements placent la Chine dans une position de

quasi-monopole mondial. Cette position lui confère un pouvoir considérable, lui permettant de façonner la géopolitique internationale de manière stratégique.

En revanche, des pays comme la RDC en profitent très peu. Sur le plan économique, les exportations de minerais de la RDC ont connu une forte augmentation. Cependant, des fluctuations cycliques importantes révèlent la forte dépendance du pays à la fois du marché chinois et des prix de quelques minerais spécifiques. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) De plus, l'accord Sicominex a bénéficié d'une exonération fiscale jusqu'à ce que les prêts liés aux infrastructures et à l'exploitation minière soient entièrement remboursés. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) Cela signifie que la RDC ne recevra pas de revenus substantiels de l'accord à court terme. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019)

Au cours de la première décennie de l'accord, les entreprises chinoises se sont principalement focalisées sur l'accès aux ressources naturelles précieuses. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) Cependant, les intérêts des communautés locales ont été négligés. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) Baptisé comme le "contrat du siècle" : « L'accord Sicominex démontre l'un des principaux problèmes des accords de cette nature. Il n'a jamais inclus aucune garantie de la valeur réelle que la population congolaise obtiendrait en échange de la principale source de richesse du pays. » (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) C'est l'une des raisons qui a poussé le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, à annoncer son intention de renégocier les contrats conclus par son prédécesseur Joseph Kabila. Il a affirmé que son pays n'a pas bénéficié de l'accord et que cela serait l'occasion de rééquilibrer les choses. Pour certains, cela met en évidence le piège derrière ces transactions et, d'une manière, alertent les autres pays africains. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019)

Pour d'autres, le problème réside dans le manque de suivi, transparence et responsabilité. Les industries extractives en RDC ont entamé le dialogue avec les

partenaires chinois pour plus de transparence, mais cette démarche ne semble pas avoir suffi. (IIED et WWF, 2015) Il faut dire que la RDC possède peu de capacité pour faire appliquer ses lois et faire le suivi par la suite. (IIED et WWF, 2015) Une solution à ce problème serait de créer des comités d'experts ou d'engager des consultants indépendants qui pourraient analyser ce genre de contrat et garantir que les intérêts nationaux seront satisfaits. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) Ainsi, ces comités pourront intégrer les négociations et, par la suite, ils auront la charge du suivi de la mise en œuvre des contrats. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019)

Enfin, ce que nous avons constaté, c'est que non seulement la RDC se retrouve dans une position désavantageuse où elle ressent le besoin de renégocier cet accord, mais également un sentiment de piège en découle. Il est certain que de futurs accords similaires offrent une opportunité de modifier le modèle suivi par Sicominex et la plupart des relations commerciales sino-africaines. (Larrarte et Claudio-Quiroga, 2019) Plus d'accords dans ce genre pourraient devenir une source de dépendance puisque cela impliquerait une concentration excessive des échanges commerciaux avec un seul pays et limite la diversification économique.

4.1.2 Comparaison

Du point de vue économique, la Russie et la Chine poursuivent des objectifs différents. En fait, les intérêts et l'influence de la Russie en Afrique sont moins évidents et moins dominants. Cette disparité peut s'expliquer par la structure économique distincte de chaque pays.

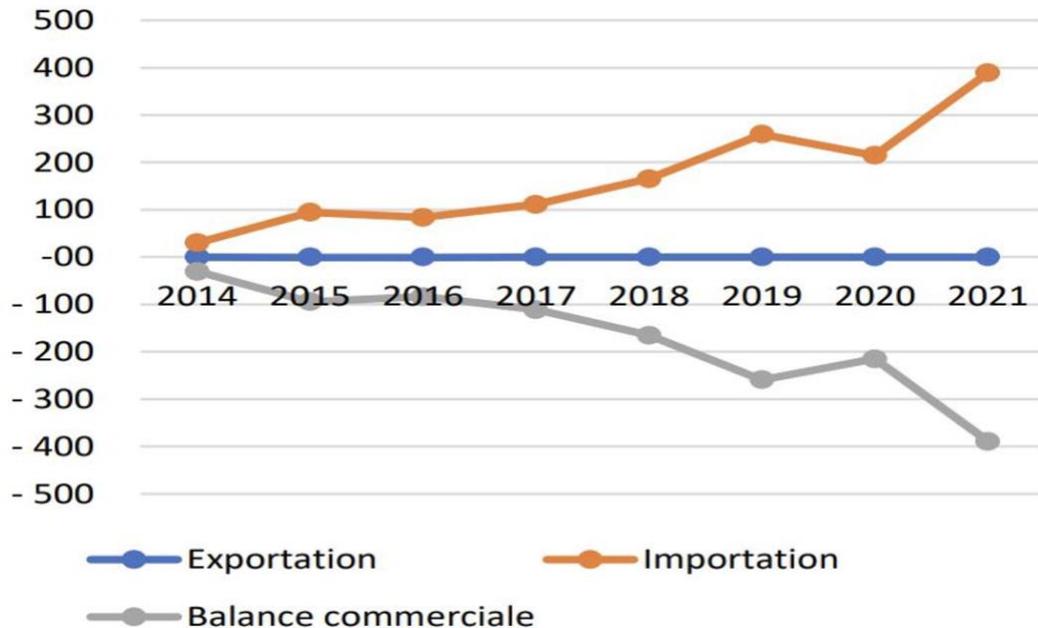
Lors du sommet Russie-Afrique de Sochi en 2019, qui symbolise le retour de Moscou en Afrique, le président russe Vladimir Poutine a voulu annoncer son retour et la reprise

des activités en Afrique. (Geopolitique-FASSE-ICP, 2022) Un changement notable réside dans le fait que la politique étrangère russe en Afrique n'est plus exclusivement guidée par l'idéologie. (Geopolitique-FASSE-ICP, 2022) Par le biais de ce rassemblement, on peut comprendre que Moscou veut de nouveaux débouchés, des alliés diplomatiques et stratégiques. (CEDEAO, 2019 ; D'Eyry, 2020)

Pendant cette réunion, Moscou avait pris l'engagement d'accroître de manière significative les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique dans les cinq prochaines années. (Siegle, 2023) À la place de cela, le commerce russo-africain a diminué chaque année depuis 2018, chutant de 30 % au total. (Siegle, 2023) Alors qu'en 2021, le commerce russe à l'échelle mondiale a regagné son niveau prépandémique. (Siegle, 2023) Cette chute dans le commerce russo-africain a été perçue comme une tendance à ne pas tenir ses engagements économiques en Afrique. (Siegle, 2023)

En ce qui concerne notre cas d'étude, la Russie a toujours représenté un partenaire significatif pour la République démocratique du Congo en matière d'échanges commerciaux. (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022) En 2021, le poids des échanges globaux de la Russie avec la RDC était de 0,6% et les échanges ont quand même augmenté de 1197% en valeur comparativement à l'année 2014. (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022) Peu importe l'année, la balance commerciale de la RDC avec la Russie affiche un déficit constant (*voir figure 5 ci-dessous*). (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022)

Figure 5. Évolution de la balance commerciale entre la Russie et le RDC entre 2014 et 2021, en milliards de CDF.



Source : Institut National de la Statistique de la RDC. (2022). Impact de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie congolaise: échanges commerciaux entre la RDC, la Russie et l'Ukraine | Institut National de la Statistique | RD Congo.

Ce que l'on peut déduire, c'est qu'en dépit d'une augmentation significative des échanges, la Russie demeure un partenaire mineur, ne rivalisant pas avec la Chine. Cette modeste performance peut s'expliquer par le fait que les entreprises russes ont peu à offrir, notamment en raison du manque d'investissements massifs de l'État russe. (Vigne, 2018) Les propos d'Alexeï Vassiliev, conseiller du président Poutine et ancien représentant spécial de la Fédération de Russie pour les relations avec l'Afrique, illustrent très bien l'état des relations russo-africaines: « Une chose est sûre, nous n'avons pas grand-chose à faire en Afrique, en termes de petites et moyennes entreprises même s'il y aura toujours des exceptions ». (Freland, 2015) Ces déclarations

soulignent la perception selon laquelle la présence et les opportunités d'affaires de la Russie en Afrique, en particulier dans le secteur des petites et moyennes entreprises, demeurent limitées, bien que des cas exceptionnels puissent exister.

En outre, il apparaît que l'exploitation des ressources constitue un domaine d'intérêt partagé pour la Russie et la Chine en Afrique. Cependant, leurs approches diffèrent. Comme observé, la Chine a opté pour une stratégie consistant à échanger des ressources contre des infrastructures. Tandis que la Russie utilise l'interventionnisme et la coopération militaire en échange d'un accès aux ressources naturelles. (Geopolitique-FASSE-ICP, 2022) Les services des sociétés militaires privées, tels que le groupe paramilitaire russe *Wagner*, viennent conforter et renforcer les régimes en place. (Geopolitique-FASSE-ICP, 2022) C'est une stratégie que la Russie maîtrise très bien. Son soutien à plusieurs États fragiles et isolés a considérablement renforcé sa capacité d'arbitrage et consolidé ses relations avec divers groupes politiques. (Ramani, 2021) Parallèlement, elle a exploité les ressources du groupe *Wagner* pour exercer une influence sur l'équilibre des forces sur le terrain. (Ramani, 2021) Le groupe est officiellement présent dans 17 pays africains, dont la RDC. (Iremos, 2022) Il semblerait que les gouvernements africains font souvent appel aux services de *Wagner* pour lutter contre les groupes armés rebelles, protéger des terrains miniers, fournir de l'équipement militaire, former les soldats, ou encore fournir un soutien militaire dans les différentes missions. (Iremos, 2022)

À travers ces efforts, nous pouvons comprendre que l'Afrique est clairement redevenue un terrain où Vladimir Poutine voudrait s'affirmer et se positionner en tant qu'acteur incontournable. C'est également l'occasion de mettre en valeur ses oppositions contre les normes occidentales et de se positionner en tant que médiateur de choix dans les conflits. (Ramani, 2021) Ainsi, pour affirmer son opposition, la Russie entretient des

relations commerciales et s'oppose de manière ferme aux sanctions multilatérales imposées contre des régimes africains (par exemple, le Zimbabwe sous Robert Mugabe, le Soudan sous Omar Al-Bachir, l'Érythrée et la République centrafricaine). (Ramani, 2021) Pour la Russie, il s'agit d'un soutien à la souveraineté, à la non-ingérence et plus précisément dans le but de dénoncer l'imposition des valeurs occidentales aux pays africains. (Ramani, 2021) Ces actions suscitent des interrogations approfondies sur la manière dont la présence russe en Afrique pourrait façonner les dynamiques politiques et diplomatiques dans la région. En s'opposant à l'imposition présumée des valeurs occidentales, la Russie contribue à une redéfinition du paysage géopolitique africain, avec des implications importantes pour les relations internationales et les aspirations démocratiques en Afrique.

L'approche russe, bien que déployée sous le prétexte de la protection de la souveraineté, est sujette à des interprétations variées. Certains observateurs y voient une tentative de contrer l'influence occidentale en renforçant les alliances avec des gouvernements souvent critiqués pour leur bilan en matière de droits de l'homme et de gouvernance démocratique. Cette orientation stratégique de la Russie, axée sur la défense des régimes autoritaires africains, n'est évidemment pas sans répercussions. (Ramani, 2021)

Bien que la puissance économique de la Russie se soit développée de manière durable en Afrique, elle reste limitée. D'une certaine manière, ces offres peuvent être moins attrayantes pour les élites africaines que celle proposée par la Chine. Nous ne pouvons pas citer beaucoup d'investissement russe qui a changé le profil économique de l'Afrique, tels que ceux de la Chine ou des États-Unis. Cette observation souligne une différence notable dans l'ampleur et la portée des investissements économiques entre ces acteurs internationaux en Afrique.

Même si ces deux acteurs extérieurs se rejoignent sur certains aspects, l'engagement de la Russie en Afrique reste très modeste. L'importance de la Russie comme partenaire commercial des pays africains reste faible, par rapport aux autres partenaires traditionnels. (Vigne, 2018) Il semblerait même que ce qui l'intéresse vraiment n'est que d'atteindre ces objectifs géostratégiques et l'Afrique serait un moyen d'y arriver. (Siegle, 2023) À l'instar de la Chine, qui poursuit ces objectifs de manière aussi stratégique que la Russie, il y a une dimension plus altruiste, partenariale et relationnelle des relations sino-africaines qui est indéniable et qui s'est construite tout au long de ces décennies.

Toutefois, l'Afrique a également besoin de la Russie afin de diversifier ses partenaires commerciaux et notamment de s'émanciper de l'influence économique des partenaires occidentaux. (D'Eyry, 2020) Un autre moyen d'émancipation serait d'augmenter les IDE en provenance d'autres pays africains. (Banque européenne d'investissement, 2022) Selon de récentes données, le flux d'IDE entre pays africains est seulement de 2,7% et plus de moitiés proviennent de l'Afrique du Sud. (Banque européenne d'investissement, 2022) Ainsi, si les pays africains commerçaient davantage ensemble, cela permettrait à ceux-ci de diversifier les partenaires et les sources de la demande et de l'offre, d'augmenter les IDE intracontinentaux et de réduire l'exposition face aux chocs économiques. (OCDE, 2022) En d'autres termes, il est impératif que l'Afrique adopte des stratégies continentales et régionales afin d'augmenter sa présence dans les chaînes de valeur.

En résumé, les investissements directs étrangers (IDE) chinois sont perçus comme un facteur positif pour l'Afrique, contribuant au développement des infrastructures et à l'accès à un vaste marché en expansion. Toutefois, il est crucial de considérer les inconvénients potentiels à long terme de ces initiatives chinoises. Les accords fondés sur le principe "infrastructures contre minéraux" nécessitent une réévaluation, car ils pourraient conduire à une dépendance économique excessive envers la Chine, sans

oublier les impacts environnementaux associés à certains projets. Ainsi, il est impératif que les gouvernements africains établissent des mécanismes appropriés pour assurer une coopération mutuellement bénéfique. De plus, la diversification des partenariats est essentielle pour éviter une dépendance exclusive envers un seul pays ou une seule économie.

4.2 L'exportation des produits miniers de la RDC

La République démocratique du Congo est non seulement le plus grand pays d'Afrique subsaharienne, mais également l'un des pays africains les plus riches en ressources naturelles. Elle regorge de ressources exceptionnelles, telles que des gisements de minerais (voir *Annexe C*), une étendue de terres arables, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde et un réseau hydrographique d'un grand potentiel.) En revanche, une grande majorité de sa population ne profite pas de ces richesses. Malgré ce potentiel, la RDC est l'un des cinq pays qui comptent la plus grande part de personnes vulnérables à la pauvreté. (Banque Mondiale, 2022) En 2021, 64% de la population du pays (un peu moins de 60 millions de personnes) vivait à peine avec 2.15 dollars par jour. (Banque Mondiale, 2022)

Malgré une demande importante pour le cobalt congolais, la République démocratique du Congo demeure l'un des pays les plus pauvres du monde. Les bénéfices tirés de la vente de cette ressource sont minimes, et l'économie du pays est extrêmement fragile en raison de l'instabilité politique persistante. (Mercier, 2018) Cette situation s'explique par le fait que les exportations africaines se composent principalement de produits primaires, dont les prix sur le marché sont plus bas et instables, contrairement aux produits transformés (tels que les produits manufacturés) qui ont une valeur plus élevée sur le marché. (Koomson-Abekah et Nwaba, 2018). Cela empêche les économies africaines d'atteindre l'effet/valeur des activités d'exportation. (Koomson-Abekah et

Nwaba, 2018 ; Lisimba, 2020d) De ce fait, à l'exception des États africains producteurs de pétrole et de minéraux, la plupart des États sont confrontés à des déséquilibres commerciaux considérables avec la Chine (Lisimba, 2020d). Les exportateurs africains sont dominés par des chaînes de matières premières à faibles valeurs, alors que les produits africains transformés se voient contraints à des barrières commerciales qui minimisent l'entrée des produits sur le marché chinois (Lisimba, 2020d).

Ces dernières années, en raison des violations des droits de l'homme dans les industries extractives, les entreprises occidentales sont de plus en plus réticentes à s'approvisionner en minerais en RDC. Alors que cette réticence n'est pas partagée par le gouvernement chinois et ses entreprises, cela a permis à la Chine d'augmenter l'extraction de ressources, principalement du cobalt et du cuivre, en République démocratique du Congo. (Bociaga, 2022) Ainsi, plusieurs projets lucratifs appartenant aux entreprises occidentales leur ont été retirés au profit des entreprises chinoises. (Ndungidi, 2021)

Ainsi, la diminution des investissements des entreprises occidentales en Afrique a créé une opportunité pour les entreprises chinoises de s'établir avec un avantage concurrentiel. (Lisimba, 2020a) Cet avantage leur a permis de surpasser la concurrence et de s'installer durablement sur le marché. Selon la Chambre des mines du Congo, les investisseurs chinois contrôlent environ 70 % du secteur minier congolais. (Ndungidi, 2021) Le contrôle de la Chine sur les mines de la RDC a eu un certain nombre de conséquences, à la fois positives et négatives. À l'évidence, les investissements chinois dans le secteur minier ont contribué à stimuler l'économie du pays et à développer des infrastructures. En revanche, l'exploitation minière chinoise a engendré des préoccupations environnementales concernant les impacts des opérations sur les forêts et autres habitats. Elle a également suscité de grandes inquiétudes concernant les impacts sociaux, notamment à cause des cas de violations des droits de l'homme et de l'exploitation des communautés locales dans le secteur minier qui ont été signalés.

Malgré la grosse croissance économique observée en RDC, elle reste fortement dépendante des exportations de matières premières et des produits de base. Rien qu'en 2016, la RDC figurerait parmi les pays africains très dépendants des exportations chinoises (*Vor Annexe D*). (Le Belzic, 2017) Cette croissance montre aussi la capacité de la Chine à exercer son influence économique et à intégrer les marchés. (Lisimba, 2020a) Le marché des produits de base, comme le cobalt, est très précaire. La RDC est devenue de plus en plus dépendante envers la Chine pour les investissements et l'aide, ce qui a suscité des inquiétudes quant à sa capacité à négocier des conditions favorables avec le gouvernement chinois. Le contrôle de la Chine sur des secteurs clés de l'économie de la RDC, tels que l'exploitation minière, lui a également conféré une influence politique importante dans le pays, pouvant avoir un impact potentiel sur la stabilité politique et l'indépendance de la RDC. Plusieurs efforts ont été mis dans la diversification économique. Cependant, 45 des 54 pays africains restent dépendants des exportations des matières du secteur primaire. (CNUCED, 2022)

En fait, conformément à la théorie de dépendance, cette structure commerciale entraîne une externalisation des politiques de développement économique (Lisimba, 2020a), qui se veut de déléguer une part des responsabilités de la gestion. Ce modèle fait en sorte que les économies de pays africains, comme la RDC, restent sous-développées, puisque leurs rôles dans leurs relations commerciales avec la Chine se limitent à l'approvisionnement en ressources et produits miniers. (Lisimba, 2020a) Or, le sous-développement est l'une des conséquences de la dépendance. Dans l'ensemble, même si le contrôle de la Chine sur les mines de la RDC a eu des conséquences économiques positives, reste qu'il a tout de même soulevé des inquiétudes quant à son impact potentiel sur l'environnement et les communautés locales, ainsi que son influence sur la politique et l'économie du pays. Ce type de régime prolonge les modèles classiques de dépendance, car la croissance économique de la RDC dépend énormément de l'achat de ressources par la Chine, qui varie en fonction de la demande pour ces matériaux. (Lisimba, 2020a) En général, les flux commerciaux avec la Chine sont devenus une

importante source de revenus pour l'Afrique. Le commerce bilatéral représente 50% du PIB de l'Afrique, ce qui la rend particulièrement vulnérable face aux variations de la demande chinoise et des prix des matières de base. (Herrero *et al.*, 2022)

4.2.1 Comparaison

Entre 2005 et 2015, le commerce entre la Russie et l'Afrique a augmenté de 185%. (Paczyńska, 2020) À l'instar de la Chine qui entretient des relations bilatérales commerciales avec une grande majorité des pays africains, la majorité des échanges de la Russie sont avec les pays d'Afrique du Nord, tels que l'Algérie, l'Égypte et le Maroc. (Paczyńska, 2020) Ainsi, la Russie est un acteur commercial mineur en Afrique subsaharienne. (Paczyńska, 2020)

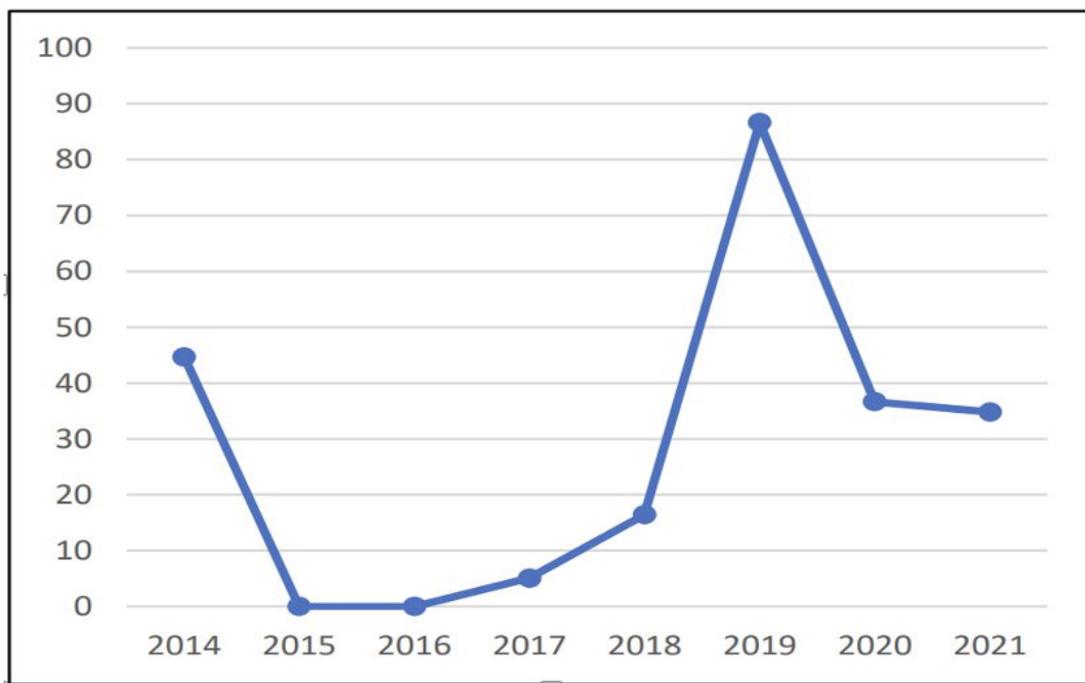
Au fil des années, les divers échanges politiques se sont accompagnés d'une expansion des relations économiques en Afrique. Pour faire court, les investissements proviennent du capital des entreprises publiques russes qui fournissent des crédits et investissent principalement en se fusionnant, acquérant et collaborant (coentreprises) avec des entreprises publiques africaines et sociétés étrangères sur le continent. (Paczyńska, 2020) La majorité des investissements sont dans les secteurs des ressources naturelles, tels que le pétrole, le gaz, les minéraux (particulièrement l'or et le diamant) et les métaux. (Paczyńska, 2020)

D'ailleurs, contrairement aux entreprises occidentales, les entreprises russes ne sont pas restreintes en termes de corruption, comme les *US Foreign Corrupt Practices Act* ou encore la Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption. (Paczyńska, 2020) Évidemment, l'absence de ces contraintes facilite considérablement aux

entreprises russes le maintien de relations avec des pays autoritaires qui ont fait l'objet de sanctions. (Paczyńska, 2020)

En ce qui concerne la RDC, les principales importations russes sont constituées principalement de pierres précieuses et de café. (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022) En revanche, elle en exporte très peu. En 2014, les exportations étaient de 45 millions CDF (franc congolais) comparativement à l'année 2021 qui est passée à 35 millions de CDF (*voir figure 6*). (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022) Pendant la période de 2015 à 2016, les importations étaient quasiment inexistantes.

Figure 6. Évolution des exportations de la RDC vers la Russie entre 2014 et 2021, en millions de CDF.



Source : Institut National de la Statistique de la RDC. (2022). Impact de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie congolaise: échanges commerciaux entre la RDC, la Russie et l'Ukraine | Institut National de la Statistique | RD Congo.

En somme, ce que nous en déterminons c'est qu'il est peu probable que la République démocratique du Congo développe une dépendance aux exportations vers la Russie. Bien que la Russie ne soit pas l'un des principaux acteurs miniers et importateurs en Afrique, sa présence dans le secteur a considérablement augmenté. Moscou saisit les opportunités de conclure des accords avec des États politiquement et économiquement isolés. En échange de son appui militaire, de son soutien politique et de ses armes, la Russie demande des droits miniers. (Kohnert, 2022) C'est ainsi qu'elle procède,

exploitant l'instabilité et les conflits sur les territoires pour atteindre ses propres objectifs. (Kohnert, 2022)

À l'évidence, la Chine est beaucoup plus présente et imposante en matière d'exportation des produits en provenance de la RDC. Ce qui fait d'elle un partenaire de choix. Toutefois, elle est fortement dépendante aux exportations de produits primaires, ce qui la rend plus vulnérable face aux chocs mondiaux. Dans l'ensemble, l'Afrique a le potentiel de se défaire de cette dépendance et de s'assurer d'intégrer ses économies dans les chaînes de valeurs mondiales. (CNUCED, 2022) Une piste de solution amenée par la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Rebeca Grynspan, est de s'attaquer « aux obstacles au commerce des services, en renforçant les compétences pertinentes et en améliorant l'accès à des financements alternatifs et innovants, la productivité manufacturière du continent peut être améliorée, stimulant la croissance économique et la transformation structurelle de l'Afrique pour de nombreuses années » (CNUCED, 2022).

En dépit du fait que les relations russo-africaines sont essentiellement militaires, la Russie reste pertinente en sa qualité d'acteur sur le continent africain. À la différence, elle poursuit une stratégie active d'influence qui ne se traduit pas par le poids des échanges commerciaux, mais plutôt par un aspect militaire et sécuritaire. C'est par cet intermédiaire qu'elle compte rétablir sa position sur la scène mondiale.

4.3 L'importation des produits chinois en RDC (*le made in Chine*)

Depuis le début du siècle, la Chine est considérée, par de nombreux experts, comme l'« atelier du monde ». Son ascension économique lui a véritablement permis de devenir

une grande puissance industrielle mondiale. Les produits « *made in China* » sont aujourd'hui exportés vers les quatre coins du monde rapportant une source de revenus importants. (Mulenda, 2013) À partir du début des années 2000, la Chine est devenue une source majeure d'importation pour une grande partie du continent africain. (Kernen et Mohammad, 2014) Dans le cadre de la théorie de dépendance, l'accroissement de la productivité économique (comme ce que connaît la relation sino-congolaise) se dit toujours accompagné de la modernisation du mode de consommation de la minorité dominante, qui se veut comme la cause évidente du développement dans des conditions de dépendance. (Furtado, 1971)

Cela dit, la venue des produits chinois a marqué une profonde rupture en raison des importants volumes d'importation et dans la façon de consommer des Africains. (Kernen et Mohammad, 2014) Par ailleurs, les importations chinoises ont remplacé les fournisseurs traditionnels (*voir appendice B*), fournissant des produits à des prix plus abordables que les économies développées (Abodohou et al., 2018). En ce sens, on peut déterminer que le pouvoir d'achat a augmenté pour les Africains. L'abondance et le bas prix des produits chinois permettent de répondre plus facilement aux besoins du marché africain. (Aiqin et Jianhong, 2017) Ces produits moins chers favorisent la consommation et stimulent l'économie, faisant entrer l'Afrique dans une ère de consommation de masse. (Kernen et Mohammad, 2014) En revanche, le marché d'occasion, sur lequel les consommateurs africains pouvaient déjà compter avant l'arrivée des produits chinois, continu d'être en essor. (Kernen et Mohammad, 2014) Donc, le marché de l'offre est un mélange de produits chinois neufs et de marchandise européenne de seconde main, souvent préféré des Africains jugé d'une qualité supérieure. (Kernen et Mohammad, 2014)

Force de constater que l'arrivée des produits chinois dans les marchés africains est à la base d'une révolution des modes de consommation et de l'émergence d'une nouvelle culture matérielle. (Kernen et Mohammad, 2014) Ils ont rendu accessible des articles

qui étaient jusque-là réservés aux personnes appartenant à la classe aisée. (Kernen, 2014) Par exemple, les véhicules motorisés, les électroménagers et l'électronique. L'arrivée des produits chinois a matérialisé « un rêve de développement et d'accession à une modernité consumériste. » (Kernen, 2014) Par conséquent, de plus en plus de contrefaçon de produits artisanaux et culturels africains en provenance de Chine inonde les marchés. (Wang et Esi A., 2014) C'est le cas des fabricants ghanéens qui ont exprimé leur mécontentement face à la pratique répandue de violation des droits de propriété intellectuelle en raison de ces contrefaçons. (Wang et Esi A., 2014)

Ensuite, l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et commerçants transnationaux a des conséquences sur l'économie politique du pays. (Kernen et Mohammad, 2014) Dans certaines presses nationales, tel que le *Potentiel* en RDC, on décrit l'Afrique comme une victime des commerçants chinois. (Kernen et Mohammad, 2014) Les commerçants chinois contrôlent tout le circuit de distribution des produits venant de Chine, qu'ils vendent 2 à 3 fois moins cher que les produits des commerces congolais. (Mulenda, 2013) Les activités d'importation, la revente de marchandise et la consommation des produits ont accru la concurrence dans certains secteurs, autrefois réservée aux élites politiques et à l'entourage du Président. (Kernen et Mohammad, 2014) L'arrivée des produits chinois aurait eu pour conséquence d'affaiblir les communautés locales. Dans le secteur du textile, ils ont contribué à la faillite des manufactures congolaises qui sont les moins compétitives. (Kernen et Mohammad, 2014 ; Mulenda, 2013) C'est le cas de deux filières de coton congolaises, Utexafrica au centre de Kinshasa (faillite) et Sotexki à Kisangani (stagnation), toutes les deux misent en difficulté en raison de la chute de la production du coton et d'une impitoyable concurrence des vêtements en coton en provenance principalement de la Chine. (Mulenda, 2013) Entre 1990 et 1996, la production de textile a chuté de 83%, malgré toutes les initiatives au niveau local pour relancer l'industrie du textile congolaise. (Essolomwa, 2016) Dans certains cas, la concurrence a forcé les manufacturiers à reconsidérer leur position dans le secteur et même à se diriger dans de nouveaux

secteurs qui seront plus lucratifs. (Kernen et Mohammad, 2014) De plus, ce qu'on peut comprendre, c'est que la présence des commerçants de produits chinois aurait engendré la perte d'influence des anciens importateurs. (Kernen et Mohammad, 2014) L'accroissement de l'implantation des entreprises chinoises en Afrique confirmerait leur influence sur le continent et leur accès aux ressources africaines, non seulement en termes de ressources naturelles, mais aussi en termes de marchés et d'actifs dans certains pays africains. (Drogendijk et Blomkvist, 2013) En somme, les produits *made in China* sont un avènement généralement bien accueilli, sauf lorsqu'il s'agit d'affaiblir les communautés locales et de la violation des droits de propriété intellectuelle.

4.3.1 Comparaison

En termes d'exportation, la Russie figure (comme la Chine) parmi les dix premiers fournisseurs de la RDC (voir *tableau 1*). (Institut National de la Statistique de la RDC, 2022)

Tableau 1 : Principaux Pays fournisseurs de la RDC en 2021

N°	Pays	Quantité (en tonnes)	Valeurs (en milliards de CDF)	Parts Valeur (%)
1	Chine	1 178 275	3 950	24,3
2	Afrique du Sud	967 817	2 394	14,7
3	Etat-Unis	156 956	1 319	8,1
4	Inde	362 430	1 144	7,0
5	Emirats Arabes Unis	563 384	785	4,8
6	Tanzanie	389 871	555	3,4
7	Zambie	1 130 885	547	3,4
8	Belgique	197 360	438	2,7
9	Russie	580 695	389	2,4
10	Allemagne	70 496	305	1,9
	Sous Total	5 598 170	11 826	72,7
	Autres pays	2 960 852	4 449	27,3
	Total	8 559 022	16 275	100,0

Source : Institut National de la Statistique de la RDC. (2022). Impact de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie congolaise: échanges commerciaux entre la RDC, la Russie et l'Ukraine | Institut National de la Statistique | RD Congo.

La Russie est l'un des plus grands exportateurs de blé dans le monde. En dépit de sa modeste présence économique sur le continent africain, elle a considérablement augmenté ses exportations de blé. À ce jour, l'Afrique est dépendante de la Russie à hauteur de 30% en termes d'approvisionnement en céréales. (Siegler, 2023) Avec la guerre menée par la Russie en Ukraine, la dépendance se fait davantage ressentir en Afrique (*voir Annexe E*). Dans le cas de la RDC, elle serait dépendante du blé russe et ukrainien à 68%. (Gaudiaut, 2022) Nous sommes portés à croire que l'augmentation des exportations de blé de la Russie vers l'Afrique pourrait fournir une base pour accroître son influence sur le continent. Cependant, il semble peu probable que le blé soit un facteur majeur dans la stratégie globale russe en Afrique, puisque son engagement est principalement axé sur des intérêts géostratégiques. En effet, les exportations de blé pourraient plutôt être une stratégie économique pour renforcer les liens commerciaux et créer des relations.

Mis à part le blé, elle est le premier fournisseur d'armes en Afrique, qui ont tendance à croître (Kohnert, 2022) La Russie contrôle la moitié du marché. (Siegler, 2023) En février 2021, la Russie a procédé à une importante livraison d'armes en RDC, comprenant 10 000 fusils Kalachnikov et environ 3 millions de cartouches de munitions. (Titeca, 2023a) Ce que nous comprenons, c'est que la Russie est en quête d'influence et que la livraison d'armes fait partie des incitations pour conquérir les dirigeants africains. Cela s'inscrit dans une stratégie plus large où les relations militaires et la fourniture d'armements constituent des leviers pour renforcer les liens et établir des partenariats avec les pays africains.

La présence de la Russie en Afrique est souvent vue comme le résultat de sa concurrence avec la Chine. (Arkhangelskaya, 2013) Or, la Russie poursuit des intérêts très différents de la Chine sur le plan économique, mais pas forcément incompatibles. (D'Eyry, 2020) La Russie n'est pas un grand exportateur de biens manufacturés comme la Chine. Elle ne peut pas rivaliser avec elle ni avec aucun autre pays, quand il s'agit

d'exporter des produits bon marché, puisqu'elle-même les importe de Chine. (Arkhangelskaya, 2013) La Chine est le premier exportateur mondial de biens manufacturés et s'est forgé une réputation dans la production de produits abordables. C'est ce que lui a permis de devenir un partenaire commercial majeur pour de nombreux pays africains. Bien que la Russie ne puisse pas concurrencer la Chine matière d'exportation des produits bon marché, elle possède d'autres atouts qu'elle peut exploiter dans le commerce pour renforcer les liens économiques avec les pays africains.

4.4 L'aide étrangère : prêts et endettement

Depuis les années 2000, la Chine aurait prêté 152 milliards de dollars à l'Afrique, ce qui serait davantage que la Banque Mondiale qui aurait prêté 151 milliards. (Cabestan, 2023) Deux banques de l'État chinois auraient contribué aux prêts : la Banque d'import-export de Chine (Exim Bank) à hauteur de 60% et la Banque chinoise de développement (BDC) à 25% (Cabestan, 2023). L'Afrique reçoit le plus d'aide étrangère que tout autre continent. La Chine a pendant longtemps refusé de qualifier ces prêts comme de l'aide au développement, elle désignait ces prêts comme de la coopération gagnant-gagnant ou d'assistance mutuelle entre partenaires du Sud. (Cabestan, 2015) Ces prêts lui ont valu la place de premier bailleur en Afrique subsaharienne. C'est l'une des raisons qui ont accru son importance sur le continent. En 2020, elle détenait 62,1% de la dette externe bilatérale, contre 3,1% en 2000. (Bertrand et Zoghely, 2021) Les prêts chinois reposent sur une architecture institutionnelle, qui s'appuie sur des outils issus des contrats de prêts privés, permettant de sécuriser les remboursements et les intérêts stratégiques chinois. (Bertrand et Zoghely, 2021)

Ces dernières années, par le biais de ces prêts, plusieurs pays africains se sont endettés auprès de la Chine. Entre 2000 et 2019, d'après les déclarations des autorités chinoises, la Chine aurait accordé 1 141 prêts d'une valeur de 153 milliards de dollars à des États et à des entreprises en Afrique. (IISD, 2021) Comme d'autres pays africains, la relation entre la Chine et la RDC a été caractérisée par d'importants investissements de la Chine, à travers des projets d'infrastructure, des concessions minières et d'autres formes de développement économique. En conséquence, la RDC a accumulé une grande quantité de dettes envers la Chine. Les niveaux élevés de dette de la RDC envers la Chine ont suscité de nombreuses inquiétudes, notamment sur la capacité à rembourser les emprunts, l'implication accrue des entreprises chinoises dans l'économie du pays et l'impact des investissements chinois sur la souveraineté et l'indépendance économique de la RDC.

Par ailleurs, les pays et médias occidentaux ont régulièrement mis en garde les prêts chinois et les ont même qualifiés de pièges de l'endettement. Cette expression fait référence à la préoccupation croissante que les prêts accordés par la Chine à certains pays africains pourraient les laisser avec une dette dont ils ne pourraient se défaire. Cette préoccupation est fondée sur plusieurs facteurs, tels que l'incapacité de rembourser, le manque de transparence des prêts et l'influence croissante de la Chine. Lors du sommet *Semafor Africa*, les critiques et accusations à l'encontre des prêts ont hautement été contestés par Gin Gang, ambassadeur de Chine aux États-Unis (Powell, 2022): « L'investissement et l'aide financière de la Chine en Afrique ne sont pas un piège, c'est un avantage ». (Powell, 2022)

En intensifiant son engagement économique en Afrique ces dernières années, la Chine a proposé un grand nombre de prêts à faible taux d'intérêt et a financé des projets d'infrastructures importants tels que des ports, des routes, des chemins de fer et des centrales électriques. Bien que cela ait été bénéfique pour le développement de

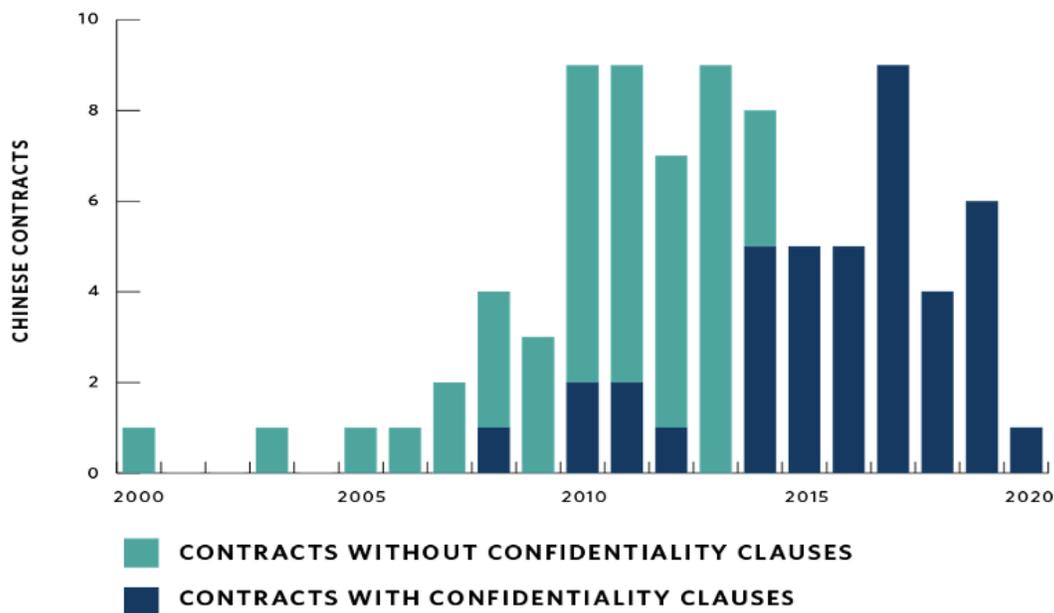
l'infrastructure en Afrique, il y a un risque que les pays africains ne soient pas en mesure de rembourser à long terme.

Ensuite, les préoccupations sont fondées sur le fait que la Chine mènerait une diplomatie du portefeuille. Les prêts chinois sont particulièrement tentants pour les pays africains, car il s'agit d'une aide indépendante (Yiagadeesen, 2010). Ainsi, la Chine les utiliserait pour gagner en influence politique en Afrique. En échange de prêts, la Chine demande souvent des concessions politiques et économiques, telles que des accès à des ressources naturelles et des contrats pour des entreprises chinoises. Cela a conduit à des préoccupations selon lesquelles la Chine utilise sa dette pour exercer une influence indue sur les gouvernements africains contre des actifs stratégiques.

Il y a également des préoccupations concernant la transparence de la dette chinoise en Afrique. Les prêts chinois ne sont pas toujours assortis de transparence ou de responsabilité claires, ce qui signifie que les gouvernements africains peuvent avoir du mal à comprendre les termes des accords de prêt ou les conséquences financières à long terme de ces accords. De plus, l'évaluation de l'aide est difficile, car la Chine ne divulgue aucune donnée précise à ce sujet. (Yiagadeesen, 2010) Il n'y a aucune agence d'aide centralisée qui assure un suivi des montants d'aide octroyés (Yiagadeesen, 2010). Entre autres, parce que l'aide est distribuée par différents ministères et départements chinois, comme le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce (*voir Annexe F*) (Yiagadeesen, 2010). Ainsi, il est fort probable que les différents ministères et départements n'ont pas les mêmes objectifs, ce qui rend la coordination et la tenue d'un compte rendu détaillé de l'aide difficile. (Duplessi, 2014 ; Yiagadeesen, 2010) Il existerait certaines raisons qui expliqueraient que la Chine ne veut pas divulguer ses chiffres. Elle ne veut pas projeter une image de favoritisme envers un pays africain ou causer davantage de troubles sociaux en exposant le montant de l'aide accordée. (Duplessi, 2014)

Ce qu'on remarque, c'est que la Chine prend des dispositions uniques et que des clauses de confidentialités dans les contrats sont de plus en plus présentes. Aujourd'hui encore, les prêts étrangers de la Chine restent opaques. Une étude approfondie à démontrer que les contrats chinois sont plus susceptibles d'inclure une clause de confidentialité que les contrats du même type des autres créanciers. (Gelpern *et al.*, 2021) La figure 7 ci-dessous montre qu'à partir de 2015, les clauses de confidentialités semblent être une pratique qui s'applique à tous les contrats. Ces clauses donnent aux prêteurs chinois un avantage par rapport aux autres créanciers. (Usman, 2021) D'une part, ces clauses peuvent protéger les informations sensibles, qui dans les secteurs comme l'infrastructure ou l'industrie extractive, sont hautement concurrentielles. D'autre part, elles permettent de limiter les critiques de l'opinion publique. À plusieurs reprises, certains projets d'infrastructures chinoises en Afrique ont été fortement critiqués par le manque de transparence, ainsi par le biais de ces clauses, les entreprises chinoises ne sont pas tenues de divulguer certaines informations qui pourraient être utilisées à leur encontre. De plus, il n'y a aucune exigence sur la manière dont l'argent doit être dépensé et donc, les gouvernements africains qui bénéficient de l'aide ne peuvent être tenus pour responsable par les citoyens sur leurs dépenses, puisque les chiffres des montants ne sont pas divulgués précisément. (Yiagadeesen, 2010)

Figure 7. Évolution de l'utilisation des clauses de confidentialité dans les contrats chinois entre 2000 et 2020.



Source: Gelper, Anna et al. (2021) How China Lends: A Rare Look Into 100 Debt Contracts with Foreign Governments. *Peterson Institute for International Economics, Kiel Institute for the World Economic, Center for Global Development, and AidData at William & Mary.* <https://www.aiddata.org/publications/how-china-lends>.

Nous pouvons faire un lien entre la cause de confidentialité dans les contrats conclus entre les bailleurs chinois et les pays africains et le développement d'une forme de dépendance à l'égard de la Chine. En fait, en exigeant une clause de confidentialité, la Chine peut fortement renforcer sa position et son influence dans les relations économiques en limitant les pays africains aux informations importantes concernant les projets et investissements. Dans ce cas-ci, la dépendance se retrouve dans cette

inégalité qui fait que les pays africains doivent, en quelques sortes, toujours suivre la ligne directrice des bailleurs chinois.

Toutefois, il est important de noter que nous sommes conscients que la dépendance économique envers la Chine n'est pas uniquement due aux clauses de confidentialité dans les contrats conclus entre les deux parties. C'est beaucoup plus complexe que cela. La dépendance est un ensemble d'autres facteurs qui inclut, par exemple, la nécessité de financement pour des projets d'infrastructure d'envergure.

Par ailleurs, les prêts sans condition préoccupent grandement donateurs occidentaux qui selon eux, entravent les efforts pour réduire la corruption et améliorer la gouvernance en Afrique (Yiagadeesen, 2010). Ils empêcheraient les pays de résoudre les problèmes des droits de l'homme et freinent la progression du pays vers un État démocratique. Il s'agirait d'un revers pour les droits de l'homme en Afrique et l'amélioration de la gouvernance. (Lisimba, 2020d) Or la Chine n'est pas en Afrique pour améliorer la gouvernance africaine. Ce qui ressort le plus clairement des entretiens avec la Chine, c'est que le développement en Afrique dépend clairement des Africains eux-mêmes, pas des partenaires extérieurs. (Gu et Carty, 2014)

Dans l'ensemble, le piège de la dette entre la Chine et l'Afrique soulève des préoccupations importantes quant aux répercussions économiques et politiques à long terme de l'engagement économique de la Chine en Afrique. Par conséquent, la Chine est devenue plus sensible et attentive au poids de la dette extérieure de ses partenaires africains. Plusieurs facteurs expliqueraient l'approche actuelle de la Chine en matière d'allègement de la dette. Par exemple, le fait qu'elle considère ses prêts aux pays en développement, comme relativement différents de ceux des banques occidentales. (Vines *et al.*, 2022) D'après le point de vue de la Chine, ses prêts soutiennent le développement en stimulant le commerce et l'investissement, plutôt que simplement d'être du financement improductif. (Vines *et al.*, 2022) En ce sens, il est difficile pour

les acteurs chinois de reconnaître que l'argent des prêts aux pays surendettés a été perdu. (Vines *et al.*, 2022)

4.4.1 Comparaison

En ce qui concerne les autres partenaires, l'aide russe en Afrique est relativement bas par rapport aux autres acteurs mondiaux, tels que la Chine et l'Inde. (Paczyńska, 2020) Cependant, son soutien aux petits États africains et plus particulièrement ceux qui ont été rejetés et sanctionnés au niveau international accroît son influence. (Paczyńska, 2020) Pour ce qui est des États-Unis, ils sont le premier donateur⁵ en Afrique subsaharienne. (Bos et Grün, 2022) Au cours des 18 dernières années, la RDC a reçu 50 milliards de dollars d'aide, avec en tête des donateurs, les États-Unis. (Bos et Grün, 2022) Plus largement, les États-Unis sont le plus grand donateur d'aide étrangère officielle au monde, plus de 200 États en sont bénéficiaires. (Regilme et Hodzi, 2021) L'aide américaine se concentre sur les domaines de la santé, l'éducation, la démocratie, la sécurité alimentaire, la bonne gouvernance et l'aide humanitaire. Ils fournissent de l'aide et de l'assistance, par le biais de programmes gouvernementaux tels que le Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID). L'aide étrangère des États-Unis est principalement motivée par la gouvernance démocratique, le développement du marché et l'*autonomisation* des sociétés. (Regilme et Hodzi, 2021)

Depuis l'émergence de la Chine en tant qu'acteur majeur en Afrique, la concurrence s'est intensifiée entre les deux parties et l'aide étrangère est devenue un autre moyen de renforcement d'influence et de pouvoir. En octobre 2018, face à l'influence

⁵ Pour rappel, nous aimerions préciser qu'il existe une distinction entre l'aide sous forme de dons fournie par les États-Unis et les "prêts" chinois qui nécessitent un remboursement accompagné d'intérêts.

grandissante de la Chine dans le secteur du développement international, l'administration Trump a ratifié un projet de loi visant à la création de la Société américaine de financement du développement international (DFC) (Regilme et Hodzi, 2021) cette nouvelle institution de financement du développement a la capacité de déboursier chaque année 60 milliards de dollars de prêts aux entreprises américaines qui sont engagées dans des projets d'infrastructure dans les pays du Sud. (Regilme et Hodzi, 2021) D'une certaine manière, la DFC est un outil de lutte contre les activités financières chinoises dans le secteur du développement international. (Regilme et Hodzi, 2021) Encore une fois, l'approche des États-Unis en Afrique, en matière d'aide, s'apparente à une réplique face à la montée en puissance de la Chine. (Cheng, 2022)

Malgré leurs différences, les programmes d'aide étrangère de la Chine et des États-Unis démontrent leurs intérêts politiques et économiques de manière stratégique qui leur profitent de deux manières : ils façonnent la politique intérieure des pays qui reçoivent l'aide en tenant compte des préférences politiques de l'État donateur et ils améliorent leurs image, légitimité et réputation dans le système international. (Regilme et Hodzi, 2021) L'aide étrangère américaine et chinoise est intimement liée à leurs affaires intérieures. (Regilme et Hodzi, 2021) Pour la Chine, l'objectif des programmes d'aide étrangère est de créer des conditions extérieures favorables afin que les projets et intérêts fondamentaux du pays puissent se concrétiser. (Regilme et Hodzi, 2021) Les États-Unis semblent avoir moins la capacité de façonner ses programmes d'aide étrangère sur le long terme, compte tenu de son système politique à parti unique. (Regilme et Hodzi, 2021) Les programmes d'aide font face à des contraintes, tels que les intérêts politiques divers des branches exécutive et législative du gouvernement étasuniens. (Regilme et Hodzi, 2021) De plus, il se peut que ces programmes se heurtent à la résistance des membres démocrates et républicains du Congrès. (Regilme et Hodzi, 2021)

Force de constater que les deux pays ont des forces et des faiblesses en termes d'aide et d'engagement, il est important de noter que les politiques et approches d'aide des États-Unis et de la Chine varient en fonction des projets, du contexte géopolitique et du pays même. Ainsi, ils sont très différents à ce niveau, car l'engagement est façonné en fonction d'une multitude de facteurs, tels que les intérêts stratégiques, les objectifs économiques et les priorités diplomatiques.

En dépit du fait que la Chine contribue très peu aux secteurs sociaux (la santé, l'éducation, l'aide humanitaire et la population), elle joue un grand rôle dans le financement des grands projets d'infrastructure (Kernen, 2014). Elle a réussi à avoir un impact sur le paysage de l'aide en Afrique. D'une certaine manière, elle vient bousculer les normes et règles occidentales en appliquant ses propres règles. (Bos et Grün, 2022) Ses propres politiques peuvent toutefois porter à la confusion entre le financement du développement et l'aide. (Soleil, 2014) C'est ce qui lui a valu de nombreuses critiques dans sa manière de procéder. Toutefois, il s'agit d'une grande opportunité que de pouvoir tirer parti de ces ressources financières pour l'investir dans des projets d'infrastructures, dans l'éducation, la technologie et le renforcement du capital humain. Les projets chinois demandent des investissements importants et donc, de longs délais de remboursement que les bailleurs traditionnels sont de moins en moins partant à fournir. (Soleil, 2014) Pour autant, cela ne veut pas dire que les États-Unis s'effacent du paysage. L'aide étranger constitue un élément crucial de la revendication de légitimité des États-Unis en tant qu'acteur étatique dominant dans le système international. (Regilme et Hodzi, 2021)

4.5 Conclusions

Dans ce chapitre, nous avons abordé de la question de la dépendance économique et financière dans les relations entre la Chine et l'Afrique, en nous concentrant sur la relation entre la Chine et la République démocratique du Congo. Cette dépendance se caractérisait par une influence ou un contrôle important exercé par des acteurs étrangers sur les aspects économiques et financiers.

En ce qui concerne la Russie, son engagement économique et financier reste modeste en Afrique. En fin de compte, ce qui semble véritablement compter, c'est de faire avancer ses intérêts géostratégiques. Et ce comme pour la Chine, l'Afrique n'est qu'un moyen pour arriver à atteindre ces objectifs. Les activités extractives semblent être un point commun entre la Russie et la Chine en Afrique, mais leurs stratégies diffèrent. Alors que la Chine a adopté une approche de "ressources contre infrastructures", la Russie utilise l'interventionnisme et la coopération militaire en échange d'un accès aux ressources. Le soutien de la Russie à plusieurs États fragiles et isolés, y compris par l'intermédiaire de groupes paramilitaires tels que le groupe *Wagner*, renforce les régimes en place et renforce ses relations avec divers groupes politiques.

Malgré une croissance économique durable en Afrique, la puissance économique de la Russie reste limitée. Par conséquent, les offres russes peuvent être moins attrayantes pour les élites africaines que celles proposées par la Chine. Bien qu'il existe quelques investissements russes en Afrique, il est difficile d'identifier ceux qui ont eu un impact significatif sur l'économie du continent, contrairement à ceux de la Chine ou des États-Unis. Bien que la Russie et la Chine partagent certains points communs, l'engagement russe en Afrique est très modeste. Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique sont également limités par rapport à ceux des partenaires commerciaux traditionnels. Cependant, l'Afrique a besoin de diversifier ses partenaires commerciaux, y compris en s'émancipant de l'influence économique des partenaires occidentaux, et

la Russie pourrait jouer un rôle important à cet égard. Enfin, nous avons conclu qu'il semblerait que la relation commerciale russo-africaine, n'est pas assez déterminante pour pouvoir exercer une influence déterminante dans la diplomatie des États africains et encore moins d'exercer une influence au niveau économique et financier comparativement à la Chine.

Depuis l'émergence de la Chine en tant qu'acteur majeur en Afrique, la concurrence s'est accrue avec les États-Unis, et l'aide étrangère est devenue un autre moyen pour renforcer leur influence et leur pouvoir respectifs. Nous avons déterminé que l'approche des États-Unis en matière d'aide en Afrique semble être une réponse à la montée en puissance de la Chine. Cependant, elle reste une aide qui peut potentiellement aider à réduire la dépendance financière, puisqu'elle vient diversifier les sources de financement. Par conséquent, l'Afrique n'est pas dépendante au niveau de l'aide financière, puisqu'ils reçoivent de l'aide d'autres pays partenaires économiques tels que les États-Unis. Nous sommes d'avis que l'aide financière chinoise peut être considérée comme un moyen de financement supplémentaire, mais pas comme la seule source de financement. Les pays africains peuvent également mobiliser des ressources intérieures, telles que les impôts et les recettes fiscales, les investissements privés locaux et étrangers, les prêts auprès d'institutions financières internationales, tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et d'autres formes de financement.

De plus, l'aide financière chinoise est souvent assortie de conditions et de contraintes qui peuvent ne pas être acceptables pour les pays africains. Par exemple, les prêts chinois peuvent avoir des taux d'intérêt élevés et des conditions de remboursement strictes, et peuvent être destinés à financer des projets chinois plutôt que des projets locaux. Il est donc fort possible que les pays africains optent pour d'autres sources de financement qui proposent des conditions plus avantageuses pour eux.

Malgré la faible contribution de la Chine aux secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, l'aide humanitaire et la population, elle joue un rôle important dans le financement des grands projets d'infrastructure en Afrique. Cette influence a permis de bouleverser les normes et les règles occidentales en matière d'aide puisqu'elles appliquent ses propres politiques. Cependant, cela peut prêter à confusion quant à la distinction entre le financement du développement et l'aide, ce qui a suscité de nombreuses critiques quant à la manière dont la Chine opère.

Certes, la Chine est désormais de plus en plus prudente, entre autres après que leurs prêts ont été qualifiés de pièges de l'endettement. Cependant, l'Afrique a le devoir de tourner ces prêts à son avantage et en faveur du développement économique. Pour que ça soit efficient, les gouvernements doivent impérativement négocier des conditions avantageuses. Il manque un mécanisme de surveillance ou de suivi du côté africain, pour s'assurer que les accords économiques signés avec la Chine contribuent de manière significative au développement économique global. Une bonne gouvernance dans les pays africains est nécessaire afin qu'ils puissent tirer le plus de bénéfice de leurs relations avec la Chine.

CHAPITRE 5

CONCLUSION GÉNÉRALE

Avant toute conclusion, nous devons rappeler notre question de recherche qui était : est-ce que la présence de la Chine en Afrique, plus précisément en RDC, favorise le développement de nouvelles formes de dépendance? Cette question s'est posée à la suite des critiques divergentes de plusieurs études sur les relations sino-africaines ces dernières années. Il était essentiel pour nous d'y répondre afin de nuancer et remettre en question les idées préconçues et les critiques souvent formulées à l'égard des relations sino-africaines. Certains experts estiment que ces relations tendent vers un néocolonialisme et un impérialisme, tandis que d'autres y voient des avantages, tels que des opportunités de développement. Les conclusions de ces études ont suscité des préoccupations quant aux impacts à long terme des relations sino-africaines et des craintes que les relations actuelles ne conduisent à une forte dépendance de l'Afrique envers la Chine dans plusieurs domaines.

Comme la dépendance peut prendre plusieurs formes, nous avons analysé celles qui reviennent souvent dans les critiques: la dépendance politique et diplomatique, la dépendance technologique et industrielle et la dépendance économique et financière. Pour mettre en perspective la dépendance, nous avons comparé les différents aspects de la relation sino-congolaise, avec deux autres de ces partenaires, soit les États-Unis et la Russie. Puis, pour minimiser les biais potentiels, nous avons croisé les données avec différentes sources pour réduire les risques d'erreurs et augmenter l'exactitude de ce qui est avancé dans l'analyse.

En comparant la relation sino-congolaise avec la Russie et les États-Unis, nous avons pu en déduire que les approches de la Chine, de la Russie et des États-Unis concernant leur présence et leur engagement en Afrique diffèrent considérablement en fonction de leurs objectifs stratégiques, de leurs intérêts économiques et de leurs priorités

politiques. Dans ce qui suit, nous allons répondre à notre question de recherche en présentant les résultats les plus pertinents de notre recherche. Ceci en passant à travers chaque type de dépendance analyser, en rappelant comment la dépendance se traduit et si la RDC en est dépendante. Nous terminerons en suggérant des recommandations afin de ne pas tomber dans la dépendance.

Tout d'abord, **la dépendance politique et diplomatique**. La question se pose: est-ce que la RDC est dépendante de la Chine du point de vue politique et diplomatique? La réponse serait non. Il est difficile d'affirmer qu'il y a une dépendance politique de la RDC et de l'Afrique envers un seul acteur extérieur, car les dirigeants africains cherchent à obtenir de chaque acteur ce qu'ils ne peuvent pas obtenir des autres. À maintes reprises, les dirigeants africains ont démontré que leurs intérêts dictent leur comportement et leurs positions. Pour les pays africains anciennement colonisés, ces nouvelles relations sont privilégiées, car ils ne souhaitent pas redevenir dépendants de l'Occident. Cela suggère que les dirigeants africains considèrent ces acteurs comme des clés pour l'émancipation politique, diplomatique et culturelle. De plus, certains pays africains, tels que la République Démocratique du Congo, maintiennent également des relations diplomatiques avec d'autres pays et organisations régionales et internationales. Pour être considéré comme dépendant politiquement, il faut que le pays soit sous l'influence, voire sous le contrôle d'un autre pays ou organisation sur le plan politique. Quant à la dépendance diplomatique, elle se réfère à la situation dans laquelle un pays est isolé diplomatiquement et dépend d'un autre pays pour maintenir des alliances et des relations internationales. Or des pays africains tel que la RDC, entretiennent des relations diplomatiques avec d'autres pays et organisations régionales et internationales, telles que l'Union africaine (UA), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Banque africaine de développement (BAD), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ou encore l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Ces relations offrent une

certaines diversifications des relations et assurent une indépendance politique, car elles évitent l'isolement diplomatique du pays.

Une utilisation abusive ou malveillante de l'influence politique peut être dangereuse, tandis qu'une utilisation constructive et bienveillante peut promouvoir la coopération internationale. Cependant, il appartient aux dirigeants africains de prendre des mesures pour réduire les risques négatifs liés à l'influence politique et prendre des décisions indépendantes dans l'intérêt de leur pays. Plusieurs mesures peuvent être prises pour minimiser l'influence politique.

Ensuite, **la dépendance technologique et industrielle**. Est-ce que la RDC est dépendante de la Chine en matière technologique et industrielle? Sur ce point, notre réponse reste négative. Pour rappel, la dépendance technologique survient lorsqu'une entité dépend de technologies spécifiques. Si un pays n'a pas accès à ces technologies ou n'est pas en mesure de les maîtriser, cela peut grandement limiter sa capacité d'innovation, de compétitivité et d'adaptation aux changements technologiques. Cette forme de dépendance peut présenter des défis et entraîner des conséquences économiques, sociales, stratégiques et politiques. En ce qui concerne la dépendance industrielle, elle peut se manifester à différents niveaux. Dans le cas d'un pays, cela peut signifier que son économie repose fortement sur un ou plusieurs secteurs, de sorte que les perturbations dans ces secteurs peuvent avoir des conséquences sur l'économie, telles que la perte d'emplois, la baisse des revenus et la détérioration des conditions sociales. Après analyse de différents aspects, nous avons conclu qu'il n'est pas possible de déterminer de dire que l'Afrique dépend réellement de la Chine dans le domaine technologique et industriel, malgré l'influence que la Chine peut exercer. Les gouvernements africains ont simplement opté pour un partenaire capable de répondre rapidement, à faible coût et efficacement à leurs besoins en matière de technologie. Bien que cela puisse être considéré comme une préférence, elle est dictée davantage par la nécessité de combler un besoin crucial et urgent.

Enfin, **la dépendance économique et financière**. Ces deux formes de dépendance sont souvent mentionnées dans les critiques. Ils sont même à la source des inquiétudes, mais sont-elles la source de la dépendance de la RDC à la Chine économiquement et financièrement? Nous avons conclu que non. La dépendance économique est la manifestation d'une forte influence ou un contrôle exercé par d'autres entités sur les aspects économiques et financiers. Quant à la dépendance financière, elle se traduit par le fait que la majorité du financement provient de sources externes telles que des prêts, des investissements étrangers directs ou des aides financières. Elle peut être caractérisée par l'investissement dans la production de matières premières et de produits agricoles destinés à la consommation des pays développés. Ces sources deviennent essentielles pour maintenir l'activité économique et peuvent être considérées comme des facteurs contribuant à la dépendance économique. À la suite de notre analyse, nous avons déterminé que l'influence de la Russie et des États-Unis n'est pas assez déterminante pour pouvoir exercer une influence déterminante dans la diplomatie des États africains et encore moins d'exercer une influence au niveau économique et financier comparativement à la Chine.

Par conséquent, nous estimons que l'Afrique ne dépend pas exclusivement de l'aide financière chinoise, car elle reçoit également des aides d'autres partenaires économiques telles que les États-Unis. L'aide financière chinoise pourrait être considérée comme une source supplémentaire de financement plutôt que comme la seule source de financement disponible. Les pays africains ont également la capacité de mobiliser des ressources intérieures telles que les recettes fiscales, les investissements privés locaux et étrangers, les prêts auprès d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que d'autres formes de financement. En outre, l'aide financière chinoise peut être assortie de conditions et de contraintes qui ne sont pas acceptables pour les pays africains. Par exemple, les prêts chinois peuvent avoir des taux d'intérêt élevés et des conditions de remboursement strictes, et peuvent être destinés à financer des projets

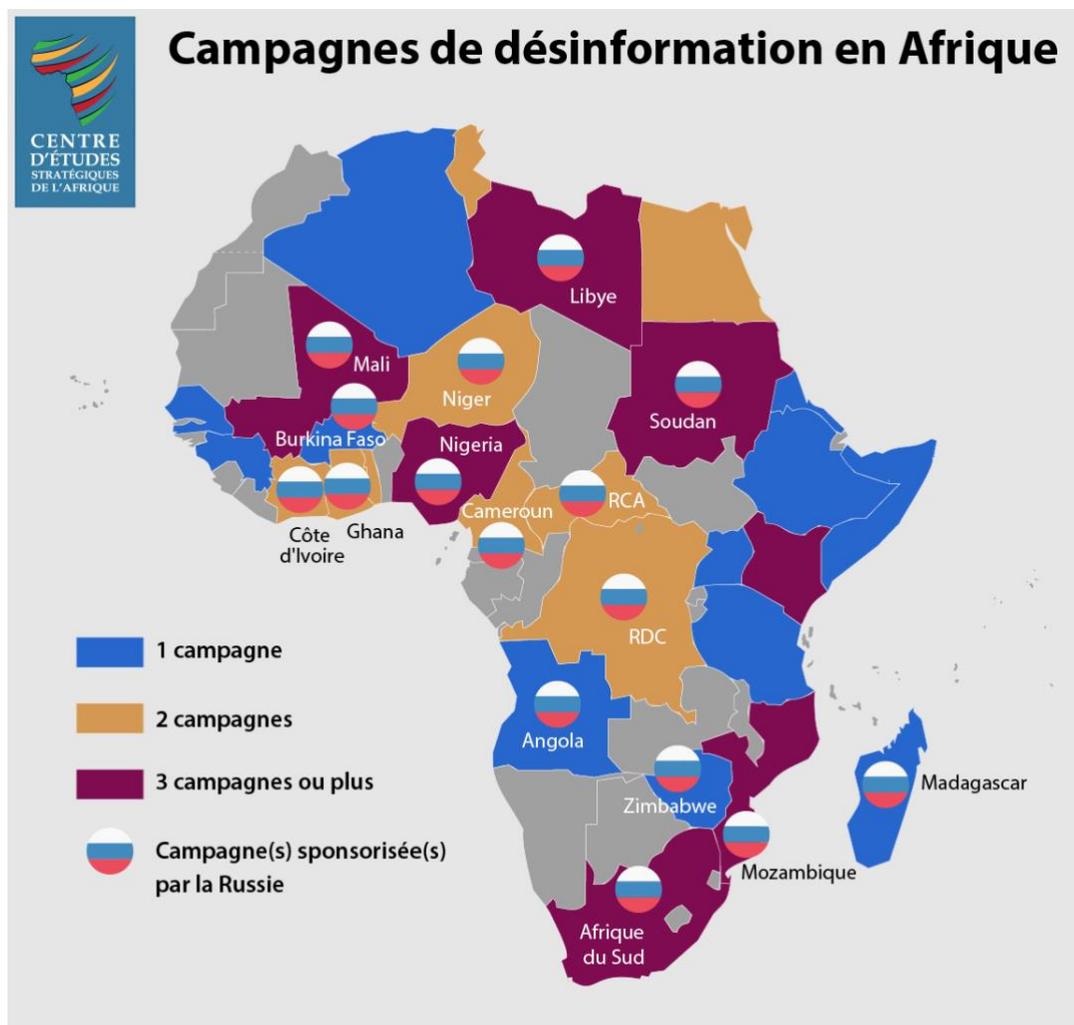
chinois plutôt que des projets locaux. Il est donc possible que les pays africains cherchent d'autres sources de financement offrant des conditions plus avantageuses.

Ainsi, nous pouvons statuer sur une grande influence de la Chine en Afrique, mais pas sur une dépendance politique, diplomatique, technologique, industrielle, économique et financière. Nous sommes d'avis que la présente recherche est perfectible. Néanmoins, nous sommes convaincus que notre recherche est importante, car elle a permis de mettre lumière les critiques et combler certaines lacunes dans la littérature existante. Elle a d'autant plus permis de découvrir de nouvelles perspectives sur le sujet et d'approfondir notre compréhension des enjeux.

Pour une future recherche, il serait pertinent de développer le point de vue de l'interdépendance croissante entre les systèmes et d'explorer en détail les implications de cette interconnexion. Cela pourrait inclure l'analyse des interactions complexes entre les acteurs économiques, politiques et sociaux, ainsi que l'influence mutuelle des décisions et des événements à l'échelle mondiale sur les systèmes nationaux. En examinant de près ces dynamiques d'interdépendance, la recherche pourrait apporter des éclairages précieux sur la manière dont les pays et les acteurs internationaux sont de plus en plus liés dans un monde interconnecté, et les conséquences de ces liens sur la stabilité, le développement économique et les relations internationales.

ANNEXE A

**CARTE: CAMPAGNES DE DÉSINFORMATIONS CONNUES EN AFRIQUE,
COMMANDITÉES PAR LA RUSSIE**

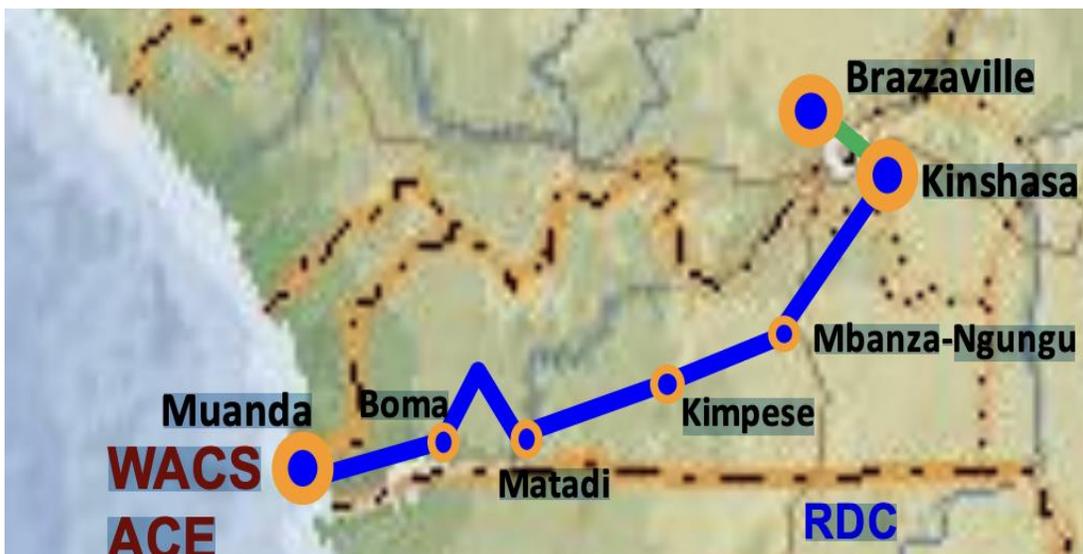


Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. (2022). Cartographie de la désinformation en Afrique. *Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*. <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>.

ANNEXE B DÉTAILS DU RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE MUANDA-KINSHASA

Détails du réseau de fibre optique de Muanda-Kinshasa :

- Muanda-Boma: 94 km;
- Boma-Matadi: 120 km;
- Matadi-Kimpese: 141 km;
- Kimpese-Mbanza: 63 km;
- Mbanza-Kinshasa: 158 km⁶.



Source: Banque Mondiale. (2011). Public-Private Partnership in Telecommunications Infrastructure Projects. Case of Republic Democratic of Congo. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/public-private-partnership-telecommunications-infrastructure-projects>.

⁶ Banque Mondiale. (2011). Public-Private Partnership in Telecommunications Infrastructure Projects. Case of Republic Democratic of Congo. <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/public-private-partnership-telecommunications-infrastructure-projects>.

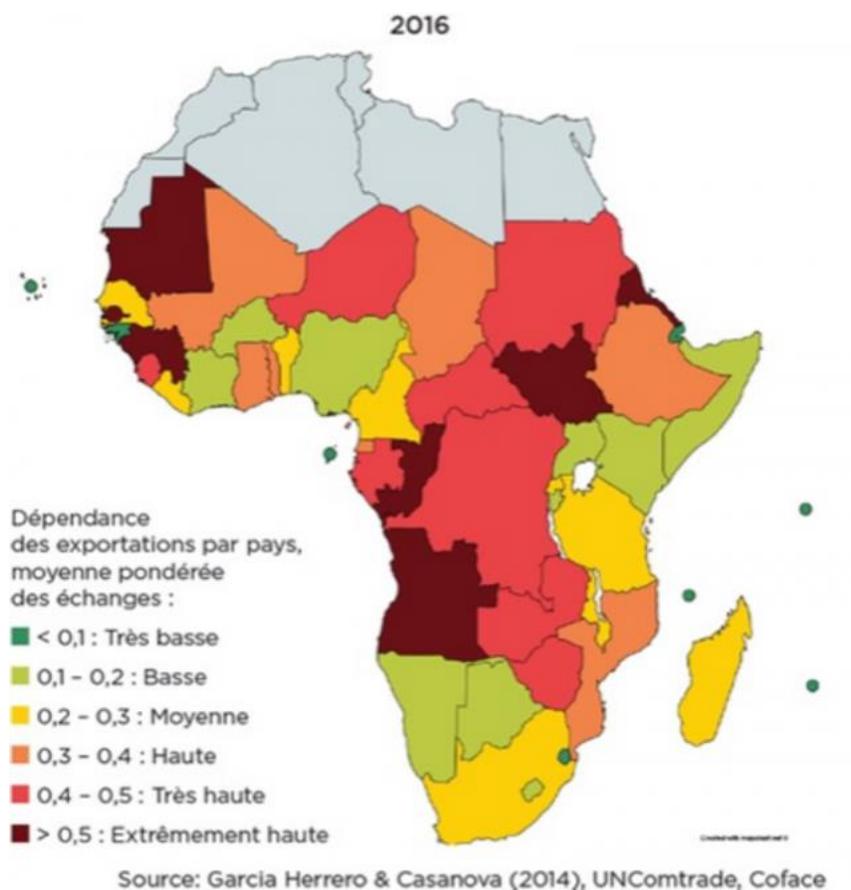
ANNEXE C
RESSOURCES MINIÈRE EN RDC PAR PROVINCE

Provinces	Minéraux
Bandundu	Diamant, pétrole, kaolin, argile
Kongo-Central	Bauxite, pyroschite, calcaire, phosphate, vanadium, diamant, or, cuivre, plomb, zinc, manganèse, marbre, granite noire et rose, sel gemme, fer, argile gypse, talc, silice, kaolin, baryte, schiste bitumineux
Ex. Equateur	Fer, cuivre et minéraux associés, or, diamant, calcaire, kaolin, argile, granite, niobium, ocre,
Ex. Province Orientale	Or, diamant, fer, argent, argile, cuivre, kaolin, niobium, ocre, schiste bitumineux, talc
Ex. Kasai-Oriental	Diamant, fer, argent, nickel, étain, argile, chrome, cobalt, cuivre, or, kaolin, talc
Ex. Kasai-Occidental	Diamant, or, manganèse, chrome, nickel, argile, cobalt, platine, cuivre, fer, kaolin, plomb
Ex. Katanga	Cuivre et métaux associés, cobalt, manganèse, calcaire, uranium, charbon, niobium, or, platine, lithium, talc, tantale, wolfram, zinc, argile, bismuth, cadmium, germanium, cassitérite, fer, granite, gypse, kaolin, monazite, saline, béryl (émeraude), saphir,
Nord-Kivu	Or, niobium, tantalite, cassitérite, béryl, tungstène, manganite, argile, bastnaésite, charbon, granite, monazite, niobium, platine, wolfram, tantale,
Sud-Kivu	Or, niobium, tantalite, cassitérite, saphir, amblygonite, argent, argile, bastnaésite, béryl, bismuth, diamante, diatomite, monazite, wolfram, zinc, tantale,
Maniema	Étain, diamant, cassitérite, or, amblygonite, lithium, argile, cuivre, fer, kaolin, manganèse, columbium, plomb, talc, tantale, wolfram
Kinshasa	Argile, silice, kaolin, grès arkosique

Source : Agence Nationale pour la Promotion des Investissements de la République Démocratique du Congo. Mines. <https://www.investindrc.cd/fr/Mines>.

ANNEXE D

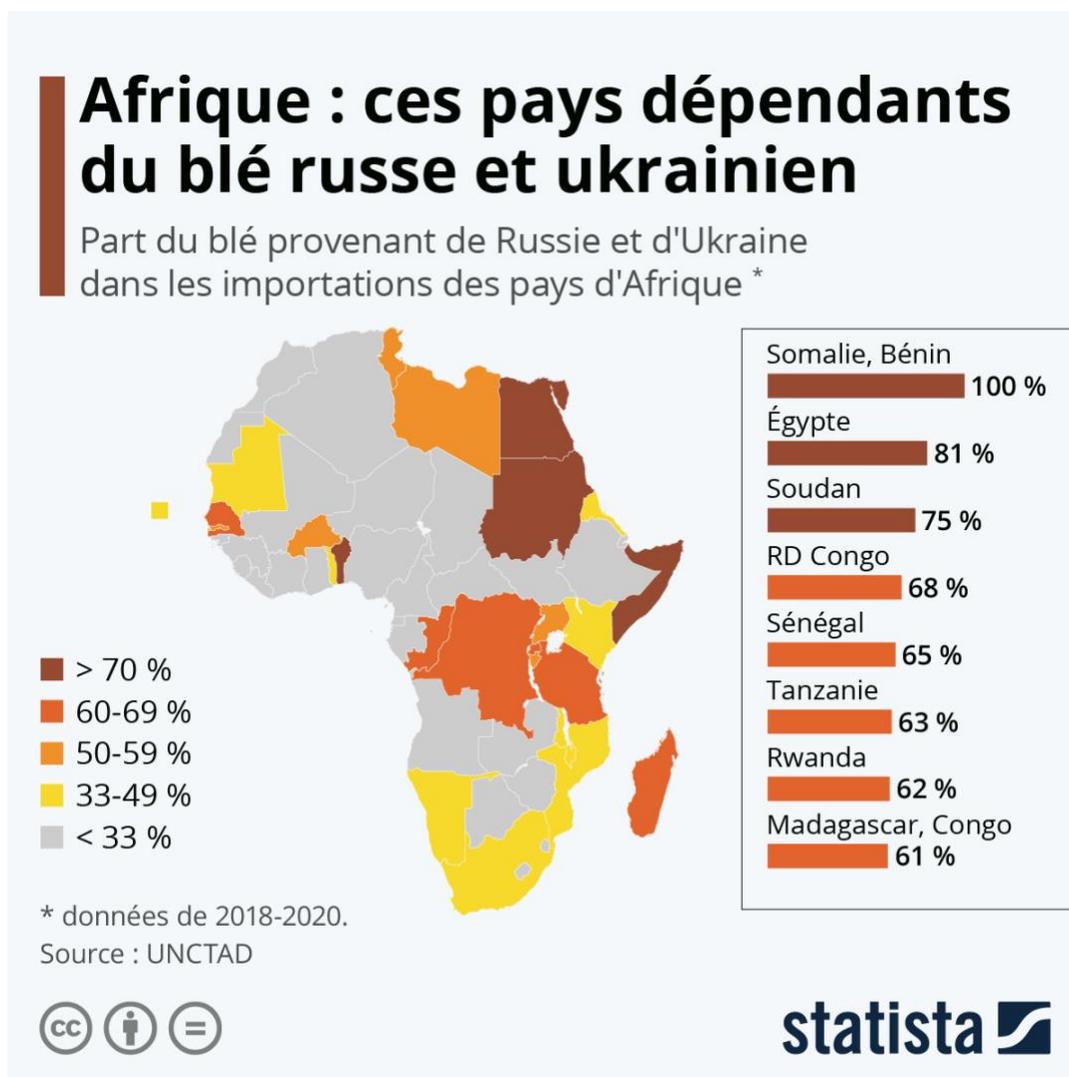
CARTE: DÉPENDANCE DES EXPORTATIONS PAR PAYS, MOYENNE PONDÉRÉE DES ÉCHANGES EN 2016



Source : Le Belzic, S. (2017). Le nouveau rêve impérial de Xi Jinping. *Valeurs Actuelles*. <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42562>.

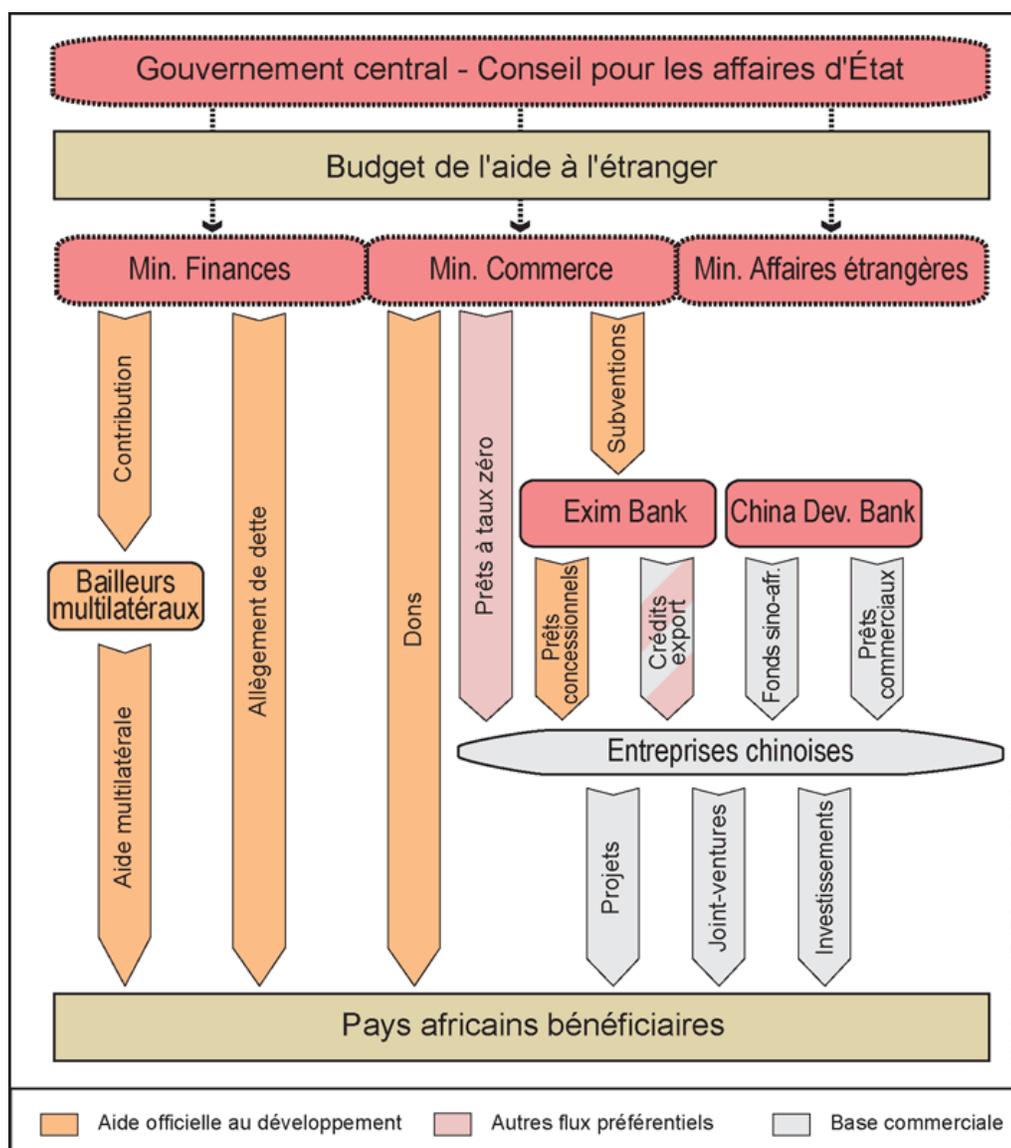
ANNEXE E

CARTE: LES IMPORTATIONS DU BLÉ EN PROVENANCE DE RUSSIE ET D'UKRAINE



Source : Gaudiaut, T. (2022). Ces pays africains qui dépendent du blé russe et ukrainien. *Statistica*. <https://fr.statista.com/infographic/27093/les-pays-africains-qui-dependent-le-plus-du-ble-russe-et-ukrainien/>.

ANNEXE F
LES AGENTS CHINOIS DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN
AFRIQUE



Source : Bénazéraf, D. (2016). Les Chinois, faiseurs de villes africaines. *Géoconfluence*.
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/les-chinois-en-afrique>.

APPENDICE A

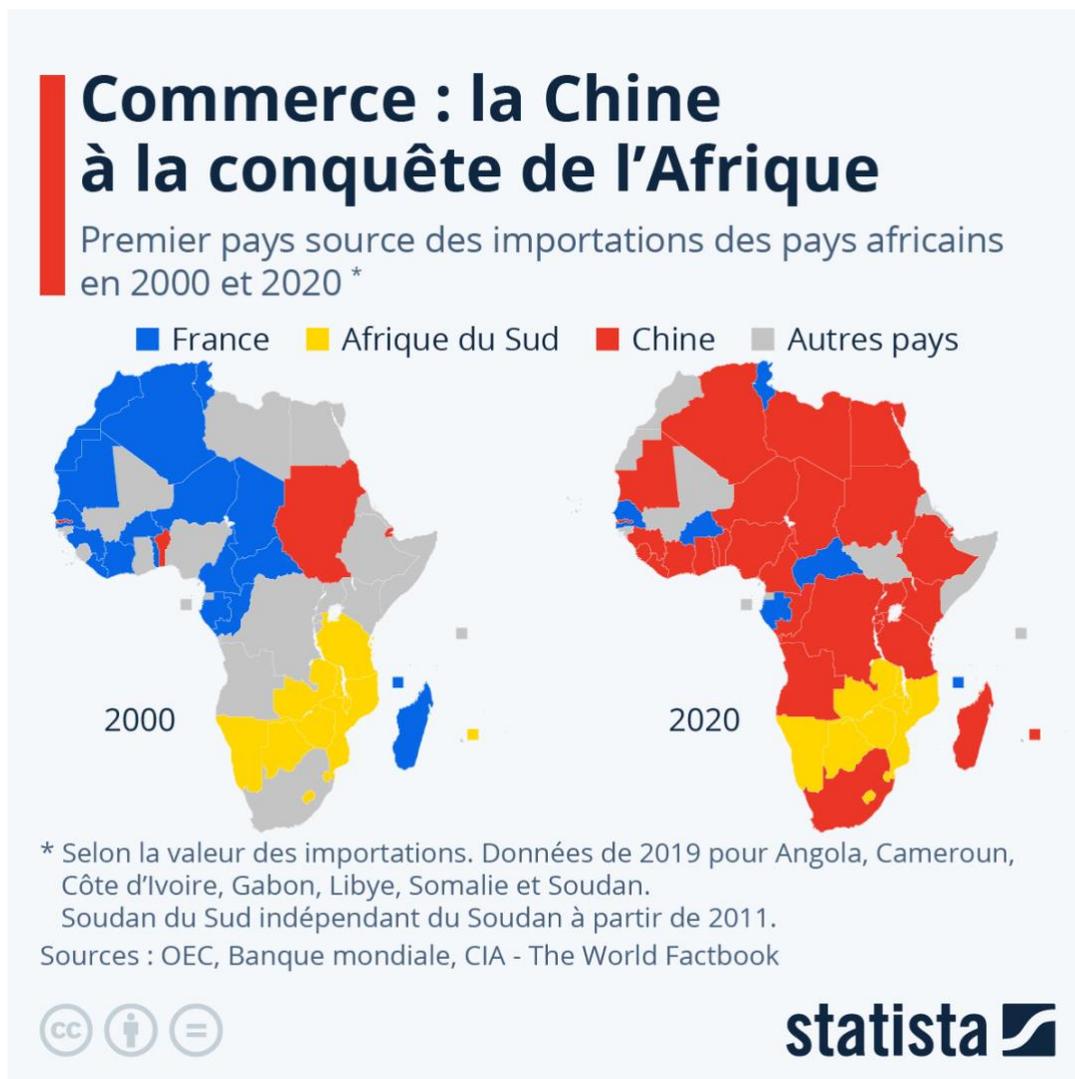
RÉPARTITION DES CENTRES CULTURELS RUSSES DANS LE MONDE



Source : Audinet, M. (2017). Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère postsoviétique. *Hérodote*, 166-167, p. 165-177. DOI : <https://doi.org/10.3917/her.166.0165>.

APPENDICE B

CARTE: IMPORTATION DES PAYS AFRICAINS EN 2000 ET 2020.



Source : Gaudiaut, T. (2023). Commerce : la Chine à la conquête de l'Afrique. *Statistica*.
<https://fr.statista.com/infographie/26663/partenaire-commercial-premier-pays-source-des-importations-des-pays-africains-chine-france-afrique/>.

BIBLIOGRAPHIE

Abodohoui, A., Su, Z. et Da-Silva, I. (2018). Chinese Investments in Africa: What Have We Learnt? *Management international / International Management / Gestión Internacional*, 22(3), 129-142. <https://doi.org/10.7202/1060899ar>

Achberger, J. (2010). The Dragon Has Not Just Arrived: The Historical Study of Africa's Relations with China, 8, 368-376.

AFP. (2023). Macron à Kinshasa : débat présidentiel sur la Françafrique. *Le Point Politique*. https://www.lepoint.fr/politique/macron-a-brazzaville-debat-presidentiel-sur-la-francafrique-05-03-2023-2510890_20.php

Agbebi, M. et Virtanen, P. (2017). Dependency Theory – A Conceptual Lens to Understand China's Presence in Africa? *Forum for Development Studies*, 44(3), 429-451. <https://doi.org/10.1080/08039410.2017.1281161>

Agence France-Presse. (2022). Les États-Unis interdisent les équipements de télécommunications chinois. *Radio-Canada*. [Radio-Canada.ca. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1936078/huawei-dahua-hikvision-pekine-espionnage-securite](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1936078/huawei-dahua-hikvision-pekine-espionnage-securite)

Aiqin, C. et Jianhong, C. (2017). China's Energy Diplomacy Towards Africa from the Perspective of Politics. Dans Y.-C. Kim (dir.), *China and Africa: A New Paradigm of Global Business* (p. 105-152). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-47030-6_5

Ambrosetti, E. T. (2022). Russia's Soft-Power Sources in Africa. *South African Institute of International Affairs (SAIIA)*, 1(126), 20.

Amirbek, A. et Ydyrys, K. (2014). Education And Soft Power: Analysis As An Instrument Of Foreign Policy. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, (143), 514-516.

Arkhangelskaya, A. (2013). Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique. *Afrique contemporaine*, 248(4), 61-74. <https://doi.org/10.3917/afco.248.0061>

Arkhangelskaya, A. et Shubin, V. (2013). Russia–South Africa Relations: Beyond Revival. *SAIIA*, 4.

Arodirik, H. D. (2015). La diplomatie culturelle comme instrument de la diplomatie publique: la diplomatie culturelle chinoise dans la contexte d'institut confucius [Université Galatasaray].

Asongu, S. A. et Aminkeng, G. A. A. (2013). The economic consequences of China–Africa relations: debunking myths in the debate. *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, 11(4), 261-277. <https://doi.org/10.1080/14765284.2013.838384>

Audinet, M. (2017). Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère postsoviétique. *Hérodote*, 166-167(3-4), 165-177. <https://doi.org/10.3917/her.166.0165>

Bankuwiha, É. (2020). Le rôle de l'institut confucius en Afrique : Promouvoir le développement des relations sino-africaines. *Journal of University of Burundi*, 113-127.

Banque européenne d'investissement. (2022). La finance en Afrique : naviguer en eaux troubles. Banque européenne d'investissement. https://www.eib.org/attachments/lucalli/finance_in_africa_2022_fr.pdf

Banque Mondiale. Democratic Republic of Congo - Human Capital Index 2020. https://databankfiles.worldbank.org/data/download/hci/HCI_2pager_COD.pdf?cid=GH_e_hcpexternal_en_ext_2020.

Banque Mondiale. (2022). République démocratique du Congo - Vue d'ensemble [Text/HTML]. Banque Mondiale. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>

Bart, F. (2011). Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 193-208.

Bénazéraf, D. (2014). Soft power chinois en Afrique Renforcer les intérêts de la Chine au nom de l'amitié sino-africaine.

Bermond, P., Daubet, A. et Gauthier, S. (2015). La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? *Géoéconomie*, 75(3), 139-158. <https://doi.org/10.3917/geoec.075.0139>

Bertrand, L. et Zoghely, S. (2021). Le positionnement de la Chine parmi les bailleurs en Afrique subsaharienne. Direction générale du Trésor.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/11/02/le-positionnement-de-la-chine-parmi-les-bailleurs-en-afrique-subaharienne>

Bociaga, R. (2022). Minerals and China's Military Assistance in the DR Congo. The Diplomat. <https://thediplomat.com/2022/10/minerals-and-chinas-military-assistance-in-the-dr-congo/>

Bos, J.-M. et Grün, G.-C. (2022). L'aide à l'Afrique a-t-elle échoué ? DW.

<https://www.dw.com/fr/aide-au-d%C3%A9veloppement-afrique-%C3%A9chec/a-60565950>

Bright, C. (2023). L'influence russe en Afrique passe par l'assistance militaire.

Mondafrique. <https://mondafrique.com/linfluence-russe-en-afrique-passe-par-lassistance-militaire/>

Cabestan, J.-P. (2013). Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir, 150(3), 150-171.

Cabestan, J.-P. (2015). Chapitre 10 / La Chine et les pays en développement entre coopération, prédation et leadership. Dans *La politique internationale de la Chine* (vol. 2e éd., p. 477-540). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/la-politique-internationale-de-la-chine--9782724618051-p-477.htm>

Cabestan, J.-P. (2023). La Chine en Afrique: une nouvelle hégémonie (Asia Centre). <https://asiacentre.eu/wp-content/uploads/2023/01/la-chine-en-afrique-JP-.pdf>

Carciotto, S. et Chikohomero, R. (2022). Pratiques de travail chinoises dans six pays d'Afrique australe. Institut d'études de sécurité, 96.

Carroll, A. et Obscherning, E. (2019). *Africa Trade and Technology*. Hoover Institution. <https://www.hoover.org/research/africa-trade-and-technology>

Carrozza, I. (2021). Chine-Afrique : de la rhétorique postcoloniale aux défis de l'après-covid. Dans *Chine : l'autre superpuissance* (N. Thommes, trad., p. 105-116). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2021.01.0105>

Caslin, O. (2022). Eric Wang : « L’Afrique dispose de la main d’œuvre ; la Chine, des technologies » – Jeune Afrique. JeuneAfrique.com.

<https://www.jeuneafrique.com/1297044/economie/chine-afrique-eric-wang-lafrique-dispose-de-la-main-doeuvre-la-chine-des-technologies/>

CEDEAO. (2019). Sommet de Sotchi: la grande offensive russe en Afrique. ECOWAS Parliament Website. <https://parl.ecowas.int/sommet-de-sotchi-la-grande-offensive-russe-en-afrique/>

Centre d’études stratégiques de l’Afrique. (2022). Cartographie de la désinformation en Afrique. Centre d’Études Stratégiques de l’Afrique.

<https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>

Cheng, K.-C. (2022). Why is the US fixated on China’s rise in Africa? Quartz. <https://qz.com/africa/2154820/why-is-the-us-fixated-on-chinas-rise-in-africa>

Chikhaoui, A. (2022). Sommet USA-Afrique – Le continent Africain, enjeu de la nouvelle dynamique géopolitique (Analyse) | Near East South Asia Center. <https://nesa-center.org/sommet-usa-afrique/>

China Africa Research Initiative. (2023). Data: Chinese Workers in Africa. China Africa Research Initiative. <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa>

Cléménçot, J. (2016). Télécoms : la mauvaise fibre des groupes chinois en Afrique – Jeune Afrique. JeuneAfrique.

<https://www.jeuneafrique.com/mag/336607/economie/telecoms-mauvaise-fibre-groupes-chinois-afrique/>

Clifford, C. et Gruzd, S. (2022). Russian and African Media: Exercising Soft Power (125). South African Institute of International Affairs.

<https://www.jstor.org/stable/resrep40121>

CNUCED. (2022). CNUCED : L’Afrique doit repenser la diversification de ses exportations pour survivre aux chocs économiques. <https://unctad.org/fr/news/cnuced-lafrique-doit-repenser-la-diversification-de-ses-exportations-pour-survivre-aux-chocs>

Corking, L. J. (2014). China’s rising soft power: the role of rhetoric in constructing China-Africa relations. *Revista Brasileira De Política Internacional*, 57, 49-72.

Delcourt, L. (2021). La Chine en Afrique : enjeux et perspectives. Centre tricontinental. <https://www.cetri.be/La-Chine-en-Afrique-enjeux-et>

D'Eyry, P. J. T. (2020). L'influence Russe en Afrique. MyPrepaNews. <https://www.myprepa.fr/news/linfluence-russe-en-afrique/>

Direction générale du Trésor. (2019). La Chine en RD Congo : présence économique, financements et les créances. Direction générale du Trésor. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/03/20/la-chine-en-rd-congo-presence-economique-financements-et-les-creances>

Dizolele, M. P. et Hudson, C. (2022). Minding the Gap at the U.S.-Africa Leaders Summit. Center for Strategic & International Studies. <https://www.csis.org/analysis/minding-gap-us-africa-leaders-summit>

Dos Santos, T. (1970). The Structure of Dependence. *The American Economic Review*, 60(2), 6.

Drogendijk, R. et Blomkvist, K. (2013). Drivers and Motives for Chinese Outward Foreign Direct Investments in Africa. *Journal of African Business*, 75-84.

Drouvot, H. et Verna, G. (1994). Chapitre IV. La dépendance technologique. Dans *Les politiques de développement technologique : L'exemple brésilien* (p. 81-91). Éditions de l'IHEAL. <http://books.openedition.org/iheal/1660>

Duplessi, A. (2014). The Forum on China– Africa Cooperation, Ideas and Aid: National Interest(s) or Strategic Partnership? *Insight on Africa*, 6(2), 113-130.

Endjito, F., Etonde, S. G., Kouadio, N. K. et Wandoui, O. K. W. (2020). La problématique des dépendances économiques de l'Afrique. *École de Guerre Économique (EGE)*, 27.

Essolomwa, L. (2016). Utexafrica, Cilu, Sotexki, ... : l'industrie congolaise au plus mal | adiac-congo.com : toute l'actualité du Bassin du Congo. <https://www.adiac-congo.com/content/utexafrica-cilu-sotexki-lindustrie-congolaise-au-plus-mal-52594>

- Essolomwa, L. (2017). Fibre optique : Kinshasa et Kasumbalesa enfin reliées | adiac-congo.com : toute l'actualité du Bassin du Congo. Agence d'information d'Afrique centrale. <https://www.adiac-congo.com/content/fibre-optique-kinshasa-et-kasumbalesa-enfin-reliees-70820>
- Fakid, Y. (2021, 14 octobre). La domination chinoise du paysage médiatique africain. Ecole de Guerre Economique. <https://www.egc.fr/infoguerre/la-dominance-chinoise-du-paysage-mediatique-africain>
- Falola, T. et Njoku, R. C. (2020). The Obama Presidency and Africa: Opportunities and Disappointments. Dans *United States and Africa Relations, 1400s to the Present* (p. 284-306). Yale University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv15pjxm8.18>
- Ferraro, V. (2008). Dependency Theory: An Introduction. *The Development Economics Reader* (London: Routledge), 58-64.
- Fondation de la protection des valeurs nationales. (s.d). Sur nous. Fondation de la protection des valeurs nationales. <https://fr.fznc.ru/sur-nous/>
- Freland, F.-X. (2015). Alexeï Vassiliev : « La Russie peut être utile à l'Afrique » – Jeune Afrique. [JeuneAfrique.com. https://www.jeuneafrique.com/278717/politique/alexei-vassiliev-la-russie-peut-etre-utile-a-lafrique/](https://www.jeuneafrique.com/278717/politique/alexei-vassiliev-la-russie-peut-etre-utile-a-lafrique/)
- Furtado, C. (1971). Dépendance externe et théorie économique. *L'Homme et la société*, 22(1), 53-65. <https://doi.org/10.3406/homso.1971.1456>
- Gaudiaut, T. (2022). Infographie: Ces pays africains qui dépendent du blé russe et ukrainien. Statista Infographies. <https://fr.statista.com/infographie/27093/les-pays-africains-qui-dependent-le-plus-du-ble-russe-et-ukrainien>
- Gelpert, A., Corne, S., Morris, S., Parks, B. et Trebesh, C. (2021). AidData | How China Lends: A Rare Look into 100 Debt Contracts with Foreign Governments [Policy Report]. <https://docs.aiddata.org/reports/how-china-lends.html>
- Geopolitique-FASSE-ICP. (2022). La nouvelle politique russe en Afrique. *Questions Géopolitiques*. <https://geopolri.hypotheses.org/2893>

- Ghiselli, A. et Morgan, P. (2023). Chinese workers on Africa's infrastructure projects: the link with host political regimes. *The Conversation*.
<http://theconversation.com/chinese-workers-on-africas-infrastructure-projects-the-link-with-host-political-regimes-195732>
- Ghosh, B. N. (2019). *Dependency Theory Revisited*. Routledge.
- Gu, J. (2011). The Last Golden Land?: Chinese Private Companies Go to Africa. *IDS Working Papers*, 2011(365), 01-42. https://doi.org/10.1111/j.2040-0209.2011.00365_2.x
- Gu, J. et Carty, A. (2014). China and African Development: Partnership not Mentoring. *IDS Bulletin*, 45(4), 57-69. <https://doi.org/10.1111/1759-5436.12093>
- Guiffard, J. (2023). Le sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest, reflet de la confrontation autoritaire contre "l'Occident collectif". Institut Montaigne.
<https://www.institutmontaigne.org/analyses/le-sentiment-anti-francais-en-afrique-de-louest-reflet-de-la-confrontation-autoritaire-contre>
- Hanauer, L. et Morris, L. J. (2014). Intertwined Interests of China and Africa. Dans *Chinese Engagement in Africa* (p. 5-18). RAND Corporation.
<https://www.jstor.org/stable/10.7249/j.ctt6wq7ss.9>
- Herderschee, J., Mukoko Samba, D. et Tshimenga Tshibangu, M. (dir.). (2012). Résilience d'un Géant Africain: Accélérer la Croissance et Promouvoir l'Emploi en République Démocratique du Congo (La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement / La Banque mondiale, vol. 3, p. 430). MÉDIAPPAUL.
- Herman, T. (2011). Les économies africaines doivent-elles avoir peur de la chine? *Identity, Culture and Politics : An Afro-Asian Dialogue : Un Dialogue Afro-Asiatique*, 12(2), 19-41.
- Herrero, A. G., Karsenty, A., Malm, J. et Pairault, T. (2022). Les influences chinoises en Afrique. 2. Mythes et réalités des relations économiques. *Études de l'Ifri*, 43.
- Huang, Z. A. (2019). Étudier le chinois et fêter le Chun Jie à Nairobi : les Instituts Confucius au service de la diplomatie publique et du soft power chinois. *Communiquer : revue de communication sociale et publique*, (25), 39-59.

Huang, Z. A. (2022). L'Institut Confucius et la diplomatie publique chinoise en Afrique : un organe de propagande déguisée en ONG ? *Hermès, La Revue*, 89(1), 60-66.

IIED et WWF. (2015). Current situation regarding Chinese investments in the Democratic Republic of Congo. International Institute for Environment and Development. <https://www.jstor.org/stable/resrep18020>

IISD. (2021). *Les investissements chinois en Afrique augmentent, alors que la valeur des projets et les échanges bilatéraux déclinent*. International Institute for Sustainable Development. <https://www.iisd.org/fr/node/16066>

Institut National de la Statistique de la RDC. (2022). Impact de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie congolaise: échanges commerciaux entre la RDC, la Russie et l'Ukraine | Institut National de la Statistique | RD Congo. Institut National de la Statistique, (1). <https://ins.cd/2022/06/02/note-speciale-n01-mai-2022-impact-de-la-guerre-russo-ukrainienne-sur-leconomie-congolaisebrechanges-commerciaux-entre-la-rdc-la-russie-et-lukraine/>

Iremos. (2022). Les influences russes et chinoises sur le continent Africain. Iremos. <https://www.iremos.fr/blog/influences-russe-chine-continent-africain>

Keeley, B. (2007). Le capital humain: Comment le savoir détermine notre vie. OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264029118-fr>

Kernen, A. (2014). L'Afrique face à la puissance économique de la Chine. *Politique africaine*, 134(2), 5-19. <https://doi.org/10.3917/polaf.134.0005>

Kernen, A. et Mohammad, G. K. (2014). La révolution des produits chinois en Afrique Consommation de masse et nouvelle culture matérielle. *Politique africaine*, 134(2), 111-132. <https://doi.org/10.3917/polaf.134.0111>

Kohnert, D. (2022). L'impact de la présence russe en Afrique [preprint]. Open Science Framework. <https://doi.org/10.31219/osf.io/w5zdh>

Koomson-Abekah, I. et Nwaba, E. C. (2018). Africa-China investment and growth link. *Journal of Chinese Economic and Foreign Trade Studies*, 11(2), 132-150. <https://dx.doi.org/10.1108/JCEFTS-11-2017-0034>

Kpohazoude, F. G. (2018). La politique étrangère des États-Unis en Afrique subsaharienne depuis 1960 : État des lieux et perspective. *Centre Thucydide*, 19, 23.

Kwasi Tiekou, T. (2012). “A Brief History of U.S.-Africa Relations” in “United States-Africa Relations in the Age of Obama” on Cornell University Press Digital Platform. Dans *United States-Africa Relations in The Age of Obama*. Institute for African Development. <https://cornellpress.manifoldapp.org/read/united-states-africa-relations-in-the-age-of-obama/section/4f22d59e-2be7-41b7-ba61-d965e80fa4bf>

La Maison Blanche. (2022). Partenariat entre les États-Unis et l’Afrique pour la promotion du commerce et des investissements bilatéraux en Afrique. United States Department of State. <https://www.state.gov/translations/french/partenariat-entre-les-etats-unis-et-lafrrique-pour-la-promotion-du-commerce-et-des-investissements-bilateraux-en-afrique/>

Larrarte, A. M. et Claudio-Quiroga, G. (2019). How to avoid flawed minerals-for-infrastructure deals like DR Congo and China’s Sicominex pact. *Quartz*. <https://qz.com/africa/1586753/china-and-dr-congo-sicomines-cobalt-mine-deal-is-flawed/>

Le Belzic, S. (2017). Le nouveau rêve impérial de Xi Jinping. *Valeurs Actuelles*. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42562>

Lenzu, M. D. (2022). EU imposes sanctions on state-owned outlets RT/Russia Today and Sputnik’s broadcasting in the EU. *Conseil de l’Union européenne*. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/03/02/eu-imposes-sanctions-on-state-owned-outlets-rt-russia-today-and-sputnik-s-broadcasting-in-the-eu/>

Li, J. (2020). La présence des Chinois en Afrique -- Défis des Chinois diplômés de langue française dans la nouvelle ère. *Trayectorias Humanas Transcontinentales*, (6). <https://doi.org/10.25965/trahs.2344>

Link, J. (2021). 5 Things U.S. Policymakers Must Understand About China-Africa Relations. *Center for American Progress*. <https://www.americanprogress.org/article/5-things-u-s-policymakers-must-understand-china-africa-relations/>

Lisimba, A. F. (2020a). China and Africa: What Trade and Investment—Commercial Interests and Two-Way Trade Between China and Resources-Rich Developing Countries (RRDCs) and Non-Resources-Rich Developing Countries (Non-RRDCs) in

Africa. Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 127-153). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_6

Lisimba, A. F. (2020b). *China–Africa Relations: Historical Perspective*. Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 3-19). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_1

Lisimba, A. F. (2020c). *China's Energy Security: How Much Africa Matters to China*. Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 155-177). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_7

Lisimba, A. F. (2020d). *Critical Debate Surrounding Africa's Shift Towards China: Perspectives on the Pros and Cons of Doing Business with China*. Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 99-123). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_5

Lisimba, A. F. (2020e). *Observations: Has the Arrival of Chinese Labour Resulted in Local Jobs Being Taken?* Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 241-266). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_10

Lisimba, A. F. (2020f). *The Political Context of New Emerging Role of China in Postcolonial Africa: Complexity and New Challenge for Africa*. Dans A. F. Lisimba (dir.), *China's Trade and Investment in Africa: Impact on Development, Employment Generation & Transfer of Technology* (p. 81-98). Springer. https://doi.org/10.1007/978-981-15-9573-8_4

Madrid Morales, D., Börekci, D., Löffler, D. et Birkevich, A. (2021). *How China, Turkey and Russia influence the media in Africa*. Konrad Adenauer Stiftung.

Makhtar, D. (2015). *La croissance chinoise, une source d'enseignements pour l'Afrique* [Text/HTML]. World Bank. <https://www.banquemonde.org/fr/news/speech/2015/01/13/lessons-for-africa-from-chinas-growth>

McKinsey. (2017). Dance of the Lions and Dragons: how are Africa and China engaging, and how will the partnership evolve?

Mercier, C. La RDC : cobalt congolais ou chinois? Perspective Monde. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=2490> 2018.

Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2021). Dakar Declaration of the Eighth Ministerial Conference of the Forum on China-Africa Cooperation. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/2649_665393/202112/t20211203_10461779.html

Morin, F. (2016). La relation africano-chinoise : à quoi doit-on s'attendre ? Perspective Monde. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=2372>

Morin, J.-F. (2013). L'identification de la politique étrangère. Dans La politique étrangère: Théorie, méthodes et références. Armand Colin. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/la-politique-etrangere-theories-methodes-reference-9782200272227-page-21.htm>

Morin-Allory, R. (2011). La Chine parle aux Africains. L'appareil médiatique de Pékin, 4(30), 43-71. <https://doi.org/10.3917/oute.030.0043>

Mpabe Bodjongo, M. J. et Keneck-Massil, J. (2017). Écart de création technologique entre la Chine et l'Afrique. Innovations, 53(2), 129-151. <https://doi.org/10.3917/inno.pr1.0012>

Mulenda, D. (2013). La coopération économique Chine-RDC. La Revue nouvelle. <https://www.revue nouvelle.be/La-cooperation-economique-Chine-RDC>

Nantulya, P. (2018). La Grande stratégie et la montée en puissance du pouvoir d'influence de la Chine en Afrique. Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

Ndungidi, P. (2021). Coopération : les relations RDC-Chine en zone de turbulences | adiac-congo.com : toute l'actualité du Bassin du Congo. Agence d'information d'Afrique centrale. <https://www.adiac-congo.com/content/cooperation-les-relations-rdc-chine-en-zone-de-turbulences-130524>

Nembrot, L., TVA5MONDE et AFP. (2022). Sommet de l'Afrique à Washington : Joe Biden veut peser autant que la Russie et la Chine sur le continent. TV5MONDE. <https://information.tv5monde.com/afrique/sommet-de-l-afrique-washington-joe-biden-veut-peser-autant-que-la-russie-et-la-chine-sur-le>

Ngalasso-Mwatha, M. (2011). L'Afrique face à l'Europe : les dépendances culturelles. *Africultures*, 83(1), 162-177. <https://doi.org/10.3917/afcul.083.0162>

Ngamia, R. (2017). La fibre optique, serait-elle une opportunité à saisir pour la refondation de la République Démocratique du Congo ? *Congo Forum*, 14.

Ngwé, L. (2018). La circulation des cerveaux africains : une alternative à leur exode ? UNESCO. <https://fr.unesco.org/courier/2018-1/circulation-cerveaux-africains-alternative-leur-exode>

Niquet, V. et Touati, S. *La Chine en Afrique: Intérêts et pratiques*. Ifri-Bruxelles. 2011.

Njoya, S. (2022). Sommet Afrique — Etats-Unis : plusieurs projets numériques annoncés en Afrique dans les prochaines années. *wearetech.africa*. <https://www.wearetech.africa/fr/fils/actualites/gestion-publique/sommet-afrique-etats-unis-plusieurs-projets-numeriques-annonces-en-afrique-dans-les-prochaines-annees>

Nye, J. S. (1990). *Soft Power*. *Foreign Policy*, (80), 153-171. <https://doi.org/10.2307/1148580>

OCDE. (2022). Pourquoi les chaînes de valeur régionales sont importantes pour la reprise économique en Afrique. Dans *Dynamiques du développement en Afrique 2022: Des chaînes de valeurs régionales pour une reprise durable* (p. 41). <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/89f80a61-fr.pdf?expires=1681438803&id=id&accname=guest&checksum=C6BA726256F686D37434F807B5CB830C>

Olewen, D. (2021). Pourquoi les pays africains soutiennent la Chine sur la question des droits de l'homme. *BBC News Afrique*. <https://www.bbc.com/afrique/region-56971652>

Organisation internationale du Travail. (2019). *Migration de main-d'œuvre en Afrique* [Document]. http://www.ilo.org/afrika/areas-of-work/labour-migration/WCMS_679832/lang--fr/index.htm

Organisation internationale du Travail. (2021). Programme pays de promotion du travail décent (PPTD) pour la République Démocratique du Congo 2021-2024.

Ouled, B. H., L. et Belkacem, K. (2011). Dynamique de la Chine en Afrique. Dans *L'avenir du partenariat chine-afrique (Ser.Etudes africaines)* (p. 29-54). L'Harmattan.

Oya, C. (2019). Labour Regimes and Workplace Encounters between China and Africa. Dans A. Oqubay et J. Y. Lin (dir.), *China-Africa and an Economic Transformation* (p. 0). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198830504.003.0012>

Paczyńska, A. (2020). Russia in Africa: is great power competition returning to the continent? (15) [Briefing Paper]. German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE). <https://www.idos-research.de/briefing-paper/article/russia-in-africa-is-great-power-competition-returning-to-the-continent/>

Parc, Y. J. et Tang, X. (2021). Chinese FDI and impacts on technology transfer, linkages, and learning in Africa: evidence from the field. *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, 19(4), 257-268. <https://doi.org/10.1080/14765284.2021.1996191>

Pigato, M. et Tang, W. (2015). China and Africa: Expanding Economic Ties in an Evolving Global Context [Working Paper]. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/21788>

Powell, A. (2022, 12 décembre). How Committed Is US to Africa? \$55B Worth, White House Says. VOA. <https://www.voanews.com/a/how-committed-is-us-to-africa-55b-worth-white-house-says/6873785.html>

Présidence de la République. (2023). BEIJING : Xi Jinping et Félix Tshisekedi discutent d'un nouveau partenariat stratégique entre la rdc et la chine. Présidence de la RDC § BEIJING : Xi Jinping et Félix Tshisekedi discutent d'un nouveau partenariat stratégique entre la rdc et la chine. https://www.presidence.cd/actualite-detail/actualite/beijing_xi_jinping_et_felix_tshisekedi_discutent_dun_nouveau_partenariat_strategique_entre_la_rdc_et_la_chine

Ramani, S. (2021). Russia and China in Africa: Prospective Partners or Asymmetric Rivals? *SAIIA*, (120), 17.

Rapoport, H. (2010). Le « brain drain » et son incidence sur les pays en développement. *Regards croisés sur l'économie*, 8(2), 110-124. <https://doi.org/10.3917/rce.008.0110>

Regilme, J., Salvador Santino F. et Hodzi, O. (2021). Comparing US and Chinese Foreign Aid in the Era of Rising Powers. *The International Spectator*, 56(2), 114-131. <https://doi.org/10.1080/03932729.2020.1855904>

Ruy Mauro, M. (1973). *Dialéctica de la dependencia*. Sociedad y dependencia.

Sauneron, S. (2011). 14. La migration des médecins africains vers les pays développés. Dans *Santé internationale* (p. 207-213). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.kerou.2011.01.207>

SCM. (n.d.). SCM La sino-congolaise des mines S.A. Qui sommes nous. <http://www.sicomines.com/fr/>

Sem, P., Cornet, A. et Musewa M'bayo, L. M. (2020). Chapitre 9. La gestion des ressources humaines en RDC (République démocratique du Congo) : un travail d'équilibriste. Dans *Africa Positive Impact* (p. 116-130). EMS Editions. <https://doi.org/10.3917/ems.frimo.2020.01.0116>

Shinn, D. H. (2019). China–Africa Ties in Historical Context. Dans *China-Africa and an Economic Transformation*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198830504.003.0004>

Shuang, H. (2015). Le soft power et les médias chinois peuvent-ils servir l'ambition de séduire les pays africains ?, (6-7). https://rgh.univ-lorraine.fr/articles/view/60/Le_soft_power_et_les_medias_chinois_peuvent_ils_servir_l_ambition_de_seduire_les_pays_africains.html

Siegle, J. (2021). La Russie en Afrique – La déstabilisation de la démocratie par la capture des élites. Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-russie-en-afrique-la-destabilisation-de-la-democratie-par-la-capture-des-elites/>

Siegle, J. (2023). Décoder les engagements économiques de la Russie en Afrique [Centre d'étude stratégiques de l'Afrique]. Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/decoder-les-engagements-economiques-de-la-russie-en-afrique/>

Soleil, Y. (2014). China's Aid to Africa: Monster or Messiah? Brookings. <https://www.brookings.edu/opinions/chinas-aid-to-africa-monster-or-messiah/>

Song, H. (2011). Chinese Private Direct Investment and Overseas Chinese Network in Africa. *China & World Economy*, 19(4), 109-126. <https://doi.org/10.1111/j.1749-124X.2011.01253.x>

Srebrnik, H. (2022). OPINION: China is making significant inroads in Africa. SALTWIRE. <https://www.saltwire.com/atlantic-canada/opinion/opinion-china-is-making-significant-inroads-in-africa-100680828/>

Théophile, S. (2022). Dans l'enfer des mines de cobalt congolaises. La Presse+ § ACTUALITÉS. https://plus.lapresse.ca/screens/61e0f812-2d23-468d-8379-fd7b7cc2165c|_0.html

Titeca, K. (2023a). Is the Democratic Republic of Congo Considering a Pivot to Russia? Lawfare. <https://www.lawfareblog.com/democratic-republic-congo-considering-pivot-russia>

Titeca, K. (2023b). La République démocratique du Congo envisage-t-elle un pivot vers la Russie? Desk Africain d'Analyses Stratégiques. <https://afridesk.org/la-republique-democratique-du-congo-envisage-t-elle-un-pivot-vers-la-russie/>

UNESCO. (2010). *Engineering: issues Challenges and Opportunities for Development* (Paris), 396.

UNESCO. (2021). *L'ingénierie au service du développement durable: réaliser les Objectifs de développement durable*. UNESCO (Paris), 198.

Usman, Z. (2021). What Do We Know About Chinese Lending in Africa? Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/2021/06/02/what-do-we-know-about-chinese-lending-in-africa-pub-84648>

Velluet, Q. (2021). RDC : au cœur de la bataille pour la fibre optique – Jeune Afrique. JeuneAfrique.com. <https://www.jeuneafrique.com/1212319/economie/rdc-au-coeur-de-la-bataille-pour-la-fibre-optique/>

Vigne, E. (2018). Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences. *Centre d'Études de Sécurité et de Défense*, (37), 66.

- Viltard, Y. (2012). 1. La Chine en Afrique. Karthala. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/le-temps-de-la-chine-en-afrique--9782811106133-page-27.htm>
- Vines, A., Butler, C. et Jie, Y. (2022). The response to debt distress in Africa and the role of China [Research Paper]. Royal Institute of International Affairs. <https://doi.org/10.55317/9781784135201>
- Wang, F.-L. et Esi A., E. (2014). China in africa: presence, perceptions and prospects, 1012-1032.
- Wright, B. (2020). Africa's reliance on Chinese ICT backbone sparks debate. CIO. <https://www.cio.com/article/193170/made-in-china-africas-ict-infrastructure-backbone.html>
- Xiao, S. S., Jeong, I., Moon, J. J., Chung, C. C. et Chung, J. (2013). Internationalization and Performance of Firms in China: Moderating Effects of Governance Structure and the Degree of Centralized Control. *Journal of International Management*, 19(2), 118-137. <https://doi.org/10.1016/j.intman.2012.12.003>
- Xinhua. (2021). RDC : l'Institut Confucius de Kinshasa célèbre son troisième anniversaire. Forum sur la Coopération sino-africaine. http://www.focac.org/fra/zfgx_5/rwj1/202111/t20211128_10457412.htm
- Xinhua. (2023). La Chine et la RDC élèvent leurs relations au partenariat stratégique global de coopération - Xinhua - french.news.cn. <https://french.news.cn/20230527/0f21683524bb4171a2754d1c137e3906/c.html>
- Yacine-Touré, B. (2015). Chapitre IV. Éducation : clef de voûte de la libération nationale et du développement. Dans *Afrique : l'épreuve de l'indépendance* (p. 69-83). Graduate Institute Publications. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.4341>
- Yiagadeesen, S. (2010). China's aid policies in Africa: opportunities and challenge. *The Round Table*, 99(406), 75-90.
- Yin, J. Z. et Vaschetto, S. (2011). China's Business Engagement in Africa. *The Chinese Economy*, 44(2), 43-57. <https://doi.org/10.2753/1097-1475440203>